



MARS
AVRIL
2020
#16

Cause

COMPRENDRE LE MONDE
AGIR POUR LE CHANGER

commune

REVUE D'ACTION POLITIQUE DU PCF

p. 12 DOSSIER

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

CRISE DE L'IMPÉRIALISME ?

p. **52** MILITER
Le PCF a 100 bougies !

p. **59** PARLEMENT
Retraites : dans ce
jeu de points, tous
seront perdants !

p. **64** CONTROVERSE
Le syndrome Juvin
ou la double vie du
Rassemblement national

p.8 LE GRAND ENTRETIEN :
Le combat pour l'égalité femmes/hommes

Parti communiste français

3 ÉDITO **Guillaume Roubaud-Quashie** Angels in America ?

6 POÉSIES

Kristina Nikolaishvili J.R.R. Tolkien et la poésie

7 REGARD

Wilson Tarbox L'affiche cubaine, une arme de lutte

8 LE GRAND ENTRETIEN

Hélène Bidard « À cause de Macron, on crie Révolution ! »

12 LE DOSSIER

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, CRISE DE L'IMPÉRIALISME ?

Contantin Lopez, Laura Isnard et Nicolas Lambert

La fin d'une ère ?

Lydia Samarbakhsh La crise hégémonique états-unienne

Christophe Deroubaix La gauche contestataire de retour aux États-Unis

Ethan Earle Au cœur des organisations de gauche

Jenny Brown La lutte pour l'avortement

Bruno Odent Trump, derrière le bruit et la fureur, une redoutable cohérence stratégique

Christophe Wasinski Les évolutions de la politique de sécurité

Rémy Herrera La guerre commerciale États-Unis/Chine

Adrien Faudot L'hégémonie monétaire des États-Unis contre le plan Keynes de 1943

Denis Durand Wall Street, cœur financier des États-Unis et de la mondialisation capitaliste

Renaud Le Goix Investir et spéculer sur le logement après la crise des *subprimes*

Frédéric Boccara Le dollar et les multinationales, piliers de l'impérialisme technologique US

Alexia Blin Quand Marx congratulait Lincoln

51 RÉACTIONS (LE N° 14-15 EN DÉBAT)

Roland Jacquet, Maryse Dumas

52 MILITER

Jérémie Giono Le PCF a 100 bougies !

Municipales, préparer l'après 15 mars

58 CHRONIQUE EUROPÉENNE

Vincent Boulet Défaite de la gauche en Grande-Bretagne, quelle leçon en tirer ?

59 PARLEMENT

Sébastien Jumel Réforme des retraites : dans ce jeu de points, tous seront perdants !

63 UNIVERSITÉ PERMANENTE

64 CONTROVERSE

Gérard Streiff Le syndrome Juvénal ou la double vie du Rassemblement national

66 CRITIQUE DES MÉDIA

ACRIMED Retraites, cinquante nuances de « galères » au 20h de France 2

70 FÉMINISME

Fanny Charnière Égalité femmes/hommes, du levier financier pour les retraites à l'enjeu de civilisation

73 PHILOSOPHIQUES

Jean-Michel Galano Parcours en zigzag dans la philosophie états-unienne

76 HISTOIRE

Aline Helg Au-delà de l'image de l'esclave mâle rebelle

80 PRODUCTION DE TERRITOIRES

Guillaume Faburel Les métropoles : entre grandeur imaginaire et projets écocidaire

83 SCIENCES

Noëlle Debs Accident vasculaire cérébral, imagerie médicale et diagnostics

86 SONDAGE

Gérard Streiff Accès aux soins : l'inquiétude

87 STATISTIQUES

Fanny Charnière Firmes multinationales françaises : six millions de salariés employés hors de France

88 HORS CADRE

Thomas Lalire Chili 1973 : l'ambassade de France n'en finit pas de livrer ses secrets

90 LIRE

Marine Miquel « Essayez donc la dictature » ?

Aux sources du libéralisme autoritaire

93 CRITIQUES

• **Maxime Cochard** *Nous n'avons pas besoin des riches. Bêtisier du macronisme*

• **Bernard Lahire** (dir) *Enfances de classe. De l'inégalité parmi les enfants*

• **Patrick Le Hyaric** *La banlieue porte plainte, Aubervilliers au cœur*

• **Valère Staraselski** *La Revanche de Michel-Ange Vivre intensément repose*

• **Frédéric Boccara, Denis Durand, Catherine Mills** (coord.) *Les Retraites : un bras de fer avec le capital*

96 EN DÉBAT

Aurélien Aramini La République française tiraillée entre conservatisme, libéralisme, jacobinisme et socialisme

102 DANS LE TEXTE (FÉMINISME)

Salih Bousseadra Création littéraire des femmes et luttes politiques

Cause commune

La rédaction en chef de ce numéro a été assurée par Davy Castel

Tél. : 01 40 40 12 34 - Directeur de publication : Guillaume Roubaud-Quashie

Directeur : Guillaume Roubaud-Quashie • Rédacteurs en chef : Davy Castel, Jean Quéfier, Gérard Streiff • Secrétariat de rédaction : Noëlle Mansoux • Comité de rédaction : Aurélien Aramini, Hélène Bidard, Victor Blanc, Vincent Bordas, Salih Bousseadra, Séverine Charret, Pierre Crépel, Camille Ducrot, Maëva Durand, Jean-Michel Galano, Jérémy Giono, Baptiste Giron, Florian Gullii, Nicolas Lambert, Élodie Lebeau, Gérard Legrip, Constantin Lopez, Corinne Luxembourg, Igor Martinache, Sophie Mazonot-Chappuy, Marine Miquel, Pierrick Monnet, Laura Moscarelli, Michaël Orand, Léo Purguette, Julien Rossi, Marine Roussillon, Sabrina Royer • Direction artistique et illustrations : Frédo Coyère • Mise en page : Sébastien Thomassey • Édité par l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau - 75 167 Paris Cedex 19) • Responsable financier : Mitra Mansouri-Guilani, Tél. 01 40 40 13 41 - mmansouri@paul-langevin.fr Imprimerie : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex) • Dépôt légal : mars/avril 2020 - N°16 - ISSN 2265-4585 - N° de commission paritaire : 0924 G 93466.

Angels in America ?

L'affaire est entendue : les États-Unis sont le pays du grand capital. Ajoutez les coups d'État contre Mossadegh ou Allende, la guerre du Vietnam, l'actif soutien aux talibans en Afghanistan, aux *contras* face aux sandinistes, les carnages au Moyen-Orient justifiés par des fioles contenant force poudre de perlimpinpin... Ajoutez – ces choses-là comptent aussi... – la liste des promoteurs bruyants du « modèle américain » : Giscard, Sarkozy, maints patrons et idéologues amateurs de bas salaires et faibles impôts, hier encore une certaine « gauche » gagnée au libéralisme... N'en jetez plus ! Les États-Unis, dans de larges fractions progressistes de notre pays, n'ont pas la cote.

Bien sûr, l'affaire est plus compliquée car, des époux Rosenberg à Mumia Abu Jamal, de Howard Fast à Joan Baez en passant par Paul Robeson ou Angela Davis, bien des figures états-uniennes ont été, en France, au cœur de combats mémorables. Solidarité internationaliste de *victimes* d'une même classe dominante états-unienne. De là à attendre de ce pays quelque chose de vraiment positif, il y a un pas que, sans doute, peu franchissent parmi les hommes et les femmes de progrès.

« Pièce très politique sur fond d'années SIDA,
de capitalisme déchaîné, de nationalisme agressif,
l'œuvre résonne fort en 2020,
à l'heure où Trump semble être le bégaiement
de son lointain prédécesseur. »

Et pourtant, que de merveilles fleurissent sur cette terre contrastée. Se joue ainsi à la Comédie française *Angels in America* [des anges en Amérique] de Tony Kushner, pièce écrite à la fin des années 1980 et créée outre-Atlantique au tout début de la décennie suivante. Qui est ce dramaturge trop peu connu du grand public sous nos latitudes ? Il se présente lui-même ainsi : « Je suis juif, marxiste et homosexuel. » Tout un programme ! Assez rare, ici, au pays de Cyril Hanouna et d'un antimarxisme sénile qui (entre mille exemples) plaça longtemps notre pays jusqu'au ridicule de ne pas traduire l'une des sommes de l'historiographie de langue anglaise, *L'Âge des extrêmes* d'Eric Hobsbawm (finalement traduite et publiée en *Belgique* avec le concours du *Monde diplomatique*). Le pedigree de l'auteur ne dit toutefois rien de l'œuvre qu'il faut voir et/ou lire. Dans l'Amérique des années Reagan, on croise des personnages contemporains mais aussi ►►

- des revenants comme Ethel Rosenberg (merveilleusement incarnée par Dominique Blanc, au milieu d'une distribution excellente). Pièce très politique sur fond d'années SIDA, de capitalisme déchaîné, de nationalisme agressif, l'œuvre résonne fort en 2020, à l'heure où Trump semble être le bégaiement de son lointain prédécesseur. Le lien entre les deux présidents est d'ailleurs incarné par l'un des personnages (ayant réellement existé) : Roy Cohn, avocat au rôle déterminant dans l'exécution des époux Rosenberg en 1953, très proche de Reagan, lié au promoteur Fred Trump puis conseiller juridique du fils de ce dernier, Donald... Plus largement, pour citer Pierre Laville, qui signe une traduction remarquable et la préface de l'édition française, on peut parler d'«une tragi-comédie du libéralisme au quotidien, mondialisé, dévastateur, sans issue, tueur d'espoir», d'« un chant prémonitoire de ce que nous avons vécu depuis vingt ans ».

« Peut-on faire de la politique sans théorie,
après la chute du mur de Berlin ? Quelle théorie ?
Qu'entendre par ce mot et qu'en attendre ?
Grandes et salvatrices interrogations
qui ne valent pas qu'aux États-Unis... »

Mais la pièce ne nous laisse pas face à ce seul spectacle, elle vient nous interroger sans détour (ni recette) quand surgit Alexis Antédiluvianovich Prelapsarianov [*sic*], « le plus vieux bolchevik vivant », qui lance : « La Grande Question à laquelle il nous faut répondre est la suivante : sommes-nous condamnés ? [...] Et la Doctrine ? Qu'allons-nous faire sans Doctrine ? [...] Vous ne pouvez pas vous imaginer, quand nous avons eu accès à nos Grands Classiques pour la première fois, quand dans la nuit sombre et trouble de notre ignorance et de nos terreurs, la semence de nos discours a surgi et a peu à peu diffusé sa clarté, quand, en une Rouge Floraison, cette sublime poussée de sève a donné lieu à la *praxis*, la vraie *praxis*, la théorie pure enfin reliée à la vie réelle... [...] Non, vous ne pouvez pas vous imaginer. Je pleure sur vous. Que nous proposez-vous à présent et à la place, vous les Enfants Héritiers de cette Théorie ? Des OPA ? Des Cheeseburgers ? Un pâle dérivé boukharinien de Capitalisme fade et élimé ! [...] Avortons descendant d'une race de géants ! Changer ? Oui, il nous faut changer, il le faut, mais montrez-moi d'abord votre Nouvelle Théorie pour que je monte sur les barricades [...] Montrez-moi les paroles d'où naîtront le monde nouveau, ou alors que l'on se taise tous, à jamais. » Kushner ne donne pas de manuel à suivre ; il pose de fortes questions et les personnages en débattent, sans accord unanime. La pièce se referme ainsi sur une méditation qui, ici, ne paraîtra pas vaine, sur le couple théorie et politique. Peut-on faire de la politique sans théorie, après la chute du mur de Berlin ? Quelle théorie ? Qu'entendre par ce mot et qu'en attendre ? Grandes et salvatrices interrogations qui ne valent pas qu'aux États-Unis...

Qu'il est triste – et tristement révélateur – d'entendre à la radio française Charles Dantzig descendre en flammes la juste mise en scène d'Arnaud Desplechin et détourner par là les auditrices et auditeurs des chemins menant à ces *Angels in America*. Remarquez, n'est-ce pas ce même Dantzig qui signait dans *L'Express* cette critique d'anthologie à l'occasion de la réimpression chez Gallimard de *La Grande Gaîté*, ce recueil d'Aragon de 1929 ? « Non, non, non, Aragon n'est pas le plus mauvais poète du XX^e siècle ! Le titre est partagé entre Paul Éluard et Robert Brasillach. Aragon n'est que le plus hargneux.

“Certains jours, j’ai rêvé d’une gomme à effacer l’immondice humaine”, dit-il dans un des poèmes de *La Grande Gaîté*. Il devait penser à lui-même. » On note au passage l’abjecte mesquinerie visant à associer Aragon, Éluard et Brasillach, histoire de camoufler un anticommunisme qui ne semble pas étranger à la hargne... Il est vrai que ce monsieur est un fin lecteur : les deux poèmes qu’il condescend à citer un peu dans son compte rendu sont parmi les trois premiers du recueil ! Reconnaissons que Ch.D. fait aussi une allusion à un troisième poème situé également dans le premier quart du livre. À supposer qu’il n’ait pas sauté de pages, Ch.D., sans doute très sensible au titre du magazine, *L’Express*, a peut-être lu un quart du recueil... mais, esprit d’exception, il a trouvé dans *La Grande Gaîté* cette citation célèbre sur la « gomme à effacer l’immondice humaine ». Sauf que ces mots d’Aragon, bien connus des amateurs de sites comme citation-celebre.leparisien.fr, datent de l’automne 1924 et ont été publiés dans le cadre de cette réaction collective des surréalistes (« Un cadavre ») à la mort d’Anatole France. Voici donc ce qu’il faut lire et entendre (sur France Culture !) dans notre pays qui se targue de tant de supériorité en matière culturelle... Dans le même temps, le romancier états-unien Kevin Powers, distingué par le *Guardian First Book Award* (prix *Guardian* du premier livre) ou la fondation Hemingway, vient de publier *A Shout in the Ruins* (littéralement « un cri dans les ruines », édité en français sous un autre titre, *L’Écho du temps*, grand prix de littérature américaine 2019) en écho revendiqué à l’avant-dernier poème (éblouissant et déchirant) de *La Grande Gaîté*, « Poème à crier dans les ruines ». À sa décharge, Ch.D. qui n’a trouvé qu’immondices chez Aragon n’est sans doute pas allé jusque-là dans le recueil... mais quel contraste en notre pitoyable défaveur !

« Les États-Unis seraient-ils tout à coup devenus un peuple d’anges ? Certes non, mais justement. Un peuple d’hommes et de femmes projetés dans ce siècle brutal. Comme nous. »

Les plus politiques des lectrices et lecteurs objecteront peut-être : tout cela est bel et bon mais la *politique* états-unienne... Elle nous a tout de même habitués à un bien triste spectacle opposant la droite la plus réactionnaire et belliqueuse à un Parti démocrate économiquement libéral et géopolitiquement à peine moins agressif (hors, peut-être, Carter). Après tout, le président Harry Truman, président de guerre froide parmi les plus acharnés que le pays ait connus, était démocrate et non républicain. Certes, certes et, d’une manière générale, il n’est point question d’appeler à copier quelque pays que ce soit.

Reste que la situation est plus intéressante que l’image qu’on peut parfois s’en faire. La préoccupation écologique, par exemple, semble s’accompagner bien davantage qu’ici de la conscience qu’on ne peut la faire prévaloir sans s’attaquer frontalement au capital. La dynamique autour de Bernie Sanders (qui n’est pas Lénine mais pas davantage Clinton), les évolutions de ce qui fut le mouvement *Occupy Wall Street* (occupez Wall Street) et les contradictions objectives auxquelles est confrontée la première puissance économique et militaire du monde appellent mieux que des jugements hâtifs.

Les États-Unis seraient-ils tout à coup devenus un peuple d’anges ? Certes non, mais justement. Un peuple d’hommes et de femmes projetés dans ce siècle brutal. Comme nous. ●

Guillaume Roubaud-Quashie, directeur de *Cause commune*.

J.R.R. TOLKIEN ET LA POÉSIE

John Ronald Reuel Tolkien naît en 1892 à Bloemfontein, alors capitale de l'État libre d'Orange, aujourd'hui en Afrique du Sud. Son père décède alors que Mabel Tolkien emmène ses deux enfants en voyage en Angleterre. La famille s'établit à Sarehole, près de Birmingham. Mythographe, philologue et romancier, Tolkien est également l'auteur de nombreux poèmes. Ses œuvres inédites, publiées de façon posthume par son fils Christopher, comprennent non seulement la mythologie de la Terre du Milieu mais aussi des éditions et des traductions de textes médiévaux en vieil anglais. Les textes poétiques en vieil anglais inspireront l'auteur pour composer les nombreux chants qui ponctuent son œuvre. C'est le cas notamment des poèmes (« Le marin », « L'errant ») contenus dans le *Livre d'Exeter*, un codex de la seconde moitié du X^e siècle. Ces poèmes au ton élégiaque marquent profondément la poésie de Tolkien, qui se caractérise notamment par la récurrence du thème littéraire de l'*ubi sunt*. « La dernière arche » est empreint d'une méditation mélancolique sur la perte et le deuil, caractéristique de la poésie de Tolkien, qui s'inscrit à la fois dans son temps et dans une longue tradition littéraire qui remonte à l'Antiquité. On retrouve l'écho des paysages de la campagne anglaise

où il grandit dans les descriptions de la Comté (*The Shire*) le pays des Hobbits. Chez Tolkien, le sentiment de perte irrémédiable se rattache à la fois aux êtres, aux lieux et aux choses. « La dernière arche » évoque l'altération d'un ordre du monde, le passage d'un « Âge » à un autre. À la fin de *Seigneur des Anneaux*, un autre vaisseau blanc, en partance du dernier rivage de la Terre du Milieu, conduit Frodon Sacquet, le protagoniste de la trilogie, vers les Terres immortelles.

Tolkien commence à jeter les bases de sa mythologie sur son lit d'hôpital, alors qu'il souffre de la fièvre des tranchées contractée dans la Somme. On retrouve chez Frodon un souvenir de la mémoire traumatique du soldat de la Grande Guerre qui y laissa plusieurs de ses amis. L'expérience de la perte hante de nombreux personnages de Tolkien. Dans « La dernière arche », c'est sans témoins que se tourne la page d'un exil définitif hors du monde connu. Le monde n'existe qu'à travers le regard des êtres qui l'habitent ou qui lui donnent le jour. L'exil marque la fin d'un récit particulier du monde. Celui-ci s'en trouve alors irrémédiablement altéré. « Avant, écrit Tolkien, une route droite allait vers l'Ouest/ Maintenant, toutes les routes sont courbes. » ●

Kristina Nikolaishvili

La dernière arche

Qui verra un vaisseau blanc
quitter le dernier rivage,
les pâles fantômes en son sein froid
telles des mouettes qui gémissent ?

Qui remarquera un vaisseau blanc,
léger comme un papillon
dans la mer qui monte,
sur des ailes telles des étoiles,
la mer qui enfle,
l'écume qui souffle,
les voiles qui brillent,
la lumière qui s'évanouit ?

Qui entendra rugir le vent
telles les feuilles des forêts ;
les rochers blancs qui grondent
dans la lune qui scintille,
dans la lune qui décroît,
dans la lune qui tombe,
une chandelle-cadavre ;
le tonnerre qui murmure,
l'abîme qui remue ?

Qui verra s'assembler les nuages,
les cieux qui se penchent
sur les collines qui s'effondrent,
la mer qui se soulève,
l'abîme qui bâille
les ténèbres anciennes
au-delà des étoiles qui tombent
sur des tours effondrées ?

Qui remarquera un vaisseau brisé
sur les rochers verts
sous des cieux rouges,
un soleil voilé qui luit faiblement
sur des os qui brillent
dans le dernier matin ?

Qui verra le dernier soir ?

Poème publié dans *Les Monstres et les critiques*, édition de Christopher Tolkien, traduction de Christine Laferrière, Christian Bourgois, 2006, p. 264-266.

L'affiche cubaine, une arme de lutte



Alfredo Rostgaard, *Che Guevara*, OSPAAAL, 1969. © Paris, BnF.



Alfredo Rostgaard, *Nixon*, OSPAAAL, 1972. © Collection La contemporaine.

L'art dit « socialiste » est pour beaucoup synonyme de propagande, sans réel intérêt esthétique. L'exposition *Affiches cubaines, révolution et cinéma, 1959-2019* au Musée d'arts décoratifs (MAD) à Paris, en présente au contraire un tout autre genre : coloré, exubérant et surtout ouvert à diverses influences provenant de l'art contemporain mondial, telles le pop, le psychédéisme ou l'art optique (op' art) et cinétique.

Le parcours de l'exposition, qui retrace l'histoire de l'affiche cubaine depuis la révolution de 1959, ne laisse nul doute quant au caractère subversif de cet art. Parmi les trois cents affiches exposées, deux d'entre elles sont particulièrement significatives. Conçues par Alfredo Rostgaard (1943-2004), l'une représente Ernesto Guevara et l'autre Richard Nixon. L'effigie iconique du Che est sublimée de rayons d'arc-en-ciel émanant de l'étoile de son béret, tandis que le profil de Nixon s'imbrique dans un nuage de formes biomorphiques. Avec ses oreilles pointues et ses dents en crocs, ce *Nixon* nous apparaît comme dans un *bad trip*. Après les affiches politiques, place au cinéma, autre grand art prôné par Fidel Castro pour « édu-

quer » les masses. Ces affiches, contrairement aux états-uniennes qui montrent des têtes d'acteurs, privilégient une interprétation libre du film de la part des artistes, signe d'un rejet du *star system* hollywoodien.

On saurait saluer l'exhaustivité de l'exposition si ne manquait à l'appel une figure essentielle. Aucune mention n'est faite, ni dans le catalogue ni sur le site du musée, à Régis Léger, *alias* Dugudus, graphiste proche du PCF et auteur de *Cuba Grafica* (2013), première étude scientifique française retraçant l'histoire de l'affiche cubaine. Cet ouvrage a pourtant été présenté lors d'une conférence dans ce même musée l'année de sa parution. Selon une déclaration de l'artiste postée sur sa page Facebook le 20 novembre 2019, il aurait été consulté par le musée, puis finalement écarté du projet. La direction du MAD n'a pas souhaité s'exprimer à ce sujet. ●

Affiches cubaines, révolution et cinéma, 1959-2019, Musée des arts décoratifs, Paris.

Wilson Tarbox



« À cause de Macron¹, on crie Révolution ! »

Avec la question de la transformation écologique, le combat pour l'égalité femmes/hommes est un des grands défis de notre temps, une demande de plus en plus pressante de la société. Les femmes et les mouvements féministes sont à l'offensive contre les violences sexistes et sexuelles partout dans le monde. À la veille du 8 mars, Hélène Bidard, responsable de la commission nationale féministe du PCF répond aux questions de *Cause commune* sur l'actualité.

— PROPOS RECUEILLIS PAR LÉO PURGUETTE —

© Les femmes ont été décrétées grandes gagnantes de la réforme des retraites par le gouvernement. Qu'en pensez-vous ?

La France est la cinquième puissance du monde, mais la droite revancharde veut continuer de liquider le meilleur système de retraite au monde au profit d'un système truqué desservant encore plus les femmes. Avec la commission féministe du PCF nous avons analysé ces paradoxes. On nous répète qu'on vit plus longtemps aujourd'hui, alors que, dans les métiers féminisés, particulièrement les aides-soignantes, puéricultrices, les auxiliaires de vie arrivent « cassées » à la retraite à 62 ans sans reconnaissance de la pénibilité. Le salaire moyen des femmes est de 1962 euros quand il est de 2410 euros pour les hommes, les femmes retraitées ont une pension moyenne de 932 euros quand celle des

hommes retraités est de 1603 euros. Quand nous parlons de précarité ou de bas salaires il est grand temps de parler au féminin sinon nous nous trompons dans le discours.

galèrent, pendant que 30 % des 60-64 ans sont sans emploi. C'est le cumul des peines ! Les carrières hachées, plus courtes, les salaires inégaux conduisent à des écarts de retraite de

« Les femmes retraitées ont une pension moyenne de 932 euros quand celle des hommes retraités est de 1603 euros. »

Les souffrances des personnels de santé, du soin, sont incommensurables faute d'avoir les moyens d'exercer humainement leur mission. Les jeunes

l'ordre de 42 % pour les pensions personnelles ou de droit direct en défaveur des femmes. L'écart est de 29 % si on ajoute la pension de réversion que le

1. En référence à la chorégraphie, jouée par les manifestantes, grandes perdantes de la réforme des retraites, sur l'air de *À cause des garçons*, détourné en *À cause de Macron...*

gouvernement veut supprimer. La retraite donne une image de toutes ces inégalités de carrière, injustes, que subissent les femmes. Appliquer toutes les lois pour l'égalité salariale femmes-hommes dégagerait dans les caisses de la Sécurité sociale 9 milliards en 2023, selon les chiffres de la CGT. Il nous faut accompagner et amplifier la transition féministe en cours dans le monde entier et cela passe prioritairement par « l'égalité au boulot ». Pour cela nous devons d'abord comprendre et nous organiser contre « les rapports sociaux de genre ».

© Alors que nous abordons les élections municipales quelle vision peut apporter une lecture féministe ?

Je pense que les candidats et élus communistes, femmes et hommes, doivent accompagner, aider à poursuivre et amplifier la « transition féministe » en cours. Il faut en faire un axe de politique municipale. Une collectivité féministe est une collectivité qui a intégré la question du genre dans l'ensemble de ses politiques publiques. Cela veut dire non seulement construire des politiques spécifiques, par exemple avec la création d'un observatoire des violences faites aux femmes, mais aussi agir sur des domaines d'action comme l'aménagement urbain, le sport, la santé, la petite enfance, la sécurité. Cela implique également d'être exemplaire en matière de traitement égalitaire des agents, femmes et hommes, de la municipalité. Enfin, cela demande le courage de se positionner aux côtés des luttes de femmes, des luttes féministes, dans le débat national, voire international. Une ville féministe est une ville inclusive, ouverte d'esprit et bienveillante, où chacune et chacun peut se sentir à sa place. Je crois qu'avec la question de la transformation écologique, le combat pour l'égalité femmes/hommes est un des grands défis de notre temps, une demande de



9 janvier, manifestation contre la retraite Macron à Paris.

plus en plus pressante de la société. Les femmes et les mouvements féministes sont à l'offensive contre les violences sexistes et sexuelles partout dans le monde. C'est historique et irrésistible. Regardez comme la question des « féminicides » s'est imposée en quelques mois à l'agenda politique français. Tout élu, homme ou femme, doit accompagner ce mouvement de la « transition féministe ». Et je dois

accompagner ce mouvement de la « transition féministe ». Le mouvement *Metoo* nous donne une force considérable. Nous pouvons influencer sur plusieurs domaines clés d'intervention dans les collectivités, autrement dit, construire une politique intégrée. Beaucoup reste à faire, mais la prise en compte des femmes s'est maintenant étendue à l'urbanisme. On peut aller plus loin en intégrant un critère de genre dans la rénovation du milieu urbain, dans le sport, avec un

« Il nous faut accompagner et amplifier la transition féministe en cours dans le monde entier et cela passe prioritairement par "l'égalité au boulot". Pour cela nous devons d'abord comprendre et nous organiser contre "les rapports sociaux de genre" ».

dire que cela n'est pas à sens unique, car la prise en considération de mon action, en tant qu'élue, a clairement évolué favorablement à partir de 2017 quand a surgi le mouvement *Metoo*. J'ai expérimenté *in vivo* le pouvoir d'un mouvement social sur les institutions. J'ai pu négocier régulièrement des augmentations du budget de la Ville de Paris alloué aux associations. À présent, il faut dans les collectivités enfoncer le clou et construire partout où nous le pouvons des politiques fémi-

meilleur partage des équipements mais aussi dans les grands événements, dans la lutte contre la pauvreté, avec la mise en place de haltes pour les femmes à la rue, dans le logement, avec la mise en place de dispositifs spécifiques pour les femmes victimes de violences. La question du genre est devenue un important levier pour la modernisation des politiques publiques. Si nous devons choisir une mesure, je dirais qu'il faut s'atteler à la mise en place d'un budget sensible au genre, ►►

► une question qui touche le nerf de la guerre – l'argent dédié aux femmes –, qui permet d'évaluer et d'améliorer considérablement l'effet des politiques publiques en matière d'égalité, et qui en elle-même est un puissant instrument de prise de conscience, dans toutes les directions d'une collectivité, de l'importance du sujet. C'est un gage de cohérence et d'efficacité pour une ville progressiste.

© Comment, pour les communistes, la question de l'égalité entre les femmes et les hommes s'inscrit-elle dans un projet d'émancipation de toute la société ?

Le 8 mars 2020, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, sera une fois de plus placée sous le signe de la lutte pour l'égalité professionnelle ! Elle constitue un levier de premier plan pour parvenir à une égalité réelle entre les femmes et les hommes. Le 8 mars sera marqué par la « grève féministe » et la manifestation « On arrête toutes » (de travailler, de briquer, de cuisiner, de consommer...) pour les droits des femmes et pour l'égalité, avec le collectif national droit des femmes, auquel le

pour l'instant, malgré les coups violents des réactionnaires.

Dans leur vie professionnelle, les femmes subissent de nombreuses contraintes qui non seulement ne permettent pas de construire une carrière dans de bonnes conditions, mais qui, en plus, privent le monde du travail de talents et de forces considérables. Si le taux d'emploi des femmes et leur rémunération étaient égaux à ceux des hommes, le PIB de la France bondirait de 6,9 %.

Il faut conquérir l'égalité professionnelle. Les inégalités se sont réduites jusqu'en 1990 puis plus rien ! Les femmes sont concentrées dans seulement douze familles professionnelles sur quatre-vingt-sept. Elles sont non reconnues et sous-payées, alors que, depuis plus de trente ans, elles sont plus diplômées que les hommes. Elles occupent des postes moins qualifiés, moins valorisés. La société patriarcale les maintient dans un statut d'infériorité. Le patronat utilise le travail des femmes comme un laboratoire d'expérimentation afin d'étendre la précarité, la flexibilité et le temps partiel à l'ensemble du monde du travail.

La situation du salaire des femmes en

de leurs luttes, est une construction sociale et il faut se battre partout et sans cesse pour démontrer que l'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas un supplément d'âme. La pénibilité dans les emplois « féminisés », aide à la personne, assistantes maternelles, puéricultrices, professeurs des écoles, avocates, infirmières... doit être prise en compte.

Le « plafond de verre » professionnel cantonne les femmes sur les postes les moins qualifiés, avec les plus bas salaires, avec les possibilités d'évolution les moins importantes. La revalorisation des métiers dits « féminins » passe aussi par une revalorisation des déroulements de carrière. 55 % des hommes contre seulement 37 % des femmes font des heures supplémentaires. Outre le problème énorme que cette mesure pose pour les finances de la Sécurité sociale, cela contribue à renforcer les inégalités de revenus, l'inégale répartition des tâches ménagères, la charge mentale. La transparence des systèmes de rémunération est indispensable.

Les 32 heures pour toutes et tous permettraient d'en finir avec les temps partiels imposés. 82 % des salariés qui ont un contrat à temps partiel sont des femmes. Ces postes sont aussi ceux où l'on subit le plus d'abus parce qu'on est plus vulnérable face à la hiérarchie, à la clientèle ou à l'environnement professionnel. Ainsi, 56 % des agressions sexuelles arrivent sur le lieu de travail.

La mixité des métiers est un atout pour la société. Dès leur plus jeune âge, les femmes sont assignées à certains métiers plutôt qu'à d'autres : 48 % des femmes occupant un emploi sont cantonnées dans quatre secteurs d'activité, la santé et les services sociaux, l'éducation, l'administration publique et le commerce de détail. Une telle répartition des métiers est un poids mort pour l'avenir du pays, quand on sait, par exemple, les difficultés auxquelles s'exposent les jeunes femmes pour

« Les candidats et élus communistes, femmes et hommes, doivent accompagner, aider à poursuivre et amplifier la "transition féministe" en cours. Et pour cela il faut en faire un axe de politique municipale. »

PCF participe bien évidemment ! Mais cette année, du fait de la colère et de la prise de conscience des inégalités que les femmes subissent, il est certain que ce 8 mars s'ancrera dans un mouvement de fond de « transition féministe de la société », une vague qui avance,

France se dégrade à toute vitesse à cause des politiques d'austérité et de dérèglement du droit du travail ; en 2018, les femmes travaillaient gratuitement à compter du 12 novembre à 15h35, soit dix jours plus tôt qu'en 2016. L'invisibilité du travail des femmes, et

engager un cursus d'ingénieur alors que la France a besoin de dix mille ingénieurs supplémentaires par an. En se donnant l'ambition de sécuriser l'emploi et la formation pour toutes et tous, le PCF intègre la lutte collective contre les inégalités, les stéréotypes sexistes et les discriminations subies par les femmes, notamment la précarité et le temps partiel imposé, comme une priorité.

© L'égalité des hommes et des femmes est la grande cause du quinquennat. Marlène Schiappa a organisé un Grenelle des violences faites aux femmes et pourtant, pour le monde associatif, le compte n'y est pas. Comment l'expliquez-vous ?

Si les masculinistes et antiféministes existent depuis bien longtemps, la récente relève féministe dans la société a bien à cœur de dénoncer et contrecarrer leurs actions, notamment au travers des mouvements #Metoo et #Balancetonporc, qui ont permis de révéler de graves faits commis envers de nombreuses femmes, s'agissant de violences sexuelles, mais aussi de violences commises au sein du couple et du harcèlement de rue. Les manifestations et les grèves féministes qui se déroulent autour du 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, et du 8 mars, ainsi que toutes les autres actions ayant lieu au cours de l'année, sont là pour rappeler, à toutes et à tous, au gouvernement comme à la population, que les violences ne relèvent pas du domaine privé, qu'il s'agit bien d'une problématique publique et politique et qu'elle est loin d'être réglée à ce jour.

En effet, l'impunité envers les auteurs de ces violences reste trop souvent la norme, entraînant ainsi un fort taux de récidive et une continuité de ces violences. Le gouvernement, les organes de justice restent globalement trop inactifs face à cela, bien que cela

soit décrié par toutes les associations et mouvements qui luttent sur le terrain. La réalité de la situation, ce sont seulement 79 millions d'euros qui sont consacrés à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles par l'État, malgré les déclarations de « grande cause »

ple, à Paris, un des seuls foyers qui accompagnent les femmes victimes de violences, avec une prise en charge de leurs enfants, et un vrai accompagnement global, va voir ses subventions baisser de 50 %. La situation est dramatique. Aujourd'hui, ce sont des cen-

« Poursuivre la transition féministe, c'est mieux prévenir et protéger les femmes et les enfants contre les violences machistes, cela devrait être une question prioritaire de santé publique. »

du gouvernement, à mettre en parallèle avec les 3,6 milliards d'euros que coûtent à la société les violences faites aux femmes chaque année.

Le gouvernement a tenté de donner l'impression de prendre les choses en main en organisant le Grenelle sur les violences conjugales, réclamé par les associations. Mais, dans le même temps, le Premier ministre a toujours affirmé que l'engagement serait à « budget constant » et donc ce Grenelle ne peut être que décevant !

L'organisation même du « Grenelle » est plus que discutable. Les élues et élus locaux n'ont pas été associés, tout comme les syndicats. Les propositions qui en découlent ne sont pas financées. La ligne d'écoute annoncée à grand renfort de publicité existe depuis 1992 ! Le « fonds Catherine » pour les associations, invention de communication de Marlène Schiappa, est en réalité un reliquat de son budget, non reconductible. La dotation de 130 000 euros pour la région Île-de-France, c'est 13 000 euros pour Paris où 12 900 femmes victimes de violences conjugales sont déjà prises en charge par les associations. L'aumône ne payera même pas un café par femme victime ! Quand les associations disent et répètent qu'il s'agit d'un plan de communication, elles ont raison. Autre exem-

tres d'hébergement (CHRS) dédiés aux femmes avec accompagnement qui ferment pour créer des places en centres d'hébergement d'urgence simples, sans accompagnement. C'est cette politique publique qui est mise en place ! Voici pourquoi les associations qui avaient réclamé une mise à plat du problème ont été déçues, même si nous avons toutes décidé de ne pas utiliser la politique de la « chaise vide ». Le gouvernement ne veut pas construire une politique publique. Et pourtant, les associations, aux côtés des élus locaux, peuvent agir très concrètement. Les collectivités locales, qui n'ont pas été consultées sur ces mesures, mettent en place des expérimentations. En Seine-Saint-Denis et à Paris, des observatoires ont été créés. Ça fonctionne. Quand on construit une coopération entre les services de l'État, les services des collectivités locales, les associations, les professionnels, on avance ! Poursuivre la transition féministe, c'est mieux prévenir et protéger les femmes et les enfants contre les violences machistes, cela devrait être une question prioritaire de santé publique. Si nous savons nous saisir de ces préoccupations, le mouvement *Metoo* peut nous donner une force considérable pour l'émancipation de tous et toutes. ●

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, CRISE DE L'IMPÉRIALISME ?

La fin d'une ère ?

Dès que l'on considère un des grands enjeux sociaux, politiques ou écologiques de notre époque, il est rarement possible de ne pas faire allusion aux États-Unis d'Amérique. La destinée de ce géant est inextricablement liée au sort commun de l'humanité, en raison de son poids économique, scientifique, militaire, démographique, culturel.

PAR CONSTANTIN LOPEZ, LAURA ISNARD ET NICOLAS LAMBERT*

Les États-Unis sont toujours aujourd'hui l'*hégémon* (la puissance dominante), de plus en plus contesté, mais encore indétrôné, qui prétend tirer les ficelles des relations entre États, décider de la guerre ou de la paix, exporter ses conceptions économiques et culturelles au monde entier, par la force ou à travers un *soft power* (pouvoir d'influence, littéralement : « pouvoir doux ») dont on voit bien ce qu'il a de *power*, mais plus difficilement ce qu'il a de *soft*.

UNE PUISSANCE DOMINANTE SUR LE PLAN MONDIAL

Les États-Unis ne sont pas seulement un pays, un État ou un peuple, c'est une entité internationale. Leur monnaie est la monnaie de réserve mondiale, proclamée *as good as gold* (aussi bonne que l'or) en 1944, et demeurée telle malgré l'abolition unilatérale de sa convertibilité en or dans les années 1970 ; leur système de paiement est le système de paiement international. Ils dominent la plus grande alliance militaire du monde – l'OTAN – et exercent un contrôle sans égal sur les institutions régulant l'ordre économique mondial (Fonds monétaire international, Organisation mondiale du commerce, Banque mondiale). Dans ce pays sans langue officielle, on recensait en 2013 rien moins que 381 langues parlées – dont 169 indigènes. La langue du gouvernement et de l'administration, l'anglais, est la troisième langue maternelle dans le monde, et la première en nombre de locuteurs ; sa variante *globish*, omniprésente, parfois snobe, souvent irritante, est la langue internationale par excellence. Champions de l'*entertainment* (industrie du divertissement), les États-Unis figurent parmi les plus grands producteurs et distributeurs de films, de musique, de jeux vidéo ;

« D'abord colonie britannique, la Nouvelle Angleterre se construit au cours de la période d'accumulation primitive du capitalisme dans l'affrontement avec les puissances européennes concurrentes de l'Angleterre, en rivalité avec les peuples indigènes, puis contre l'Angleterre elle-même. »

la Silicon Valley et les GAFA (Google, Amazon, Facebook, Apple) – tous états-uniens – sont à l'avant-garde des technologies de l'Internet qui façonnent la façon dont nous percevons et construisons le monde contemporain. Leurs entreprises, présentes aux quatre coins du globe, manœuvrent, restructurent et déstructurent tant d'économies, de sociétés et d'écosystèmes, au Nord comme au Sud, etc.

L'INCARNATION EN QUELQUE SORTE DU CAPITALISME

Les États-Unis ne sont pas juste un pays capitaliste, ils incarnent en quelque sorte le capitalisme. Leur histoire condense l'intégralité de l'histoire de ce mode de production, depuis la période d'accumulation primitive et la colonisation. D'abord colonie britannique, la Nouvelle Angleterre se construit au cours de la période d'accumulation primitive du capitalisme dans l'affrontement avec les puissances européennes concurrentes de l'Angleterre, en rivalité avec les peuples indigènes, puis contre l'Angleterre elle-même. Plaque tournante du commerce triangulaire, les négociants originaires de ce territoire s'enrichiront grâce à la traite négrière et à l'exportation de produits extraits des colonies et tirés de l'exploitation éhontée d'une main-d'œuvre soumise à des traitements abjects. Les États-Unis d'Amérique, constitués après la proclamation de l'indépendance en 1776, n'auront de cesse de s'étendre vers l'ouest, annexant tous les territoires situés sur leur course vers le Pacifique ; puis pivotant vers le sud, ils annexeront des territoires mexicains et aspireront dans leur giron des colonies espagnoles en lutte pour leur indépendance ; avec la doctrine Monroe de 1823 et la proclamation de la « Destinée manifeste », ils se réserveront le droit d'imposer leur domination et leurs institutions sur les territoires et les populations situés dans leur sphère d'influence « naturelle », à commencer par l'Amérique latine. Les matières premières extraites des plantations

« Pays de contrastes,
avec des niveaux d'inégalités
dignes d'une république bananière,
les États-Unis sont, par bien
des aspects, sous-développés. »

sudistes, notamment le coton, joueront un rôle clé pour permettre la révolution industrielle. Dans le développement industriel lui-même, les États-Unis joueront un rôle majeur. Pionniers de l'organisation scientifique du travail avec le taylorisme, ils sont parmi les premières nations à expérimenter le processus de concentration qui donne naissance au capitalisme monopoliste, dominé par des entreprises géantes, par opposition au capitalisme concurrentiel de l'époque de Marx. Ces firmes, dans les conditions qui sont les leurs, prendront la forme de *trusts*, avec un actionariat dispersé déléguant à un représentant la gestion des affaires courantes. Aux États-Unis, le marché est omnipotent. Presque tout peut s'acheter : les armes, la santé, l'éducation, même les élections à certains égards ; il y existe des armées privées, sans parler des prisons. Les États-Unis ont toujours été le pays de la finance de marché et de la bourse, même dans les périodes où la banque et le crédit étaient

dominants dans le financement de l'activité économique. Alors que le crédit bancaire, qui repose sur la création monétaire *ex nihilo* (à partir de rien), est plus aisément contrôlable par la puissance publique et orientable à travers les politiques économiques, la finance de marché fait du capital nécessaire au financement des activités économiques une simple marchandise vendue sur un marché par des détenteurs de capitaux, et donne à ceux-ci un pouvoir accru pour décider de l'orientation du système productif, et une plus grande autonomie vis-à-vis de la puissance publique.

UN PAYS DE PARADOXES ET DE CONTRASTES

Souligner le caractère paradoxal de ce pays est devenu un lieu commun. L'hyperpuissance américaine incarne aujourd'hui plus que jamais l'hypocrisie à l'état pur du système de valeurs capitaliste, caractérisé par le couple marché/ répression : la liberté (d'exploiter) a besoin d'ins- ►►

► titutions (répressives) et de protection (militaire). Derrière chaque Chicago Boy (le surnom de Chicago Boy désigne un groupe d'économistes chiliens des années 1970, formés à l'université de Chicago et influencés par Milton Friedman) prenant la défense de conceptions économiques ultralibérales, il y a un Pinochet qui veille. Les États-Unis ont un taux d'incarcération astronomique (666 prisonniers pour 100 000 habitants en 2016, soit le plus élevé au monde) et pratiquent

« Pionniers de l'organisation scientifique du travail avec le taylorisme, ils sont parmi les premières nations à expérimenter le processus de concentration qui donne naissance au capitalisme monopoliste, dominé par des entreprises géantes, par opposition au capitalisme concurrentiel de l'époque de Marx. »

toujours la peine de mort. Seule puissance de l'histoire à avoir jamais vitrifié une ville par le feu nucléaire, ils sont aujourd'hui les plus fervents défenseurs de la non-prolifération (des autres). Premiers sponsors du terrorisme – songeons par exemple aux talibans et aux *contras* nicaraguayens –, ils affirment mener une lutte résolue contre celui-ci. Proclamant le droit à l'autodétermination des peuples, ils sont des instigateurs notoires d'interventions militaires, de coups d'État ou de révolutions colorées à travers le monde. Il semblerait, à les entendre, que la liberté et les droits de l'Homme cessent automatiquement d'être bafoués dès lors que l'on compte parmi les alliés de l'Oncle Sam. Le cas de Cuba représentant certainement un summum de cette hypocrisie : le seul centre de torture de l'île se situe à Guantanamo, soit un territoire annexé de force, et toujours sous juridiction états-unienne.

Pays de contrastes, avec des niveaux d'inégalités dignes d'une république bananière, les États-Unis sont, par bien des aspects, sous-développés.

La misère et la précarité frappent une part très importante de la population, qui s'est habituée à vivre dans un habitat dégradé (*mobili homes*, tentes...), à ne pas pouvoir étudier ni se soigner correctement. La dette étudiante est devenue un marché, et il est commun pour un étudiant de terminer ses études surendetté. Au niveau national, le salaire minimum est extrêmement bas : 7,20 dollars de l'heure en 2019, avec un pouvoir d'achat équivalent à environ 5,43 euros. Le néolibéralisme est parvenu à faire du « chacun pour soi » la règle dans le domaine social et économique. La solidarité se replie au sein de la famille et de la communauté, notamment religieuse. La situation de la classe ouvrière aux États-Unis s'est particulièrement dégradée depuis la mise en place des politiques d'inspiration néolibérale pilotées par les transnationales.

UN COLOSSE AUX PIEDS D'ARGILE

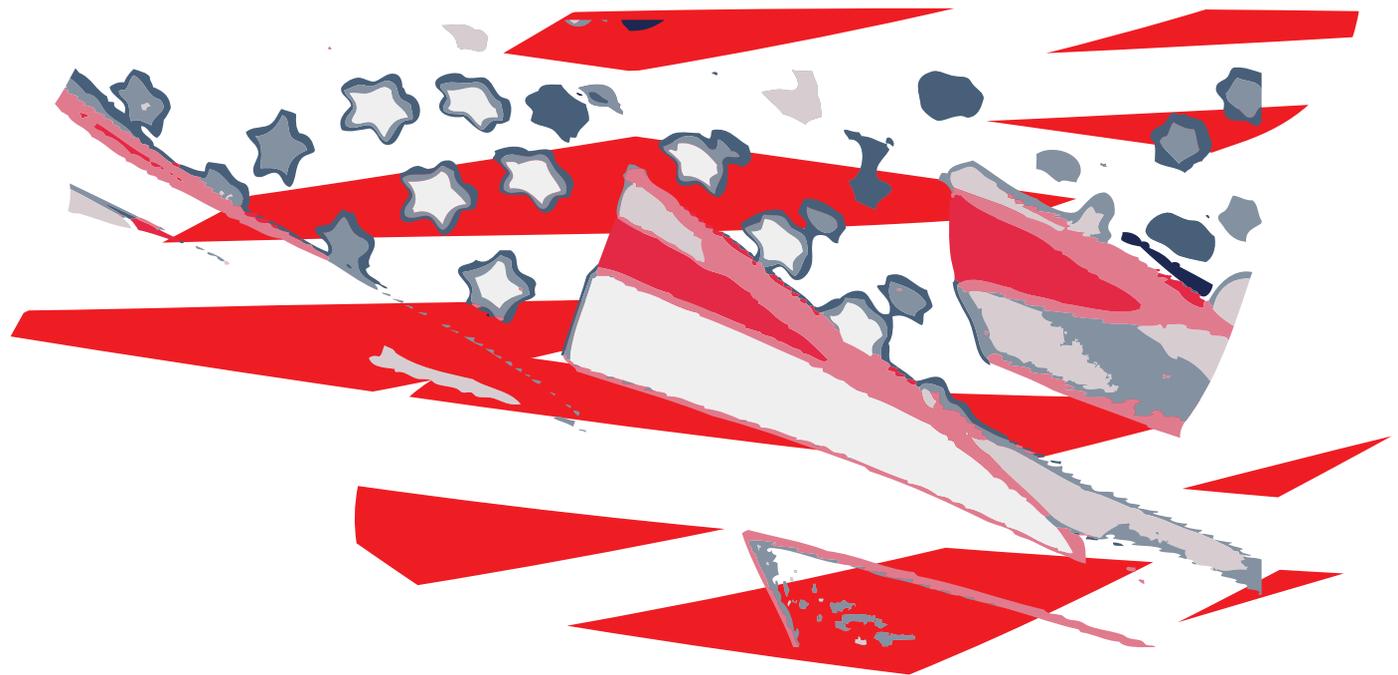
Coincés entre la concurrence de la haute technologie japonaise, coréenne ou européenne, et l'enclume des bas salaires des pays sous-développés, les États-Unis ont peu à peu vu décroître leur domination productive tous azimuts, et se sont vidés d'une partie de leur base industrielle. Leurs propres firmes transnationales ont cherché à acquérir davantage d'actifs à l'étranger, en s'appuyant sur la force du dollar et sur la capacité des États-Unis à s'endetter quasiment sans limites. La reproduction des États-Unis en tant qu'*hégémon* mondial dépend ainsi de plus en plus de deux piliers complémentaires : le dollar et le secteur militaro-industriel. Le dollar permet au pays de s'endetter sans limites pour financer son industrie militaire, tandis que la supériorité militaire (avec son pendant technologique) permet en retour la défense des intérêts états-unien à l'étranger et de l'hégémonie du dollar, rendant même possible, dans certains cas, la destruction des États menaçant cette domination. Sur le plan interne, l'économie du pays devient de plus en plus sclérosée et parasitaire. D'un côté, on assiste au développement d'un secteur d'activité globalement improductif (tel que les services de livraison à domicile ou certaines strates du management) et à la concentration des revenus dans les franges de la population bénéficiant de la rente impérialiste, extraite de la main-d'œuvre à bas coût du Sud par les firmes multinationales et leurs réseaux de filiales et de sous-traitants. De l'autre, le prolétariat états-unien est victime de la dégradation de ses conditions de travail,

de la précarité, et voit sa qualité de vie et ses perspectives d'emploi se dégrader au cours du temps, tandis que renaît un sous-emploi déguisé sous forme de *bullshit jobs* (boulots à la con) aussi inutiles que mal payés...

La fuite en avant dans ce modèle conduit à l'escalade militaire, à la destruction environnementale, mais aussi à l'exacerbation des tensions sociales dans le monde et à l'intérieur même de ce pays. Malgré leurs démonstrations de force, les États-Unis apparaissent de plus en plus comme un colosse aux pieds d'argile, et sont traversés par des contradictions dont on ne voit pas comment elles pourraient être solubles dans le cadre du système actuel. Le succès de Donald Trump, qui prétend rendre sa grandeur à l'Amérique, dit bien cela. Il traduit la réalité d'un déclin notable depuis les années 1970, la remise en cause du dollar, du capitalisme sous hégémonie états-unienne. Mais cette crise s'étend en lon-

gueur. L'émergence d'un monde de plus en plus multipolaire, dans lequel il faut souligner le rôle de la Chine, indique une vive contestation du *leadership* états-unien et, à n'en pas douter, du système qu'il véhicule. Sur le plan interne, le retour assumé des idées « socialistes » au sein même du Parti démocrate n'annonce-t-il pas un changement d'époque, montrant qu'il est possible, même aux États-Unis, de penser à un avenir débarrassé du capitalisme ? Avec ce qui est peut-être la fin de l'ère américaine, pourrait s'ouvrir donc non seulement le passage à un nouvel ordre international, mais aussi, espérons-le, le dépassement du capitalisme et de sa version néolibérale actuelle. ■

* **Constantin Lopez, Laura Isnard et Nicolas Lambert** sont membres du comité de rédaction de *Cause commune*. Ils ont coordonné ce dossier.



La crise hégémonique états-unienne

La politique étrangère de Trump produit le paradoxe de voir la puissance qui a pour l'essentiel façonné et conditionné le cadre et les règles des relations internationales depuis 1945 les contester aujourd'hui fondamentalement pour assouvir son rêve de « suprématie globale permanente ».

PAR **LYDIA SAMARBAKSH***

Première puissance mondiale économique et militaire, chantre du capitalisme, les États-Unis sous l'administration Trump entendent restaurer leur hégémonie sans partage sur les peuples et pays du monde. La domination US est toutefois contestée. Le « nationalisme antimondialiste » du business milliardaire devenu président en 2016, Donald Trump, qui « mêle la revendication d'une Amérique forte (*strong again*) et prioritaire (*America first*) » distingue la puissance américaine mais l'isole également.

« Il ne s'est jamais agi pour les États-Unis d'en finir avec l'OTAN, il s'agit de passer à un stade supérieur de sous-traitance – matérielle et budgétaire – aux pays membres, des choix stratégiques, militaires et diplomatiques états-uniens sauvegardant les intérêts propres des États-Unis. »

À l'occasion de son discours d'investiture de janvier 2017, Donald Trump exposait sa vision du monde qui se réduirait à deux catégories, « ceux qui auraient des comptes à rendre aux États-Unis, et ceux qui au contraire méritent leur soutien ». Le quarante-cinquième président des États-Unis rappela à qui voulait encore l'ignorer que « le fondement de [sa] politique sera une

totale allégeance aux États-Unis d'Amérique et grâce à notre loyauté au pays, nous redécouvrons la loyauté envers les uns les autres » mais pour préciser : « Nous conforterons certaines de nos alliances, et nous en nouerons de nouvelles. » Cela n'a pas manqué de jeter le trouble parmi nombre de dirigeants d'États pro-atlantistes en particulier en Europe, trouble confirmé par les difficultés créées par les choix américains de ces trois dernières années et la « méthode Trump », la menace et le chantage, le *deal* négocié en catimini et imposé à tous au mépris du droit international. Mais les dirigeants pro-atlantistes occidentaux n'ont guère contesté le fond de ces décisions – hormis celle de la rupture unilatérale des accords de Paris (COP21) et de l'accord sur le nucléaire iranien obtenus par l'action multilatérale. À l'exercice du pouvoir la nouvelle administration américaine est confrontée à ses contradictions internes dans la poursuite de son objectif de domination absolue.

UN GOUVERNEMENT DE GUERRE

Le prétendu « héraut de l'antisystème » élu à la Maison-Blanche en 2016 a mis en place à la tête de son pays un véritable « club de milliardaires » (dixit *Le Figaro*!), un « cabinet Goldman Sachs », bref, un « gouvernement de guerre », ainsi qu'il l'a lui-même qualifié, composé de grands financiers, lobbyistes et dirigeants de grands groupes (notamment pétroliers ou du BTP) multipliant les cas de conflits d'intérêts, ainsi que de militaires tantôt obsédés par la Chine, tantôt par l'Iran, tantôt par la Russie, qui se sont confirmés tous plus bellicistes les uns que les autres et qui ont commencé par obtenir la plus forte augmentation du budget américain de la Défense de son

histoire récente. Appuyé par l'extrême droite et les églises évangéliques, Trump installe leurs idées (pourtant minoritaires) au plus haut du débat politique national et sera aussi le premier président de l'histoire de son pays à participer à une manifestation contre l'IVG (janvier 2020). Le choix des dirigeants des agences gouvernementales américaines comme la CIA ou des juges à la Cour suprême a complété ce dispositif « de guerre » et chaque initiative – unilatérale – prise a confirmé des prétentions hégémoniques qui se révèlent en inadéquation complète avec le contexte international.

Les déclarations de Trump sur l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) n'ont pas trompé grand monde, pas plus que la formule fracassante d'Emmanuel Macron la déclarant en « mort cérébrale ». Il ne s'est jamais agi pour les États-Unis d'en finir avec l'OTAN, il s'agit de passer à un stade supérieur de sous-traitance – matérielle et budgétaire – aux pays membres, des choix stratégiques, militaires et diplomatiques états-uniens sauvegardant les intérêts propres des États-Unis. Il n'en a jamais été réellement autrement mais cela redevient, sous l'impulsion de Donald Trump, l'alpha et l'oméga assumé de la politique américaine avec brutalité et cynisme qui se manifestent tant au Venezuela, en Bolivie, que contre Cuba mais aussi à l'égard de son voisin, le Mexique et ses ressortissants migrants, contre l'Iran ou la Chine ou encore, sans maquillage, contre ses propres alliés. L'Union européenne a beau avoir arrimé sa politique de sécurité et de défense à l'OTAN, conditionné ses nouvelles entrées à l'adhésion à l'OTAN, ses États-membres ont beau atteindre l'objectif de 2 % du PIB consacrés aux dépenses militaires, les États-Unis considèrent l'UE somme toute comme une rivale, et Trump la traite en concurrente sournoise.

L'administration Trump a conscience de la contestation de l'hégémonie américaine et de la crise qu'elle traverse. Avec un budget annuel de 686 milliards de dollars (onze fois plus que celui de l'éducation), les forces armées US comp-

tent 1,5 million de personnels répartis sur tous les continents du monde, dont au moins 20 % d'entre eux dans près de 800 bases, selon certaines sources, dans 164 pays d'après le département d'État lui-même... les États-Unis n'ont pourtant aucune victoire militaire à leur actif depuis le lancement de la « guerre internationale contre le terrorisme ».

Qui plus est, l'hégémonie US qui s'appuie sur sa force de frappe économique, politique et militaire, et qui a formaté pour l'essentiel les relations internationales et dominé ses institutions multilatérales ne survit plus aujourd'hui qu'en les piétinant. L'administration Trump impose ses choix, ses actions et... ses revirements. Cette posture participe elle aussi à la reconfiguration de l'espace mondial et des relations internationales.

Les États-Unis continuent de jouer un rôle déterminant dans la mondialisation telle qu'elle existe. Si pour une part Trump déploie une diplomatie alternant « coups de poing » et « flatteries » à visée électoraliste (puisque son électoralat considère que l'interventionnisme coûte cher et qu'il est en échec), il s'est néanmoins fixé comme objectif de rasseoir la domination absolue états-unienne directe ou indirecte sur l'ensemble du monde *via*

« Il n'y a donc pas d'un côté, un « fou », Trump, et de l'autre une administration qui rattraperait les impairs mais bien une orientation générale, une ligne politique et idéologique, impérialiste, ce qui n'exclut pas des dissensions internes. »

l'OTAN et, à nouveau, par l'ingérence directe, plus ou moins affichée. Trump a certes adopté en politique étrangère ses méthodes de *businessman* vorace mais l'état-major ou le département d'État adaptent leurs stratégies et leurs objectifs politiques avec leur maturité légendaire, comme l'exemple bolivien vient de le démontrer. Et ce, malgré les coups portés par Trump lui-même à la parole états-unienne, par exemple lors de l'invasion turque de la Syrie. Il n'y a donc pas d'un côté, un « fou », Trump, et de l'autre une administration qui rattraperait les impairs, mais bien une orientation générale, une ligne politique et idéologique, impérialiste, ce qui n'exclut pas des dissensions internes. ►►

► Habiles, malgré là aussi les apparences, Donald Trump et le pouvoir qu'il incarne allient la peur de la « mondialisation », d'un monde qui « vous échappe », et l'aspiration mégalomane de le dominer et de le diriger. Portée par des conceptions ultraconservatrices et ethnocentristes, adepte du « choc des civilisations » de Samuel Huntington, l'administration Trump veut en finir définitivement avec le multilatéralisme issu de l'après Deuxième Guerre mondiale et multiplie les actions en ce sens contre les accords de Paris, contre l'accord sur le nucléaire iranien, contre les accords d'Oslo ou les résolutions internationales sur la Palestine, avec les accords sur les missiles de portée intermédiaire, avec la Corée du Nord où il ne vise pas la chute du régime mais qui entre dans la stratégie d'isolement de la Chine, avec la Chine qu'il provoque en duel commercial entraînant les dégâts collatéraux que l'on sait pour les pays de l'UE et l'économie américaine elle-même ; on peut encore citer son incursion dans la crise UE-Grande-Bretagne à l'heure du Brexit, ou les nouvelles relations établies avec la Russie de Vladimir Poutine.

« La politique protectionniste de Trump n'apporte aucune réelle réponse à l'état de crise profonde de la société américaine elle-même et aux mobilisations nouvelles de millions d'Américains sur des enjeux tant sociaux que de société. »

Là où l'administration Trump veut un ordre régi par les États-Unis et ses sous-traitants, Emmanuel Macron milite pour un « minilatéralisme », un multilatéralisme de clubs (du G7 au G20 tel que la présidence française a conçu et dirigé la formule 2019) où les puissances se mettent d'accord, transigent éventuellement sur leurs désaccords et donnent le *la* au reste du monde. Ensemble cependant ils participent d'une surmilitarisation des relations internationales et d'une nouvelle course aux armements : la France était en 2018 le cinquième budget militaire (à

hauteur de 63,8 milliards de dollars) sur le plan mondial après les États-Unis la Chine, l'Arabie saoudite, l'Inde et juste avant la Russie, le Royaume-Uni, l'Allemagne et le Japon. Qu'il s'agisse d'opérations extérieures sous l'égide de l'OTAN, de l'UE ou de l'ONU, la France est présente dans trois régions hautement conflictuelles : le Sahel, le Proche-Orient et les États baltes. Les plus forts contingents se trouvent en Afrique avec bientôt 8 000 soldats dont plus de 5 000 dans la zone sahélo-saharienne. Emmanuel Macron a dans ce mouvement engagé la France dans le peloton de tête des pays membres de l'OTAN portant à 2 % du PIB leur budget de défense, et 40 milliards d'euros supplémentaires seront consacrés aux dépenses militaires jusqu'en 2022.

DES EXPÉRIENCES POLITIQUES INÉDITES POUR DES GÉNÉRATIONS ENTIÈRES D'AMÉRICAINS

Les résultats à court terme de ses choix économiques sur l'emploi et la croissance états-uniens ont conforté Donald Trump dans son intention de briguer un nouveau mandat mais sa politique a dès le premier jour mobilisé largement contre lui, aux États-Unis mêmes.

La violence de la politique de classe, raciste, sexiste et xénophobe de Donald Trump a poussé des dizaines de millions de citoyens à se mobiliser ; qu'il s'agisse des mouvements pour l'égalité entre femmes et hommes, contre le sexisme, les violences sexuelles ou le harcèlement, pour le droit à l'IVG, ou qu'il s'agisse des votes référendaires dans une série d'États pour la création ou l'augmentation d'un salaire minimum, ou encore des manifestations massives contre le port des armes ou les violences policières, les résistances populaires sont nombreuses, larges, et constituent des expériences politiques inédites pour des générations entières d'Américains que leur modèle de société ne séduit plus et qui entrent en politique.

Elles trouvent pour une part leur traduction dans l'élection de représentantes et de représentants de l'aile gauche du Parti démocrate au Congrès ou à la tête de municipalités importantes comme, tout dernièrement, à Chicago. La course à l'investiture du Parti démocrate place Bernie Sanders en position favorable, et pourrait en constituer la bonne surprise ; hypothèse com-

battue ardemment par les candidatures de Joe Biden et de « l'autre milliardaire », Michael Bloomberg, mis en selle pour contrecarrer la percée des courants de gauche du Parti démocrate, incarnée par Sanders. D'autant que Bloomberg pourrait s'avérer une alternative bien plus satisfaisante, sur le plan du marketing, aux intérêts des classes dirigeantes US. Enfin, la politique protectionniste de Trump n'apporte aucune réelle réponse à l'état de crise profonde de la société américaine elle-même et aux mobilisations nouvelles de millions d'Américains sur des enjeux tant sociaux que de société – et cela demeurera, pour les Américains appelés aux urnes, le facteur déterminant de leur choix.

LE « DÉPLOIEMENT MONDIAL » DE L'OTAN

Pour mener à bien son projet de restauration hégémonique, l'administration états-unienne vise notamment à concrétiser l'idée d'un « déploiement mondial » de l'OTAN – déjà fort avancé. De désaccords internes entre membres « historiques » de l'alliance (Allemagne, France) et nouveaux entrants (Pologne), à ceux qui ont opposé États-Unis et affidés sur leur part d'engagement dans les interventions et coalitions américaines (en Irak en 2003 ou en septembre 2013 s'agissant de la Syrie...), ainsi que sur leurs parts d'investissements dans l'industrie militaire américaine, est apparue au grand jour une crise interne d'un nouvel ordre. À l'occasion de l'invasion turque de la Syrie, il est devenu patent que ce n'est ni le secrétaire général de l'OTAN, ni ses États membres qui prennent les décisions, c'est l'administration US en fonction des intérêts qu'elle défend.

La crise au sein de l'OTAN n'a d'ailleurs pas opposé l'OTAN et Ankara sur l'invasion militaire turque du Rojava et de la Syrie, ni sa guerre contre les Kurdes. L'OTAN n'a jamais condamné l'opération turque de novembre et Jens Stoltenberg, son secrétaire général, a même insisté : « Les préoccupations sécuritaires de la Turquie sont fondées. [...] Je suis convaincu que la Turquie agira avec modération et de manière proportionnée. » Le vrai différend entre l'OTAN et la Turquie est l'affirmation de celle-ci comme puissance impérialiste régionale autonome de l'alliance, avec le développement de son propre complexe militaro-industriel et l'achat de missiles antiaériens russes S400 qui permettraient

une défense indépendante de l'OTAN de l'espace aérien turc et qui a entraîné un embargo de la vente de l'avion américain F35 à Ankara. D'autant que Donald Trump a ranimé le schéma d'une OTAN du Moyen-Orient fondée principalement sur un arc Israël-Arabie saoudite-États-Unis au sein de laquelle la Turquie, première armée de l'OTAN après les États-Unis, doit jouer sa partition.

« À l'occasion de l'invasion turque de la Syrie, il est devenu patent que ce n'est ni le secrétaire général de l'OTAN, ni ses États membres qui prennent les décisions, c'est l'administration US en fonction des intérêts qu'elle défend. »

2020 verra une campagne d'exercices militaires au cœur de l'Europe. Cette démonstration de force vise la Russie – alors que le conflit que l'UE et l'OTAN ont nourri en Ukraine pourrait enfin trouver une résolution politique – mais elle envoie aussi un message de mise en garde aux peuples du monde entier.

L'impératif d'une dissolution de l'OTAN est plus actuel que jamais et nous devons continuer de porter l'idée d'une suspension immédiate de la participation française au commandement intégré, et d'une perspective de sortie de l'alliance à l'appui d'une initiative multilatérale sous égide de l'ONU qui pose, en Europe pour ce qui nous concerne, les bases d'un cadre commun de coopération, de sécurité collective et de paix, inclusif, c'est-à-dire avec la Russie et les pays de l'Est européen.

Ce serait trouver à la crise de l'hégémonie américaine une réponse nouvelle et propice à l'émergence d'un nouvel ordre mondial fondé sur la solidarité des peuples et la satisfaction des besoins humains et sociaux. ■

*Lydia Samarbakhsh est membre du comité exécutif national du PCF, elle est chargée du secteur International.

La gauche contestataire de retour aux États-Unis

PAR CHRISTOPHE DEROUBAIX*

Ce devait être la fin de l'histoire mais, aux États-Unis, c'est le retour de la gauche contestataire qui était en germe. Lorsque Francis Fukuyama voulait écrire l'épilogue de l'aventure humaine, personne n'osait espérer qu'une quelconque lueur d'espoir puisse apparaître dans l'épicentre du capitalisme mondial triomphant.

Pourtant, un quart de siècle plus tard, la gauche, traditionnellement périphérique dans l'histoire de ce pays, est en train de gagner une centralité.

CENTRALITÉ DE LA GAUCHE DANS LE DÉBAT IDÉOLOGIQUE ET DANS LE PROCESSUS POLITIQUE

Centralité dans le débat idéologique : c'est une certitude. Dès 2011, Michael Moore, peu suspect d'angélisme, assurait à un public médusé du Left Forum, conférence annuelle de la gauche « radicale » qui se tient à New York : « Nous sommes majoritaires dans les esprits. » Il en crédita l'action d'Occupy Wall Street. Ce mouvement, qui s'est terminé dans une impasse organisationnelle, aurait, selon le célèbre documentariste, rempli son office en imprimant durablement les rétines politiques de ses concitoyens avec le slogan du « 1 % » contre les 99 %. Toutes les enquêtes d'opinion le montrent : une majorité d'Américains refusent l'accroissement

des inégalités, considèrent que le réchauffement climatique est un problème de premier ordre, s'élèvent contre la stigmatisation des immigrés. L'ensemble des propositions progressistes reçoit un adoubement majoritaire : établissement du SMIC à 15 dollars de l'heure (soit le double du minimum fédéral), alourdissement des impôts pour les plus riches, création d'un système de santé universel, gratuité des études supérieures, mise en place d'un *New Deal* écologique.

Centralité dans le processus politique : c'est en cours. Jusqu'où ? C'est justement l'enjeu de la primaire démocrate qui a débuté le 3 février dans l'Iowa et qui a connu un premier tournant important avec le *Super Tuesday* du 3 mars. En 2016, l'émergence politique de Bernie Sanders a stupéfié les observateurs. Elle a été à la fois le reflet de l'évolution des mentalités politiques et son accélérateur. La défaite d'Hillary Clinton, au terme d'une campagne insipide et centriste, a renforcé l'idée auprès d'un nombre grandissant d'électeurs – notamment les plus jeunes, on y reviendra – qu'il fallait bien une proposition plus « radicale » pour faire pièce au projet national-xénophobe de Donald Trump. L'élection de mi-mandat de 2018 a été marquée par une vague démocrate (10 millions de voix d'avance contre 3 millions pour Clinton), un nombre record de femmes élues et l'arrivée à la Chambre des représentants d'élues progressistes. Alexandria Ocasio-Cortez (AOC) en est le symbole : la plus jeune élue de l'histoire du Congrès se définit comme une « socialiste. » Elle n'est pas un élément isolé ou « avant-gardiste » de la société puisque la jeu-

« Les enquêtes d'opinion le montrent : une majorité d'Américains refusent l'accroissement des inégalités, considèrent que le réchauffement climatique est un problème de premier ordre, s'élèvent contre la stigmatisation des immigrés. »

nesse américaine considère plus favorablement le socialisme que le capitalisme.

LES RAISONS DU GLISSEMENT À GAUCHE

C'est, à ce point, qu'il faut s'arrêter sur les raisons de ce glissement à gauche de la société (auquel correspond, presque en miroir, un glissement à droite incarné par le trumpisme créant un climat de polarisation inédit depuis la guerre de Sécession).

De ce point de vue, la « grande récession » a constitué un tournant important. Derrière la première vague évidente des saisies immobilières et des familles de classes moyennes jetées à la rue se joue un mouvement un peu plus souterrain : l'anéantissement de l'espoir, pour une génération, de vivre aussi bien, si ce n'est mieux, que celle de ses parents. Les *millennials* (ou « génération Y », nés entre 1981 et 1996) ont été les premiers licenciés. Puis les premiers à être embauchés à des salaires écrasés par la crise. Pour les étudiants, l'effet ciseau a été terrible entre un endettement colossal (en moyenne 50 000 dollars) et une promesse de retour sur investissement tuée dans l'œuf. La recherche d'une alternative a pris les traits, dans un premier temps, de Barack Obama (qui a recueilli 65 % du vote jeune, un record), puis, suite à un fort sentiment de déception, ceux d'un vieux sénateur qui se proclame socialiste : Bernie Sanders. Un quart de siècle après la fin de la guerre froide, l'épouvantail soviétique ne fonctionne pas auprès de ces *millennials*. Et pour cause : les plus vieux d'entre eux avaient huit ans lorsque le mur de Berlin s'effondra. « AOC » n'avait que quelques semaines. Le débat sur leur conception du « socialisme » pourrait faire l'objet d'un article à part entière mais on peut postuler ceci : assumer que le gouvernement (l'État) est la solution et non, comme le prêchait Ronald Reagan, le problème, a une portée forcément radicale.

Un second élément joue dans le positionnement politique à gauche de cette génération : c'est sa composition démographique, élément trop souvent absent des analyses. Comment une personne pourrait-elle se penser en dehors de ce qu'elle est, de ses origines, de la construction sociale qui peut y être liée ? Résultante de la réforme des lois sur l'immigration en 1965, cette génération est la plus diverse de l'histoire du pays.

Les statistiques ethniques sont autorisées aux États-Unis mais elles sont faussées puisqu'elles renvoient à des catégories identitaires figées du passé. Ainsi, un enfant d'un père blanc et d'une mère latine sera considéré, dans les projections démographiques, comme non blanc. Une assignation à résidence identitaire que conteste un nombre grandissant de *millennials* qui se considèrent « ET » plutôt que « OU ». La peur de perte de contrôle en son propre pays motive une frange importante de l'électorat blanc que Trump flatte avec ses saillies antilatinos. Mais le fait est là : le pays est en voie de diversification démographique et rien ne peut arrêter ce processus.

Pour résumer : à une Amérique vieillissante, blanche et conservatrice, s'oppose une Amérique jeune, multicolore et progressiste. Que cette dernière soit incarnée par un presque octogénaire blanc ne relève que de l'une de ces ruses de l'histoire dont Marx nous avait avertis qu'elle avait

le secret. Pour la primaire démocrate, c'est même une double ruse qui est à l'œuvre puisqu'une autre figure, *white and senior*, prétend à l'incarnation de cette rupture : Elizabeth Warren, 70 ans, sénatrice du Massachusetts. Ce n'est plus une gauche qui entre en collision avec l'*establishment* centriste (en Europe, on dirait « social-libéral ») mais deux gauches qui ne sont pas irréconciliables, tant s'en faut. Elizabeth Warren, qui a fait de « J'ai

un plan » sa devise, incarne une gauche du *New Deal*, keynésienne et rooseveltienne. Bernie Sanders, et sa « révolution politique », s'inscrit dans une tradition de critique du capitalisme et de mobilisations populaires. Malgré des frictions naissantes en janvier, les deux candidats devraient joindre leur force lors de la convention du Parti démocrate qui se déroulera en juillet. Cela suffira-t-il à prendre le dessus sur le candidat que l'*establishment* se choisira, à la condition que celui-ci soit encore en état de le faire ? Après l'écroulement de la campagne de Joe Biden, l'ancien vice-président de Barack Obama, mais qui reste toujours en piste, deux recours sont apparus : Pete Buttigieg, 38 ans, ancien maire d'une petite ville du Midwest, et Michael Bloomberg, 77 ans, milliardaire et ancien maire de New York. ■

« À une Amérique vieillissante, blanche et conservatrice s'oppose une Amérique jeune, multicolore et progressiste. »

*Christophe Deroubaix est journaliste à *L'Humanité*.

Au cœur des organisations de gauche

Comment un citoyen américain engagé à gauche, apprécie l'engouement des jeunes pour le socialisme et leur soutien à Bernie Sanders.

ENTRETIEN AVEC **ETHAN EARLE***

© Ethan, peux-tu te présenter ?

Je travaille avec la fondation Rosa-Luxemburg, une fondation d'analyse politique en Allemagne qui a des bureaux dans vingt-cinq pays, et je suis consultant auprès de la gauche européenne. Je suis originaire des États-Unis, militant des Democratic Socialists of America (DSA), où je suis chargé des relations internationales. Les DSA sont une organisation de gauche qui se

« Les DSA étaient à l'origine une petite organisation de gauche de 6 000 membres, mais après la campagne de Bernie Sanders en 2016 elle est passée à 60 000 membres aujourd'hui dont deux élus au Congrès des États-Unis. »

décrit comme socialiste et démocrate. Elle était à l'origine une petite organisation de gauche de 6 000 membres, mais après la campagne de Bernie Sanders en 2016 elle est passée à 60 000 membres aujourd'hui, dont deux sont élus au Congrès des États-Unis, Alexandria Ocasio-Cortez de New York, qui est la plus jeune élue au Congrès et Rashida Tlaib de Detroit qui est la première personne d'origine palestinienne à en être membre. DSA n'est pas exactement un parti, c'est une organisation politique qui soutient des candidats de gauche, soit des candidats indépendants, soit des candidats du Parti démocrate qui ont la volonté de changer leur parti, qui veulent s'attaquer au système capitaliste.

© Quelle est la différence entre un parti politique et une organisation politique ?

Aux États-Unis, nous avons un système bipartidiste avec le Parti démocrate et le Parti républicain. Beaucoup d'obstacles, notamment institutionnels, empêchent d'autres partis de s'inscrire dans ce cadre et d'avoir une représentation au Congrès, au niveau local. En raison de cette configuration, il existe des organisations qui sont plutôt des hybrides qui portent des candidats comme Alexandria Ocasio-Cortez qui peut être à la fois membre des DSA et du Parti démocrate. Elle a fait campagne contre un candidat centriste, membre du Congrès et représentant de l'*establishment*. Les DSA soutiennent aussi les luttes syndicales, et les luttes concernant le logement et la crise climatique.

© Comment les DSA sont-ils passés de 6 000 à 60 000 membres ? Occupy Wall Street a-t-il joué un rôle ? Est-ce que ce sont des jeunes principalement ?

Oui, je crois qu' Occupy Wall Street a joué un rôle important. On peut dire qu'il y a eu dans notre pays une sorte de « génération manquante » pour laquelle la gauche n'existait quasiment pas – c'est d'ailleurs ce que beaucoup de monde pense des États-Unis. Ce n'était pas complètement vrai, il existait des tout petits partis de gauche, il y a toujours eu aussi des intellectuels de gauche comme Noam Chomsky ou David Harvey. Mais il est vrai que nous manquions à gauche de grosses structures et au Parti démocrate il n'y avait pas de candidats ou représentants vraiment de gauche. C'est au début des années 2010, avec Occupy Wall Street mais aussi avec le mouvement Black Lives Matter (BLM) qu'on a constaté un renouveau de la gauche. Celui-ci dans ses débuts était assez peu structuré et ne portait pas d'idées politiques vraiment claires encore pour la plupart des gens. Il s'agissait plutôt de jeunes qui cherchaient à s'exprimer

pour dire qu'ils en avaient marre du système capitaliste, qu'ils en avaient assez de sortir de l'université avec 50 000 dollars de dettes, le montant de la dette pouvant aller jusqu'à 100 000 dollars. Des jeunes qui avaient assez de payer autant pour un système de santé privé et pas aussi bon ou performant que le système français, par exemple. Cette génération est aussi celle qui, après s'être endettée pour les études, n'était plus assurée de trouver des opportunités auxquelles elle aspirait dans le monde du travail. C'est un phénomène qu'on n'observe pas seulement aux États-Unis mais partout dans le monde aujourd'hui.

En 2016 arrive la campagne de Bernie Sanders qui n'était attendu par presque personne. Tout le monde pensait que ce serait Hillary Clinton qui l'emporterait haut la main pas seulement au niveau des primaires démocrates mais aussi au niveau de l'élection présidentielle. Il se trouve qu'au moment des primaires démocrates, Bernie Sanders a fait une campagne de terrain avec des militants de gauche et a refusé l'argent des entreprises. Il a seulement accepté des donations provenant de personnes comme vous ou moi – le niveau des donations était autour de 27 dollars – en comparaison de ceux que Bernie Sanders nomme « les candidats de Wall Street » ! Il n'a finalement pas gagné les primaires en 2016 mais il a réussi à remporter plusieurs États en se qualifiant lui-même de socialiste-démocrate et en appelant à une révolution politique contre les fameux 1% qui était aussi une phrase d'Occupy Wall Street : Nous sommes les 99% contre les 1%.

🗨 Comment comprendre la jonction qui s'est faite entre d'un côté les Occupy Wall Street et les Black Lives Matter et de l'autre un homme âgé, rodé à la lutte politique ? Comment cette jeunesse en est arrivée à l'idée de vouloir s'organiser, à militer et plus seulement à s'indigner ?

Bernie Sanders est un personnage intéressant et surprenant. À 78 ans il est le candidat de la jeunesse. C'est une jeunesse qui est de plus en plus radicale, qui préfère le socialisme au capitalisme. Comment tout cela est arrivé ? Bernie Sanders est un véritable militant de gauche depuis cinquante ans. Il a réussi à conquérir, il y a plusieurs années, l'État du Vermont, traditionnellement de droite. Aujourd'hui le Vermont est l'État le plus à gauche de tout le pays. Ce fut le premier ou le deuxième État favorable au mariage

« Bernie Sanders dit la même chose depuis quarante ans, il fait toujours ce qu'il dit, il n'a jamais trahi ses convictions politiques, ce qui n'est pas si courant aux États-Unis. »

gay. Toute la famille de ma mère vit dans le Vermont, c'est une famille de la classe ouvrière. Bien que n'étant pas vraiment de gauche, elle vote Bernie Sanders depuis trente-cinq ans car il dit la même chose depuis quarante ans, il fait toujours ce qu'il dit, il n'a jamais trahi ses convictions politiques, ce qui n'est pas le cas de beaucoup de politiciens qui changent d'avis selon l'opinion ou l'humeur du public. Durant la plus grande partie de sa carrière au Congrès, il a fait campagne au sein du Parti démocrate mais il n'en a jamais été membre, il est indépendant. La jeunesse, qui cherche des alternatives au système actuel, a trouvé en lui un candidat qui croit à ce qu'il fait. C'est l'œuvre de sa vie. C'est un bon politique, il parle bien, il parvient toujours à faire passer son message aussi. Je pense qu'il a su répondre au fond à cette nouvelle gauche.

🗨 Dernièrement *Le Monde* indiquait que pour une fois, la question raciale passe au second plan par rapport aux propositions des différents candidats. Est-ce que l'élection de Barack Obama a permis de dépasser la question raciale ? Ne se produit-il pas quelque chose comme une coagulation de classe des travailleurs ?

Oui, il faut commencer par dire que les États-Unis est un pays fondé sur l'histoire de l'esclavage et, dans ces conditions, la question de la race a bien sûr été très importante. Elle a toujours été liée aux questions de classe puisque les Noirs étaient traités comme des citoyens de seconde classe. Un des problèmes au sein de la gauche américaine vient de ce que la question de la race était détachée de la question sociale et des questions de classe. Le Parti démocrate était devenu un parti qui prétendait soutenir les différents groupes d'intérêts dont les Noirs, les Latinos, les femmes, la communauté LGBTQ, etc., mais il le faisait de plus en plus sans avoir une composante de classe. L'élection ►►

► d'Obama a été très importante pour le pays. Certes, il a déçu la gauche avec sa politique mais, en même temps, avoir un président noir dans un pays qui s'est fondé autour de l'esclavage des Noirs était un symbole important. L'un des problèmes de sa politique tient notamment à ce que les revenus d'une famille noire de la classe moyenne ont chuté durant son mandat, donc, d'un point de vue social, ce n'était pas vraiment une bonne période. Il est vrai que Bernie Sanders est identifié comme un candidat qui parle des questions de classes mais il fait un très bon travail politique en expliquant pourquoi les questions de la race sont liées aux questions de classes. Il montre que la lutte des Noirs, la lutte des femmes, la lutte des LGBTQ sont liées à des questions matérielles, à des questions de classes. Et l'avantage supplémentaire de Bernie Sanders tient à ce qu'il ne découvre pas ces luttes aujourd'hui. Il est engagé depuis cinquante ans, il était dans les luttes pour l'émancipation des Noirs, il s'est battu pour le droit des femmes, pour les droits des LGBTQ, cela lui donne une avance certaine au sujet de n'importe quelle question importante pour un public de gauche. Vous pouvez aller sur Youtube et trouver une vidéo de Bernie Sanders seul en 1969, en 1982 en pleine période de Reagan et Thatcher, qui dit toujours la même chose sur la crise climatique, sur les droits des femmes, sur les droits des gays, etc. Cela lui confère beaucoup de crédibilité.

🗨 **Comment expliquer que, dans un pays qui a connu le maccarthysme, la guerre froide, le mot « socialisme » devienne à la mode ?**

C'est vrai, le mot socialisme est à la mode en ce moment. Pour les personnes de moins de 40 ans il est plus populaire que celui de capitalisme. Elles ne saisissent pas nécessairement le sens exact du mot mais il n'est plus associé au mot « goulag ». Cela constitue déjà en soi une victoire. En fait, nous sommes comme face à une terre vierge avec toute une génération qui n'a pas connu une gauche véritable au pouvoir. Cela implique que, contrairement à ce qui se passe

en Europe à propos de ce qu'on peut appeler la social-démocratie, nous n'avons pas à essayer les échecs des politiques passées. Comme nous n'avons rien perdu, nous n'avons rien à perdre non plus en défendant le socialisme.

🗨 **Que signifie le socialisme pour vous aux États-Unis ?**

C'est un mot qui parle de nos désirs, d'un monde où le marché n'est pas dominant dans nos vies, où le marché n'impose pas toutes les règles du jeu, un monde libéré du capitalisme où l'on n'est plus contraint de vendre sa force de travail pour survivre. Aux États-Unis, on doit travailler de plus en plus tôt dans des conditions de plus en plus difficiles. Le socialisme reste un mot au sens large. Ce qui est sûr, c'est qu'il n'est pas associé à l'Union soviétique, ce n'est pas un mot négatif, ni définitif. En effet, en ce moment il ouvre vraiment sur l'idée d'une gauche qui est libératoire, qui est libératoire, transformatrice, radicale. Il est associé au rêve des gens, sans

leur imposer ce qui doit être, sans représentation de la fin, au sens de finalité.

🗨 **Est-ce que cet engouement pour le socialisme ne vient pas de ce que le capitalisme n'est plus en mesure de susciter un quelconque espoir ou d'ouvrir une perspective pour des millions d'individus qui se déclassent et s'appauvrissent ?**

Oui, tout à fait, cela est d'autant plus vrai pour la jeune génération acculée à vivre de plus en plus avec des dettes énormes. Longtemps le capitalisme, particulièrement dans notre pays, a vendu beaucoup de rêve. Ce système fonctionnait pour quelques personnes mais elles sont de moins en moins nombreuses à espérer gagner quelque chose dans le cadre de ce système, elles n'y croient plus. Aujourd'hui toute une génération est à la recherche d'autre chose. C'est une jeunesse qui demande une vie qui soit moins dominée par le marché, plus sociale, plus solidaire, plus focalisée sur la qualité de vie.

🗨 **Est-ce que tu peux nous dire où en est l'actualité de la campagne de Bernie Sanders ?**

« Le mot socialisme ouvre vraiment sur l'idée d'une gauche qui est libératoire, transformatrice, radicale. Il est associé au rêve des gens, sans leur imposer ce qui doit être, sans représentation de la fin, au sens de finalité. »

Nous sommes à quelques jours de la prochaine primaire qui se déroulera en Caroline du Sud. Il y a trois jours, Bernie Sanders a remporté l'État du Nevada qui est très important parce que, à la

« Bernie Sanders est identifié comme un candidat qui parle des questions de classes et explique pourquoi les questions de la race sont liées aux questions de classes. »

différence des États de l'Iowa et du New Hampshire qui sont tous deux des États avec une forte population blanche, la population du Nevada est très diversifiée. L'État du Nevada compte beaucoup d'Afros-Américains. À ce propos, dans les médias dominants ici, l'une des critiques adressées à Sanders consistait à dire que sa base sociale était certes radicale mais très blanche pour l'essentiel et qu'il était incapable d'élargir son public. Or Bernie Sanders a démontré le contraire puisqu'il a gagné près de 60% des voix des Latino-Américains et près de 25% des voix des Africains-Américains, ce qui en a surpris plus d'un. D'autant qu'il était confronté à Joe Biden qui porte avec lui comme avantage son engagement auprès du gouvernement de Barack Obama. D'après les derniers sondages, Sanders l'emporte également auprès des Africains-Américains. Sanders a gagné beaucoup de votants. Alors qu'il a longtemps été annoncé deuxième ou troisième dans les sondages relatifs à la Caroline du Sud, actuellement il est donné deuxième avec la possibilité de gagner. Trois jours après la Caroline du Sud aura lieu le *SuperTuesday*. C'est une journée où se déroulent des primaires simultanément dans quinze États parmi lesquels une partie des plus grands, dont la Californie avec 40 millions d'habitants, le Texas avec 25 à 30 millions d'habitants et la Caroline du Nord. Le *SuperTuesday* est donc en règle générale une indication de ce que sera l'issue du vote, on peut commencer à voir qui va gagner la primaire, c'est un moment décisif. Et Sanders est déjà annoncé vainqueur dans treize États sur les quinze qui voteront ce jour-là. En Californie par exemple, on lui attribue un avantage de vingt points. Mais il y a un risque, le millionnaire Michael Bloomberg, ancien maire de New York, n'avait

pas pu jusqu'à présent participer aux primaires parce qu'il ne s'était pas fait enregistrer assez tôt. Finalement, il va pouvoir se présenter le jour du *Super Tuesday*. Il a déjà dépensé 300 millions de dollars en publicité dans les quinze États concernés. Dans les sondages, au niveau national, il est annoncé en deuxième ou troisième position, autrement dit, au même niveau que Joe Biden. Michael Bloomberg a déclaré très explicitement qu'il fallait arrêter Bernie Sanders à n'importe quel prix. Il souhaite parvenir à la Convention qui a lieu à l'issue des primaires, c'est le moment où le Parti démocrate désigne officiellement son candidat. Sanders a plusieurs délégués mais pas la majorité. Si Bloomberg arrive à la Convention, sa stratégie est assez claire : il veut absolument trouver un accord avec les autres candidats pour empêcher la victoire de Bernie Sanders. Il a évoqué très explicitement cette stratégie et cela constitue un réel danger pour la campagne. Il n'en reste pas moins que Bernie est en tête dans treize des quinze États s'il gagne dans les treize ou même dans dix États, cela sera difficile pour Bloomberg de l'arrêter.

« Malgré les entraves, même si Sanders ne remporte pas la primaire, on peut se dire qu'il a gagné au regard de la popularisation des idées socialistes et de la mise en mouvement de toute une population ; c'est déjà, en soi, une victoire ?

Oui, c'est déjà une victoire puisqu'il est clair que le Parti démocrate a changé et qu'il va continuer à changer. Il est évident aussi qu'il y a un nouveau mouvement de gauche aux États-Unis qui survivra à ce moment et qui va s'élargir dans les prochaines années mais... on est là pour gagner ! Il faut saisir une opportunité ! Ce qui s'annonce est un immense espoir pour nous mais aussi pour toute la gauche au niveau mondial. ■

*Ethan Earle est chargé de mission à la fondation Rosa Luxemburg.

Propos recueillis par **Salih Bousseadra** le 25 février 2020.

La lutte pour l'avortement

L'histoire du droit à l'avortement aux États-Unis est jalonnée d'avancées et de reculs. La nomination récente d'un conservateur à la Cour suprême inquiète les progressistes mais les luttes féministes n'ont pas dit leur dernier mot.

PAR **JENNY BROWN***

Aux États-Unis, plusieurs États ont récemment fait des tentatives surprenantes pour interdire complètement l'avortement. Ces lois sont le fruit de décennies d'efforts soutenus par des intérêts puissants, visant à faire marche arrière sur l'avortement et la contraception. Toutefois, l'avortement reste légal dans tous les États, dans la mesure où la Cour suprême, depuis 1973, empêche les États d'interdire l'avortement. Mais après la désignation par Donald Trump de Brett Kavanaugh, qui a remplacé un centriste, la Cour suprême se positionne plus à droite. Les féministes s'attendent à ce qu'elle reconsidère ces lois au cours des deux prochaines années.

LÉGAL PUIS ILLÉGAL

L'avortement (avant le quatrième mois environ) était, en grande partie, légal aux États-Unis au cours du premier siècle suivant l'Indépendance. Le droit concernant l'avortement était du ressort

des États et des territoires jusqu'en 1873, date à laquelle la loi Comstock a interdit toute information sur la reproduction, ainsi que les outils et les médicaments servant à l'avortement ou à la contraception. La tendance à interdire l'avortement était surtout portée par des médecins. Ces derniers étaient en concurrence avec les sages-femmes qui pratiquaient également l'avortement. Leurs arguments ont gagné en popularité car les femmes protestantes utilisaient de plus en plus l'avortement pour contrôler la taille de leur famille. Cela entraîna une chute de la natalité, cette dernière passant de huit enfants par femme en 1800 à quatre en 1900.

Après la Seconde Guerre mondiale, de nombreux États ont relâché leurs restrictions sur la contraception, mais ce n'est qu'en 1965 qu'une décision de la Cour suprême fut prise, garantissant aux personnes mariées le droit à la contraception. Estelle Griswold prit le risque d'organiser une clinique illégale de planning familial à New Haven dans le Connecticut, l'un des États les plus restrictifs et elle fut mise en procès. En s'appuyant sur la Constitution des États-Unis, la Cour suprême estima que le droit à la contraception relevait du droit à la protection de la vie privée. Cette décision entraîna avec elle le fait que les différents États ne pouvaient plus ériger de lois faisant obstacle à ce droit et par ricochet au droit à la contraception. Puis, en 1972, la Cour suprême étendit ce droit aux personnes non mariées.

À partir de 1968, le Mouvement de libération des femmes changea d'approche : au lieu de demander l'admission d'exceptions à la loi en place (comme c'était le cas dans les affaires de

« Après la Seconde Guerre mondiale, de nombreux États ont relâché leurs restrictions sur la contraception, mais ce n'est qu'en 1965 qu'une décision de la Cour suprême fut prise, garantissant aux personnes mariées le droit à la contraception. »

« Au cours des deux dernières décennies, les féministes noires ont relié la lutte pour l'avortement et la contraception à la lutte plus générale pour la libération des femmes. »

viol, d'inceste ou dans les cas où la vie de la mère était en danger), le mouvement demanda l'abrogation de toutes lois sur l'avortement, suivant l'argument qu'aucune loi ne devrait régir l'avortement, mis à part les règles gouvernant toute procédure médicale. Les féministes interrompaient ainsi les audiences de réforme des lois, pour demander leur abrogation pure et simple. Le groupe new-yorkais Redstockings tint une réunion publique sur l'avortement en 1969, invitant les femmes à défier la loi et la coutume afin de parler de leurs avortements illégaux, ce qui donna l'idée à des juristes féministes d'organiser un procès de femmes, exigeant le droit à l'avortement sur la base de l'égalité des droits. Sous menace du procès, et dans la crainte que la loi soit abolie sans rien pour la remplacer, le législateur rendit l'avortement légal à New York en 1970 jusqu'à vingt-quatre semaines, ce qui inspira la décision de la Cour suprême de 1973, plus connue sous le nom de Roe v. Wade.

LÉGALISATION DE L'AVORTEMENT DANS LES CINQUANTE ÉTATS

L'appellation Roe v. Wade vient du nom d'une jeune femme de 21 ans, Texane, Jane Roe, mère de deux enfants, ne souhaitant pas en avoir d'autres ; la loi texane lui interdisant l'avortement, des juristes féministes portèrent son cas devant la Cour suprême. La Cour divisait le droit concernant la grossesse en trois trimestres : aucun État ne pouvait restreindre l'accès à l'avortement au cours du premier trimestre. Au cours du deuxième trimestre, les lois ne pouvaient que protéger la santé de la femme ; et enfin pour le troisième trimestre, les États pouvaient réglementer l'avortement comme bon leur semblait, à condition que la vie de la femme fût protégée. Le droit à l'avortement fut accordé en référence au droit à la protection de la vie privée mais sans reconnaissance d'un droit absolu à l'avortement pour toutes les femmes.

Si grâce à cette décision, pour la première fois en cent ans, les femmes aux États-Unis eurent le droit de se faire avorter, la majorité des hôpitaux refusèrent de pratiquer l'avortement. Face à cette situation, les féministes et quelques médecins progressistes ouvrirent des cliniques à travers le pays afin de pratiquer des avortements et de fournir des moyens de contraception, services que les femmes devaient payer.

Les forces anti-avortement tentèrent immédiatement d'empêcher les femmes pauvres d'accéder à ce droit. Après Roe, l'avortement était couvert par le programme Medicaid, qui assurait ►►



- l'accès aux soins pour les plus pauvres, mais en 1976, avec l'amendement Hyde, le Congrès interdit l'utilisation de fonds fédéraux pour financer l'avortement. Alors que le programme avait permis à quelque trois cent mille femmes de se faire avorter chaque année, ce nombre chuta considérablement.

La Cour suprême approuva les restrictions au Medicaid, partageant l'avis que l'État doit favoriser la natalité. La Cour déclara : « En plus de son intérêt direct pour la protection du fœtus, un État peut avoir un souci démographique légitime concernant la croissance de sa population. De tels soucis ont une importance fondamentale pour l'avenir de l'État. »

Pour certaines femmes, l'avortement est couvert par la mutuelle fournie par leur employeur, mais, pour la majorité d'entre elles, l'accès à l'avortement reste à leur charge. La réforme de la santé du président Barack Obama exclut à la dernière minute le financement de l'avortement, suite à un amendement d'un démocrate anti-avortement. Le coût est une question importante, d'autant plus que plus de la moitié des Américains ne peuvent pas payer 500 dollars pour une intervention d'urgence, ce qui est le coût moyen d'un avortement. Le groupe militant National Network of Abortion Funds (Réseau national de fonds pour l'avortement) collecte des fonds pour aider des personnes à financer leurs avortements, et il existe un petit réseau qui aide les femmes à obtenir illégalement des pilules abortives.

RESTRICTIONS DES ÉTATS

Depuis des dizaines d'années, les États tentent de faire adopter des restrictions du droit à l'avortement auprès de la Cour suprême. Les principales restrictions revendiquées par ces États visent les femmes de moins de 18 ans, afin que ces dernières obtiennent une autorisation de leurs parents pour avorter. Pourtant, ils se gardent bien de demander une autorisation des parents pour l'accouchement de ces jeunes femmes ! Parmi les restrictions revendiquées figurent éga-

lement un délai d'attente, pouvant aller jusqu'à 72 heures, des échographies obligatoires pour déterminer le stade de la grossesse ; et des textes anti-avortement que les médecins seraient obligés de lire à la patiente, bien qu'ils contiennent des mensonges, prétendant, par exemple, que l'avortement augmente le risque de cancer du sein ou le risque d'infertilité.

Sous prétexte de sécurité médicale, les gouvernements des États ont exigé des rénovations onéreuses dans le but de faire cesser l'activité des cliniques pratiquant l'avortement. Les cliniques ont également subi harcèlement et invasions de la part d'organisations anti-avortement. Quatre médecins et onze employés des cliniques ont trouvé la mort, et des douzaines ont été blessés, dans des attentats contre les cliniques, dont quarante et un à la bombe. Il en résulte que dans six États, ne subsiste plus qu'une seule clinique pratiquant l'avortement.

De plus, des organisations anti-avortement bien financées ont créé des centaines de fausses cliniques, sous le nom de Crisis Pregnancy Centers (Centres de crise grossesse). Ces centres font croire aux femmes qu'elles vont se faire avorter, mais en fait ils les empêchent d'obtenir un avortement. Par exemple, le Mississippi n'a qu'une clinique pratiquant l'avortement, contre trente-huit Crisis Pregnancy Centers. En outre, quatorze États financent avec de l'argent public ces organismes qui mentent aux femmes et les manipulent.

DES INTERDICTIONS D'AVORTEMENT POUR TESTER LE DROIT

Avec la désignation de Brett Kavanaugh, les forces s'opposant à l'avortement savent qu'elles sont à présent majoritaires à la Cour suprême. Les États aidés par des législateurs de droite ont donc commencé à interdire l'avortement, pour que leur État soit le premier à passer devant la Cour suprême afin de renverser la décision Roe v. Wade. Si c'était le cas, la réglementation concernant l'avortement reviendrait une fois de plus aux États. Plusieurs d'entre eux ont déjà des lois dites « déclencheuses » qui rendraient l'avortement immédiatement illégal. Les femmes seront

« Le climat politique actuel, en particulier le nombre de femmes manifestant dans la rue en 2017 et 2018, a forcé presque tous les démocrates à se prononcer en faveur de l'accès à l'avortement pour les femmes pauvres. »

« Quatre médecins et onze employés des cliniques pratiquant l'avortement ont trouvé la mort, et des douzaines ont été blessés, dans des attentats contre les cliniques, dont quarante et un à la bombe. »

obligées de se déplacer dans un État où l'avortement est légal. Pire, si la décision Roe venait à être renversée, un législateur fédéral sous contrôle républicain pourrait rendre l'avortement illégal au niveau national.

De manière générale, l'opinion politique sur l'avortement se divise selon les partis : les républicains étant contre et les démocrates pour. Mais quatre démocrates de la Chambre des représentants sont contre l'avortement, ainsi que trois sénateurs démocrates. De plus, de nombreux autres démocrates sont frileux sur le droit à l'avortement, préférant mettre l'accent sur les cas impliquant le viol ou le cancer. Parmi les candidats démocrates à la présidence, beaucoup ont voté pour l'amendement Hyde (Bernie Sanders, en revanche, s'est opposé à l'amendement Hyde tout au long de sa carrière politique). Mais le climat politique actuel, en particulier le nombre de femmes manifestant dans la rue en 2017 et 2018, a forcé presque tous les démocrates à se prononcer en faveur de l'accès à l'avortement pour les femmes pauvres. Au début du mois de juin 2019, Joe Biden, en tête des sondages pour devenir le candidat démocrate, s'est prononcé en faveur de Hyde, mais a finalement modifié sa position deux jours plus tard à la suite du tollé soulevé par sa position.

Le débat se corse alors que le taux de natalité aux États-Unis atteint un plancher record de 1,72. Des groupes de réflexion de l'*establishment* sonnent l'alarme face à ce faible taux, encourageant les femmes à faire plus d'enfants. Les gros capitalistes, comme les frères Koch, appuient les restrictions étatiques avec la force de leurs capitaux. Au Texas, où la réglementation a causé la fermeture de quatre-vingt-deux cliniques de planning familial depuis 2011, l'utilisation de contraceptifs a baissé, et les grossesses ont augmenté de 27 % par rapport aux endroits où le planning familial est encore accessible.

LA RÉPONSE FÉMINISTE

Depuis quarante-cinq ans, les féministes mènent une lutte sans relâche qui connut son apogée en 1973, au moment où le Mouvement de libération des femmes a le plus d'importance. Mais les arguments utilisés par les féministes se résument à dire « c'est notre droit constitutionnel », ou à une défense des « choix privés », plutôt qu'à des revendications en faveur de la libération des femmes et de l'égalité.

Cependant, 70 % de la population aux États-Unis sont favorables à la décision Roe et sont d'avis que l'avortement devrait être légal, dont presque 50 % pensent qu'il devrait être légal dans n'importe quelle situation (décidée par la femme concernée). Environ 30 % pensent que l'avortement devrait être illégal. Au cours des deux dernières décennies, les féministes noires ont mené une lutte pour la justice concernant la reproduction, défendant à la fois le droit de ne pas avoir d'enfants, le droit d'en avoir, et le droit de les élever dans une société saine, reliant ainsi la lutte pour l'avortement et la contraception à la lutte plus générale pour la libération des femmes.

En 2015, un groupe du nom de Shout Your Abortion, fondé par trois femmes à Seattle, a sollicité, *via* Twitter, les témoignages de femmes sur leurs avortements, afin de passer outre à la timidité des organisations à but non lucratif qui menaient le débat. D'autres campagnes, comme la campagne « 1 in 3 »¹, ont servi à rappeler que 30 % des femmes aux États-Unis ont subi un avortement, et que c'est un élément normal de la vie de tous les jours. De plus, la fameuse revendication féministe demandant de révoquer toutes les lois sur l'avortement, a commencé à refaire surface. À New York en janvier, le législateur a supprimé toute mention de l'avortement dans le Code pénal, suivi par celui de l'Illinois en juin. Le petit Vermont est allé encore plus loin, votant une loi reconnaissant « le droit fondamental de chaque individu de choisir ou de refuser la contraception ou la stérilisation » et « le droit fondamental de tout individu se trouvant en état de grossesse de choisir de mener cette grossesse à terme, de donner naissance à un enfant, ou de se faire avorter ». ■

¹Jenny Brown est juriste. Elle milite au sein du groupe National Women's Liberation (womensliberation.org). Texte traduit par Jennifer Ewing, spécialiste en civilisations anglophones.

Trump, derrière le bruit et la fureur, une redoutable cohérence stratégique

Le président des États-Unis conduit un projet national-libéral dont l'objectif est de restaurer ou d'accentuer la suprématie de l'empire US sur le reste du monde en usant de tous les moyens de l'hyperpuissance, diplomatiques et militaires, commerciaux et économiques, financiers et monétaires.

PAR BRUNO ODENT*

Donald Trump est régulièrement présenté comme « un dément » jouant avec le feu et la fureur ; il serait « un clown », voire « un agent du Kremlin », selon une abondante chronique essayiste et journalistique s'appuyant sur la personnalité fantasque du potentat de l'immobilier devenu président. Cette focalisation présente un inconvénient majeur : elle empêche de discerner le virage stratégique que le locataire de la Maison-Blanche et son équipe ont engagé au pas de charge depuis leur accession aux affaires. Ce qui permet sans doute de se rassurer à bon compte en suggérant que l'ère Trump ne constituerait finalement qu'une parenthèse malheureuse dans l'histoire d'une démocratie au-dessus du lot. Le cauchemar s'achèverait au plus tard avec la fin du mandat de l'imposeur, selon le récit si abondamment diffusé par un *establishment* démocrate en plein désarroi qui focalise ses attaques sur la personnalité du président plutôt que sur le fond.

LA STRATÉGIE DU DEAL

« Il délire. Mais cette folie ne manque pas de méthode. » Comme le héros de Shakespeare dans *Hamlet*, Donald Trump sait où il va. Le locataire de la Maison-Blanche cherche à imposer un nouvel ordre national et international mieux à même de garantir la suprématie de Washington et des mastodontes de Wall Street. Pour « rendre sa grandeur à l'Amérique », en vertu du mot

d'ordre vedette de sa campagne victorieuse en 2016, il déploie une démarche systématique dans des actions empreintes d'une « stratégie de deal », selon sa propre qualification.

Il s'agit rien moins que de s'autoriser à user, sur chaque dossier, de toute la panoplie de la force dont dispose l'hyperpuissance, du militaire au monétaire, en vue d'imposer un nouveau type de relations au reste du monde.

D'aucuns caractérisent la démarche comme un « isolationnisme ». À tort. Car elle ne possède aucune des caractéristiques d'un quelconque

repli sur soi. Tout au contraire, les États-Unis « trumpistes » veulent rester au centre du jeu sur des marchés ouverts. Simplement, ils entendent modifier les normes internationales, voire les ignorer, quand ils considèrent celles-ci comme autant de « règlements déloyaux ».

Leur critique du multilatéralisme vise à en transformer les règles de fonctionnement en leur faveur. S'ils menacent de paralyser l'Organisation mondiale du commerce, les États-Unis de Trump savent aussi en user quand elle condamne Airbus contre Boeing en octobre 2019, les autorisant à décréter en représailles des sanctions sur quelque 7,5 milliards de dollars de biens et services européens. À l'issue de chantages du même ordre, ils seront parvenus, non à liquider l'ALENA (accord de libre-échange nord-américain) mais à en modifier le contenu au détriment des « partenaires » canadiens et mexicains.

« Les États-Unis “trumpistes” veulent rester au centre du jeu sur des marchés ouverts. »

Il faut en substance rapprocher les lois du monde pour qu'elles se confondent avec les lois des États-Unis. Et quand une évolution en ce sens apparaît inaccessible, il convient de quitter carrément le navire. C'est ainsi que Donald Trump brandira un doigt d'honneur à l'adresse du monde entier en sortant de l'accord de Paris sur le climat. Sa priorité sur ce dossier-là, ce sont les intérêts des majors. Ces gros producteurs d'hydrocarbures états-uniens doivent pouvoir continuer d'étendre sans heurts les forages *offshore* et l'exploitation des gaz et pétroles de schiste. En vertu d'un forcing qui permet aux États-Unis de s'installer comme premier producteur mondial d'hydrocarbures. Et donc à réduire leur dépendance en matière d'énergie. Un choix géostratégique, dès lors que le « commandant en chef » entend se désengager rela-

(Chine, Russie, Royaume-Uni et France compris).

Cette démonstration de force seconde opportunément la salve d'offensives unilatérales dans la guerre commerciale entamée depuis 2018 contre la Chine, l'Europe et le reste du monde. Elle déclenche une très dangereuse course aux armements.

En Europe, les États membres se voient instamment priés d'augmenter leurs dépenses au sein de l'Alliance atlantique (OTAN). Et le président Macron, qui a programmé une hausse considérable et régulière des dépenses militaires de la France pour qu'elles soient portées à 2 % de son PIB d'ici 2025, cède de fait au chantage d'un Donald Trump tonitruant qui est allé jusqu'à menacer sinon de couper les vivres à l'OTAN. Quant à la Chine, considérée désormais comme le rival numéro un et objet donc d'une « surveillance » militaire particulière, elle a multiplié son budget militaire par cinq en moins de vingt ans.

« Le locataire de la Maison-Blanche cherche à imposer un nouvel ordre national et international mieux à même de garantir la suprématie de Washington et des mastodontes de Wall Street. »

tivement du Moyen-Orient sur le plan militaire pour achever un « pivot » vers l'Extrême-Orient, entamé il y a presque dix ans. Les forces de l'US Army sont redéployées de la sorte vers la Chine, concurrent économique redoutable devenu l'ennemi potentiel numéro un.

INFLATION HISTORIQUE DES DÉPENSES MILITAIRES

Destinées à fournir un des arguments majeurs à la diplomatie du *deal*, les dépenses militaires de l'administration Trump connaissent une inflation historique. Elles ont été augmentées coup sur coup de 10 % en 2018 et en 2019. Et elles doivent être portées en 2020, selon la loi de programmation adoptée en décembre dernier par les démocrates et les républicains au Congrès, à 738 milliards de dollars (680 milliards d'euros). Soit un chiffre quasiment équivalent au total des dépenses annuelles engagées par un pays comme la France (711 milliards d'euros en 2018) ou aux dépenses d'armement cumulées des huit puissances militaires qui suivent les États-Unis

L'ARME DE LA DÉRÉGULATION FINANCIÈRE

« Nous devons, pouvons et serons en position dominante dès que nous cesserons de nous encombrer avec la régulation. » Gary Cohn, un des ex-conseillers spéciaux de Donald Trump, puisé dans le vivier des cadres dirigeants de la banque Goldman Sachs, avait clairement nommé les objectifs, quand la Maison-Blanche s'est attachée dès 2017 à démanteler les timides garde-fous antispéculation instaurés par l'administration Obama au lendemain du krach financier de 2007-2008 (les lois dites Dodd-Frank et la règle Volcker).

Gonflé d'aise, le Dow Jones célèbre le trumpisme en battant record sur record. Il s'approche désormais des 30 000 points. Problème : à la faveur de cette hypertrophie financière apparaissent des bulles spéculatives de plus en plus menaçantes : immobilier, bitcoins (monnaie électronique), produits financiers dits « dérivés », titres boursiers formés par l'agrégation de prêts étudiants ; très nombreux sont les secteurs affectés. Ce qui fait croître d'autant le risque d'une crise financière d'une ampleur inédite.

DUMPING À TOUS LES ÉTAGES

Le vote de la réforme fiscale, dans les derniers jours de 2017, revêt une dimension clé du trumpisme. Elle a constitué « un véritable *big bang* », selon les mots du *New York Times*, en faveur des plus fortunés et des multinationales. ►►

►► Le choc économique et social sera redoutable tant à l'intérieur des États-Unis que sur le reste du monde. Car la réforme est conçue comme une arme de guerre commerciale. Le taux de l'impôt sur les sociétés a été réduit de 35 % à 21 %, au service de la compétitivité et donc de l'hégémonie des firmes états-uniennes sur le marché mondial.

La réforme a mis en place également toute une série de dispositions alléchantes qui permettent de drainer les capitaux vers la place états-unienne. Et les résultats sont tangibles. Comme le prouve la décision du fabricant d'ordinateurs Apple qui a « rapatrié » dès 2018 quelque 250 milliards de dollars de bénéfices aux États-Unis.

DÉBAUCHE DE SURENCHÈRES XÉNOPHOBES ET ULTRA-DROITIÈRES

Sur le plan intérieur l'effet du *big bang* fiscal en faveur des plus riches et du business va se traduire par une nouvelle explosion des inégalités. D'autant qu'il a torpillé, au passage, l'Obamacare (la réforme du président précédent), en supprimant les crédits d'impôts qui permettaient aux plus démunis de souscrire des polices d'assurance privées pour se couvrir de la maladie. Cette évolution-là meurtrit l'électorat populaire et constitue un vrai talon d'Achille pour Trump. Lequel a assis, on le sait, son succès en 2016 sur le vote d'une partie de la classe ouvrière blanche. Elle contribue d'évidence à accentuer une cer-

taine bipolarisation droite / gauche qui caractérise le débat politique, avec notamment l'émergence du mouvement « socialiste » de Bernie Sanders.

« À la faveur de cette hypertrophie financière apparaissent des bulles spéculatives de plus en plus menaçantes. Ce qui fait croître d'autant le risque d'une crise financière d'une ampleur inédite. »

Trump veut se prémunir d'un éventuel vote sanction en pratiquant de nouvelles fuites en avant populistes, en jouant de surenchères racistes et/ou démagogiques. Comme la construction du mur avec le Mexique, le soutien, en dépit de tragédies de plus en plus récurrentes, aux groupes de pression du marché libre des armes à feu, ou encore son récent engagement spectaculaire aux côtés des militants anti-avortement, en flirtant de plus en plus ouvertement avec les influents milieux évangélistes. ■

*Bruno Odent est journaliste à *L'Humanité*.



Les évolutions de la politique de sécurité

Comment le « shérif réticent » est devenu un « justicier solitaire »

PAR CHRISTOPHE WASINSKI*

À la fin de la guerre froide, dans le sillage de la brutale guerre menée contre l'Irak par une coalition rassemblée sous l'égide des États-Unis, le président George H.W. Bush se fait le chantre du discours du « nouvel ordre mondial ». Dans celui-ci, il célèbre le rôle de l'Organisation des Nations unies (ONU), dont le conseil de sécurité va autoriser les opérations qui ont pour but de chasser les troupes de Saddam Hussein du Koweït, en matière de sécurité internationale. Ce discours nourrit alors l'espoir que la puissance états-unienne va œuvrer à l'édification d'un monde plus stable dans lequel les institutions et les normes multilatérales joueront un rôle primordial. Les États-Unis se perçoivent alors comme un « empire bénéfique » (*benevolent empire*) ou comme un « shérif réticent » (*reluctant sheriff*), ne désirant nullement s'imposer ou nuire par intérêt égoïste. Force est cependant de constater qu'avec le temps l'image du « shérif réticent » s'est rapidement transformée. Et, aujourd'hui, la politique de sécurité des États-Unis ressemble davantage à celle d'un « justicier solitaire ».

DÉPLOIEMENT DES TROUPES ÉTATS-UNIENNES ENTRE 1991 ET 2001

Après la fin de la guerre menée contre l'Irak en 1991, les troupes états-uniennes se trouvent déployées en Somalie, en Haïti et en ex-Yougoslavie dans le cadre de missions onusiennes. L'opération en Somalie se solde par une débâcle militaire spectaculaire et la mort de plusieurs militaires états-uniens en 1993 – cet épisode sera mis en scène dans la « culture populaire » par un film qui n'expose quasiment que le point

de vue des militaires états-uniens : *La Chute du faucon noir* (2001). Après cette débâcle, les États-Unis vont hésiter à intervenir à l'étranger. Les tensions politiques en Haïti faisant craindre l'arrivée de réfugiés sur le sol des États-Unis, l'administration Clinton se résout tout de même à déployer des troupes sur l'île. Les soldats états-uniens débarquent donc avec un mandat de l'ONU et tentent de remettre de l'ordre en Haïti en 1994. Les populations locales leur reprocheront cependant de soutenir de fait ceux qui sont responsables du coup d'État qui a fait chuter le régime du président Jean-Bertrand Aristide – les réfugiés, quant à eux, sont temporairement dirigés vers Guantánamo. Enfin, les forces armées des États-Unis arrivent en soutien des troupes européennes déployées, avec mandat de l'ONU, en ex-Yougoslavie. En 1995, elles participent à des bombardements aériens coordonnés par l'OTAN qui visent des milices

serbes. Les États-Unis, pour reprendre une image largement diffusée, viennent à la rescousse d'une Europe incapable d'agir avec force. C'est dans le sillage de ces interventions qu'émerge donc l'idée selon laquelle les États-Unis seraient un « shérif réticent », peu motivé à risquer la vie de ses militaires dans des États du Sud mais suffisamment responsable pour intervenir lorsque nécessaire.

À partir de la seconde moitié des années 1990, un glissement se fait jour. En août 1998, les ambassades des États-Unis de Nairobi (Kenya) et Dar es Salam (Tanzanie) sont attaquées par Al Qaeda. En représailles, l'administration Clinton décide de tirer des missiles *Tomahawk* sur l'Afghanistan et le Soudan où se trouvent, selon les ►►

« Tout au long des années 1990, les États-Unis, avec l'aide de la Grande-Bretagne, instrumentalisent le Conseil de sécurité à des fins stratégiques classiques. »

► membres de cette administration, des installations du groupe terroriste. Les États-Unis justifient cet acte en affirmant qu'ils se défendent, ce qu'autorise la charte des Nations-Unies. L'attaque sur le Soudan généra cependant une controverse. La cible présentée par Washington comme une fabrique de gaz toxiques était en fait une usine de médicaments. En décembre 1998, prétextant que l'Irak ne se plie pas aux obligations en matière de désarmement, qui lui ont été imposées après 1991, Washington et Londres décident de mener une campagne aérienne punitive. Cette opération rend en fait compte de l'insatisfaction des résultats de la guerre menée par les États-Unis et leurs alliés en 1991. L'administration de George H.W. Bush avait hésité à faire avancer les troupes jusqu'à Bagdad afin de faire tomber le régime de Saddam Hussein. Elle nourrissait certainement l'espoir que le dictateur, affaibli par la défaite militaire, soit renversé rapidement. Saddam Hussein parvenant à rester au pouvoir, les États-Unis vont chercher pendant des années à lui nuire. Le soutien humanitaire et militaire accordé aux Kurdes y contribue par exemple. Le régime de sanctions économiques destiné à désarmer l'Irak, et mis en place avec l'aval du conseil de sécurité, doit aussi participer à l'affaiblissement du régime – dans les faits, il frappe surtout les populations. Pour le dire autrement, tout au long des années 1990, les États-Unis, avec l'aide de la Grande-Bretagne, instrumentalisent le conseil de sécurité à des fins stratégiques classiques.

« Les individus capturés par les forces armées et les services de renseignement des États-Unis se voient affublés du statut de “combattant illégal” et non de celui de “prisonnier de guerre”. Autrement dit, selon les juristes états-uniens, les conventions de Genève peuvent ne pas s'appliquer à ces personnes. »

« La période de “guerre au terrorisme” qui s'ouvre à partir de 2001 est marquée par une grande “créativité” normative. »

Un pas supplémentaire est franchi en 1999 lorsque les États-Unis font le choix de l'intervention armée, avec l'assistance de leurs alliés atlantiques, contre la Serbie. Des troubles ont éclaté entre les communautés serbe et albanaise au Kosovo. Les États-Unis, ainsi que leurs alliés, décident de venir en aide à cette dernière. Cette fois-ci, cependant, ils décident de se passer d'une autorisation du conseil de sécurité. Pressentant le blocage au sein de celui-ci par la Russie et la Chine, l'OTAN bombarde les forces serbes et la Serbie pendant soixante-dix-huit jours sans disposer d'une résolution onusienne qui l'y autorise. L'OTAN se justifie en soulignant qu'il y a urgence humanitaire, les populations albanophones étant menacées d'épuration ethnique. Aujourd'hui, des analystes se demandent jusqu'à quel point l'exode de ces populations ne résulte pas du pourrissement de la situation découlant de l'action armée de l'OTAN.

LA PÉRIODE DE GUERRE AU TERRORISME

Suite aux attentats de septembre 2001, Washington intervient en Afghanistan pour se protéger d'Al Qaeda. Les États-Unis s'engagent avec le soutien du conseil de sécurité. Après plus de dix-huit années de guerre, certains chercheurs pensent néanmoins que les États-Unis auraient alors peut-être mieux fait de davantage négocier avec les talibans la reddition de Ben Laden et de ses acolytes. Enfin, en 2003, les États-Unis semblent vouloir pleinement assumer leur statut de « justicier solitaire » lorsqu'ils interviennent « préventivement », et sans résolution du conseil de sécurité, contre l'Irak. Ils évoquent, une fois encore, la nécessité de désarmer l'Irak – qui ne dispose pourtant pas d'armes dites « de destruction massive ». Depuis, certaines actions ponctuellement menées par les forces armées des États-Unis – telles que des attaques de drones notamment au Pakistan, l'opération de 2011 à Abbottabad contre Ben Laden, le premier raid commando au Yémen au début du mandat de Donald Trump (janvier 2017), les bombardements aériens et le tir, en 2017 également, de cinquante-neuf missiles *Tomahawk* sur la Syrie ou plus récemment, l'élimination de Qassem Soleimani en Irak – soulèvent autant de questions quant à leurs fondements juridiques et donnent

aussi à penser que le shérif est devenu un justicier.

On notera que la période de « guerre au terrorisme » qui s'ouvre à partir de 2001 est par ailleurs marquée par une grande « créativité » normative. Les individus capturés par les forces armées et les services de renseignement des États-Unis se voient affublés du statut de « combattant illégal » et non de celui de « prisonnier de guerre ». Autrement dit, selon les juristes américains, les conventions de Genève peuvent ne pas s'appliquer à ces personnes. L'usage des « techniques améliorées d'interrogation » sur ces prisonniers constitue aussi une remise en question des normes internationales qui portent sur la prohibition de la torture. Quant au recours aux drones armés, il affaiblit les normes internationales qui interdisent la pratique des assassinats politiques.

Cette courte analyse, on l'aura saisi, critique la politique de sécurité des États-Unis menée depuis la fin de la guerre froide. Elle ne doit cependant pas faire oublier que les États européens ont également des responsabilités en matière de sécurité internationale. Lorsque ces États soutiennent les États-Unis dans des projets

« La politique de sécurité des États-Unis menée depuis la fin de la guerre froide ne doit cependant pas faire oublier que les États européens ont également des responsabilités en matière de sécurité internationale. »

douteux, lorsqu'ils interprètent de manière très extensive une résolution de l'ONU afin de pouvoir décapiter le régime de Kadhafi en Libye en 2011 ou encore lorsqu'ils livrent à qui mieux mieux des armes à l'Arabie saoudite (alors qu'ils sont signataires du traité sur le commerce des armes), ils ne contribuent pas davantage que les États-Unis à la stabilité mondiale. ■

***Christophe Wasinski** est docteur en sciences politiques. Il enseigne à l'université libre de Bruxelles.

La guerre commerciale États-Unis/Chine

Le thème de la « guerre commerciale » déclenchée par les États-Unis contre la Chine est d'actualité, mais nécessite quelques éclaircissements pour éviter les malentendus.

PAR **RÉMY HERRERA***

On dit partout que c'est une mauvaise chose d'imposer du protectionnisme, comme le fait aujourd'hui le président américain Donald Trump. Soit.

PROTECTIONNISME ET LIBRE ÉCHANGE

Une série de questions vient alors : est-ce que cela veut dire que le libre-échange que promeut le chef de l'État français Emmanuel Macron, entre autres, est une bonne chose, que l'ordre économique international, tel qu'il est, fonctionne correctement, de façon satisfaisante, et juste ? Ne ressemble-t-il pas plutôt à un désordre économique international, irrationnel, et qui plus est inique, polarisant, porteur d'inégalités

internationales comme intranationales ? Le libéralisme commercial génère-t-il systématiquement des avantages ? Pour tous ? N'y a-t-il pas dans les échanges des relations de pouvoir qui font très souvent gagner le fort et perdre le faible ? On sait depuis plus de cinq siècles que l'échange est inégal, qu'il opère à l'avantage du Nord (le centre) et au désavantage du Sud (les périphéries).

Et-ce d'ailleurs vraiment le libre-échange qui a sorti de la misère des centaines de millions de Chinois, ou bien autre chose ? Une autre chose qui aurait à voir avec la révolution socialiste qui débuta dans ce pays à partir de 1949. Car, à l'heure présente, le néolibéralisme mondialisé ►►

► entraîne tous les pays dans une spirale destructrice qui les pousse à flexibiliser les marchés du travail et à baisser le « coût du travail » (salaires), à privatiser tout ce qui peut l'être à l'intérieur et à délocaliser les activités à l'extérieur. En réalité, dans le système mondial capitaliste actuel, libre-échange et protectionnisme constituent deux instruments à la disposition des classes dominantes du Nord que ces dernières utilisent, tour à tour, afin de maximiser les profits des oligopoles, mais aussi pour essayer de ralentir de manière artificielle la tendance du taux de profit à baisser.

GUERRE COMMERCIALE, GUERRE MONÉTAIRE

Qu'est-ce donc dans ce contexte qu'une « guerre commerciale » ? C'est l'organisation – par l'État capitaliste – d'une *crise commerciale*, c'est-à-dire, fondamentalement, une forme de dévalorisation du capital qui permette (de façon aussi maîtrisée que possible) de freiner la diminution relative des profits et, accessoirement, de rapporter quelque argent à cet État !

« Maintes entreprises chinoises ont évité les nouvelles barrières douanières en exportant à partir de leurs propres filiales créées à l'étranger, au Vietnam en particulier. »

Le tout, sur fond de crise systémique. Crise systémique du système mondial, lequel ne trouve plus de solutions à l'intérieur de la logique même d'accumulation du capital et de maximisation des profits individuels. Mais aussi crise de l'institution régulatrice du commerce international, l'Organisation mondiale du commerce, que les États-Unis, hégémonie du système mondial, créèrent jadis pour servir au mieux leurs intérêts, mais qu'ils veulent à présent contourner parce que leurs intérêts ne sont plus suffisamment favorisés. Cela n'a pas commencé avec Donald Trump. Barack Obama avait déjà bloqué la machine en refusant, n'oublions pas, de faire participer les États-Unis à la désignation des juges de l'instance de résolution des conflits et différends entre pays membres de l'OMC.

On fait généralement passer Donald Trump pour fou avec le déclenchement de cette guerre commerciale, mais c'est occulter qu'il est un éminent représentant d'une des fractions de la haute finance qui domine (et que l'on peut appeler la fraction « continentaliste », aux prises avec l'autre fraction, « globaliste », active au sein du Parti « démocrate »). Donald Trump veut faire revenir sur le territoire des États-Unis les firmes transnationales états-uniennes qui se sont implantées en Chine. Il a lancé cette guerre économique bien sûr contre la Chine, mais aussi, dans une certaine mesure, contre les transnationales états-uniennes du globalisme (celles de l'informatique, des télécommunications, de robotique, etc.) qu'il critique durement pour avoir privilégié l'investissement en Chine, et qu'il veut voir se relocaliser aux États-Unis.

Côté chinois, une rétorsion adoptée fut notamment d'imposer des taxes douanières sur les produits agricoles importés des États-Unis, spécialement d'États gros producteurs de produits agricoles et pourvoyeurs de voix pour Donald Trump à l'élection présidentielle (comme le Kansas, par exemple). Maintes entreprises chinoises ont évité les nouvelles barrières douanières en exportant à partir de leurs propres filiales créées à l'étranger, au Vietnam en particulier. Le président états-unien a déclaré : les États-Unis ont un déficit commercial bilatéral et *perdent de l'argent* en commerçant avec la Chine. Mais, pour déterminer qui gagne et qui perd dans ces échanges, et savoir qui exploite l'autre, ses experts et conseillers ont-ils préalablement calculé le contenu en valeur des biens échangés ? Lorsqu'ils l'auront fait, il y a fort à parier qu'ils s'apercevront que, dans ces échanges bilatéraux, ce sont les États-Unis qui exploitent la Chine – et non l'inverse.

En attendant, les pays européens, lamentablement suivistes et politiquement soumis à l'hégémonie états-unienne, subiront les dommages collatéraux de la guerre commerciale opposant les deux premières économies mondiales. Les effets négatifs sont multiples : la hausse des tarifs douaniers états-uniens et chinois provoque une baisse des échanges commerciaux, une inflexion de croissance (déjà « de basse intensité »), une perte de confiance dans les affaires, tout cela payé au final par les consommateurs ; effets plus complexes liés à l'imbrication des processus de production des firmes et à l'intégration des chaînes de valeur à l'échelle internationale ;

diminution à attendre des exportations européennes dues au renchérissement de l'euro dans un contexte de « guerre des monnaies » entre le dollar états-unien et le yuan chinois – guerre des monnaies elle aussi lancée, mais depuis des années, par les États-Unis...

Guerre commerciale, guerre monétaire... et bientôt guerre tout court, c'est-à-dire guerre militaire de l'impérialisme états-unien contre la République populaire de Chine ? Sans faire de catastrophisme, ni davantage de géostratégie/fiction, il ne faut pourtant pas être naïfs, mais bien pren-

dre conscience des risques réels que fait courir au monde l'agressivité militaire de la haute finance états-unienne. La prise de conscience de ces dangers est impérative afin d'être en mesure d'en tirer les seules conséquences politiques raisonnables pour la France : sortir notre pays de l'OTAN et tout mettre en œuvre pour stopper la machine infernale de guerre actionnée par l'hégémonie des États-Unis. ■

*Rémy Herrera est économiste. Il est chargé de recherche au CNRS.

L'hégémonie monétaire des États-Unis contre le plan Keynes de 1943

La domination monétaire des États-Unis, basée sur la centralité du dollar, s'est imposée après 1944 face aux projets alternatifs de structuration du système monétaire international, notamment face au plan Keynes de 1943, pourtant toujours d'actualité.

PAR **ADRIEN FAUDOT***

L'unilatéralisme du système monétaire « international » octroie à la puissance émettrice de la monnaie dominant les échanges internationaux, les États-Unis, un avantage lui permettant d'influencer les politiques économiques des pays faisant usage du dollar. En l'absence d'une monnaie proprement internationale, les participants aux échanges utilisent des monnaies nationales (en fait, seulement un petit nombre de monnaies nationales) pour procéder aux paiements internationaux. Ils sont aujourd'hui largement incités à faire usage de la monnaie américaine.

LE POIDS DE L'ACQUISITION DE LIQUIDITÉ INTERNATIONALE

En raison de cette situation, les participants aux échanges s'exposent à un certain nombre de problèmes, particulièrement dans les pays sous-développés : problèmes liés à l'accès à la liquidité, avec des pénuries qui se manifestent durant les périodes de crise ; problèmes d'accès aux infrastructures de paiement en cas de sanctions dont la puissance émettrice de la monnaie peut faire usage. L'un comme l'autre sont utilisés par les États-Unis pour aligner les pays dépendants du dollar sur sa politique économique ou sur sa politique étrangère.

Le problème de l'acquisition de liquidité internationale n'est pas nouveau. Un effort s'impose de fait à l'ensemble des pays contraints d'utiliser une monnaie étrangère pour accéder aux échanges internationaux. Cette contrainte peut être expliquée selon la logique suivante : imaginons une entreprise située en Malaisie et ayant besoin de dollars américains nécessaires à ses importations de biens d'équipement et à sa trésorerie. L'entreprise va emprunter un montant P de dollars. Elle devra rembourser, à échéance, le principal plus les intérêts du prêt. Grâce aux dépenses d'investissement de biens d'équipement et à la mise en route de la production, l'entreprise va exporter et générer des revenus, avec lesquels elle pourra rembourser le prêt. Il faut donc que ces revenus soient supérieurs aux dépenses liées au remboursement du prêt (intérêts et principal). Cette contrainte de survie induit une pression compétitive qui pèse sur les marges de manœuvre du pays. Elle est d'autant plus pesante que les pays sont en concurrence sur les marchés d'exportations.

Le problème de l'accès à la liquidité apparaît clairement dans les épisodes de crise économique, qui donnent lieu à des rapatriements brutaux de capitaux et à un gel des crédits inter- ►►

►► bancaires. La crise de 2008 en a donné un fameux exemple. Elle était avant tout une crise dont l'épicentre était l'économie américaine, mais la crise de confiance du système bancaire américain a généré de graves dysfonctionnements dans le financement du commerce international. Certains pays, comme la Corée du Sud, qui n'auraient pas dû subir les effets – ou très peu – de la crise des *subprimes* ont été victimes d'une pénurie de dollars.

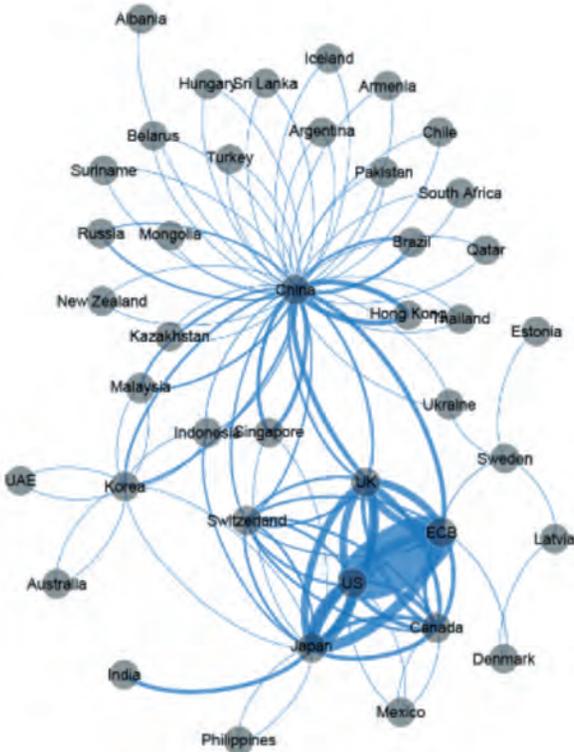
Ayant eu très tôt conscience du problème de la rareté de la monnaie internationale, dès Bretton Woods, les gouvernements ont créé des institutions pour essayer de réallouer la liquidité. La tentative de l'économie mondiale de se doter d'institutions telles que le Fonds monétaire international, créé en 1944 par les accords de Bretton Woods ou d'instruments tels que les droits de tirages spéciaux (DTS), créés en 1969, pour redistribuer la liquidité internationale, se heurte à l'impossibilité de connaître à l'avance les besoins en liquidité générés par les échanges internationaux. Ce problème avait déjà été démontré par Keynes, lorsque celui-ci cherchait à défendre son plan.

« Alors que le plan Keynes prévoyait un système de découverts automatiques autant que de besoin pour les échanges internationaux, les États-Unis souhaitent conserver à des fins de domination la main sur les leviers d'allocation de la monnaie "internationale". »

Dans le cadre du système hérité de Bretton Woods, ces manquements résultent des préférences américaines en la matière. Alors que le plan Keynes prévoyait un système de découverts automatiques autant que de besoin pour les échanges internationaux, les États-Unis souhaitent conserver à des fins de domination la main sur les leviers d'allocation de la monnaie « internationale ».

Pour se prémunir des épisodes de pénurie de liquidités, les autres pays doivent développer des stratégies complexes. Beaucoup tentent d'éviter toute pénurie en développant des stratégies d'accumulation de réserves de change, à travers des politiques mercantilistes. Cette stratégie est pénible à mettre en œuvre car elle demande des efforts considérables aux populations, et la concurrence internationale rend ses résultats incertains.

Une autre solution, réservée à un nombre réduit de pays, est de signer des accords de *swaps* (technique financière consistant en un échange de crédits) avec la Réserve fédérale, afin de se prémunir de tout risque de pénurie. Ces accords



Accords bilatéraux de *swaps* entre banques centrales, en octobre 2015. Les États-Unis ont contracté des accords importants permettant d'assurer avec les banques centrales des pays signataires l'approvisionnement en dollar américain. D'autres pays, à l'image de la Chine, ont signé des accords similaires pour favoriser l'accès à leur monnaie respective.

Source : S. Bahaj et R. Reis, « Central bank swap lines », *Credit, Banking and Monetary Policy*, BCE, Francfort, 23 octobre 2017.

se sont développés à la suite de la crise des *sub-primes*. Ils sont représentés dans le schéma de la page précédente. Les États-Unis se trouvent ainsi au centre d'un réseau de coopération entre banques centrales ayant pour but de maintenir constant l'approvisionnement en dollars. L'octroi des lignes de crédit par la banque centrale américaine dépend de critères politiques (exemple de l'Inde ou du Chili non retenus, contrairement au Mexique, ou au Brésil), la Réserve fédérale ne jouant le rôle de prêteur en dernier ressort international que pour une liste restreinte de pays alliés.

LES DIFFICULTÉS D'ACCÈS AUX INFRASTRUCTURES DE PAIEMENT

Venons-en au second problème, l'accès aux infrastructures de paiement. Les systèmes monétaires actuels reposent sur un système de paiement hiérarchisé. Les établissements bancaires créent la monnaie à l'occasion des opérations de crédit, et passent par leur compte à la banque centrale pour les règlements interbancaires. Les banques centrales fournissent les moyens de paiement interbancaires et assurent le bon déroulement des opérations. Points de passage obligés pour l'accès au système de paiement, elles imposent également des normes et des conventions, conditionnant l'accès au système. Les banques commerciales sont tenues de les respecter, faute de quoi elles pourraient se voir privées des opérations interbancaires, ce qui reviendrait à les exclure du système et conduirait à leur liquidation immédiate.

Or les institutions du dollar américain, qui centralisent les comptes et exécutent les paiements, appliquent les lois américaines. Dans ce cadre, lorsque l'OFAC (Office of Foreign Assets Control)

place sur liste noire une série d'établissements, voire les entités d'un pays entier, il devient impossible pour tout acteur relié aux systèmes de paiement américains de maintenir des relations commerciales avec ces entités. La banque BNP-Paribas en a fait les frais en 2014 en payant une amende record de 8,9 milliards d'euros, après avoir été traduite en justice pour avoir réalisé des transactions avec des entités figurant sur la liste noire de l'OFAC (Iran, Soudan, Cuba).

Cette arme est punitive, mais aussi dissuasive. Si la France décidait de reprendre son commerce avec l'Iran, les entités françaises se verraient rapidement interdire l'accès non seulement au marché américain mais aussi aux systèmes de paiement en dollars, c'est-à-dire au marché mondial. La France a donc choisi de suivre la diplomatie américaine et de se retirer de fait de l'accord de Vienne. Bien sûr, au-delà de la dimension monétaire et du système de paiement, la puissance militaire et économique américaine a certainement joué un rôle important. Ainsi, en dépit du lancement du mécanisme de compensation INSTEX, qui devrait permettre de poursuivre des transactions avec des firmes iraniennes en contournant le dollar, les entreprises françaises se sont tout de même retirées d'Iran, ce qui montre que l'impérialisme états-unien a d'autres cordes à son arc.

REFONDER LE SYSTÈME MONÉTAIRE SUR DES BASES RÉELLEMENT INTERNATIONALES

Dans le contexte actuel, le plan Keynes avance des propositions intéressantes pour refonder le système monétaire sur des bases réellement internationales et émancipées de la domination unilatérale du dollar, au-delà même des objectifs politiques poursuivis par Keynes (défenseur des intérêts britanniques).

Le plan prévoit la création d'une chambre de compensation en monnaie internationale (*ban-cors*) pour les paiements interbancaires internationaux, avec des découverts automatiques pour les pays débiteurs. Les problèmes de liquidité seraient résolus puisque la création de *ban-cors* ne serait pas conditionnée à des dépôts préalables de la part des pays membres. La chambre de compensation agirait comme une agence centrale assurant le financement du commerce international, le temps que s'opèrent les rééquilibrages entre débiteurs (importateurs nets) et créditeurs (exportateurs nets).

Concernant le pouvoir de contrôle de l'infra- ►►

« La crise de 2008 était avant tout une crise dont l'épicentre était l'économie américaine, mais la crise de confiance du système bancaire américain a généré de graves dysfonctionnements dans le financement du commerce international. »

► structure de paiement, l'instauration du plan Keynes pourrait être aussi l'opportunité de séparer le système des paiements internationaux de la portée directe des appareils gouvernementaux nationaux. Il s'agirait de créer un organe dont la direction serait élue par ses nations membres et partagée par celles-ci. De cette manière il serait impossible, pour un membre, de décider de manière unilatérale qu'un autre membre soit exclu des paiements internationaux.

Puisque l'International Clearing Bank serait en quelque sorte « la banque centrale des banques centrales », il s'agirait ici d'appliquer le principe de distanciation qui caractérise déjà les systèmes bancaires domestiques, en vertu duquel les banques commerciales se plient, par une sorte de soumission volontaire, à la banque centrale au-dessus d'elles.

Il est tout à fait concevable d'imaginer un système de prise de décision interne à la chambre de compensation suivant les principes du multilatéralisme, à l'image des organismes onusiens aujourd'hui. L'établissement de la chambre de compensation et son succès devraient reposer sur des règles internationales s'imposant à tous. Au demeurant, la mise en œuvre du plan Keynes devrait très largement freiner les aspects les plus négatifs de la dynamique de la globalisation

« Si la France décidait de reprendre son commerce avec l'Iran, les entités françaises se verraient rapidement interdire l'accès non seulement au marché américain mais aussi aux systèmes de paiement en dollars, c'est-à-dire au marché mondial. »

financière. Le plan Keynes devra s'accompagner de contrôles pour assurer que les flux internationaux soient comptabilisés et intégrés dans la matrice de la chambre de compensation, ce qui faciliterait la lutte contre l'évasion fiscale ou le blanchiment.

On voit ainsi que, dans l'optique de proposer un système monétaire véritablement international et multilatéral, le plan Keynes est toujours d'actualité, et peut même aider à résoudre des problèmes pour lesquels il n'a pas été conçu. ■

*Adrien Faudot est économiste. Il est maître de conférences à l'université Grenoble Alpes.

Wall Street, cœur financier des États-Unis et de la mondialisation capitaliste

En 2007, cinq grandes banques de marché incarnaient la puissance de Wall Street : Merrill Lynch, Goldman Sachs, Morgan Stanley, JP Morgan Chase et Lehman Brothers. Aucune n'est sortie indemne de la crise financière de 2007-2008. Et pourtant, treize ans plus tard, Wall Street règne à nouveau, plus que jamais, sur le système financier occidental.

PAR DENIS DURAND*

Lehman Brothers a disparu du jour au lendemain, le 15 septembre 2008. Merrill Lynch a été absorbée par une grande banque de dépôt, Bank of America. JP Morgan Chase résulte aujourd'hui d'une série de fusions et de prises de contrôle, dont celles, en 2008, de Bear Stearns et Washington Mutual, deux pro-

tagonistes de la crise des *subprimes* en faillite. Morgan Stanley n'a survécu qu'en recevant la plus grosse part des fonds publics avancés d'urgence, au plus fort de la crise, par l'État américain. Et pourtant, treize ans plus tard, Wall Street règne à nouveau, plus que jamais, sur le système financier occidental.

L'INSTITUTION LA PLUS EMBLÉMATIQUE DE CETTE DOMINATION : BLACKROCK

Aujourd'hui, l'institution la plus emblématique de cette domination aux yeux du public n'est pas exactement une banque. C'est un organisme spécialisé dans les placements en Bourse, qui a son siège à Manhattan (et des implantations dans une dizaine de paradis fiscaux) : BlackRock, le premier gestionnaire d'actifs du monde, à la tête de 6 000 milliards de dollars (trois fois le total des placements de toutes les compagnies d'assurances en France). La mobilisation pour les retraites a mis en évidence son influence sur le gouvernement Macron. On a pu noter qu'en France il possède des participations dans dix-huit sociétés du CAC40 ; par exemple, plus de 5 % dans ATOS dont le P.-D.G., Thierry Breton, vient d'être nommé commissaire européen. On ne sera pas étonné d'apprendre que le président du conseil de surveillance de BlackRock Allemagne, Friedrich Merz, est l'une des personnalités susceptibles de succéder à Angela Merkel comme chancelier fédéral...

BlackRock fait partie de ce qu'on appelle le *shadow banking*, cet ensemble d'institutions qui participent à la circulation de l'argent sans avoir le statut de banque et sans être soumises aux réglementations et à la surveillance qui encadrent l'action de la profession bancaire.

Ce poids des marchés financiers – concrètement, aujourd'hui, ces réseaux de salles de marchés où s'échangent des titres tels que les actions, les obligations, les titres du marché monétaire et tous les « produits dérivés » conçus pour faciliter toutes les formes de spéculation – est un trait caractéristique des économies nord-américaines. Aux États-Unis, les banques ne gèrent que 23 % des actifs circulant dans le système financier (58 % en France, 52 % en Allemagne, 48 % au Japon). En revanche, la part des fonds de pension et des autres intermédiaires financiers tels que les gestionnaires d'actifs comme BlackRock et les fonds de placement spéculatifs (*hedge funds*) atteint 53 % aux États-Unis contre 16 % en France, 22 % en Allemagne, 17 % au Japon. En d'autres termes, le financement de l'économie qui, en Europe, est pour l'essentiel une affaire négociée entre des banques et leurs clients, passe aux États-Unis par l'émission de titres qui s'échangent ensuite entre des organismes dont le métier est de spéculer sur la hausse ou la baisse de leurs cours. C'est cette titrisation, appliquée au financement par les ménages américains de leurs

« BlackRock fait partie de ce qu'on appelle le *shadow banking*, cet ensemble d'institutions qui participent à la circulation de l'argent sans avoir le statut de banque et sans être soumises aux réglementations et à la surveillance qui encadrent l'action de la profession bancaire. »

acquisitions de logements, qui a transformé en 2007 le krach dit « des *subprimes* » et la plus grave crise économique depuis la Deuxième Guerre mondiale.

EN PERMANENCE LES BANQUES FONT CRÉDIT AUX SPÉCULATEURS

Cela ne veut pas dire que les banques joueraient un rôle secondaire dans le système financier américain. Au contraire, les marchés de titres ne fonctionnent que parce qu'en permanence les banques font crédit aux spéculateurs. La monnaie créée par le crédit est le fluide vital qui alimente le cancer financier, alors que le métier des banques devrait être d'alimenter la création de richesses par le travail des femmes et des hommes.

Le système bancaire américain est assez fragmenté. Il comprend près de six mille banques dont la plupart n'exercent leur activité qu'au niveau local. Il a cependant connu un processus de concentration, d'abord avec la libéralisation financière des années 1980, qui a permis à des *holdings* bancaires de posséder des filiales dans plusieurs États, et qui a abouti à l'abolition, en 1999, du Glass-Steagall Act qui, depuis 1933, interdisait aux banques commerciales d'émettre, de placer ou de négocier des titres sur le marché financier. Ensuite, les restructurations qui ont suivi la crise de 2007-2008 ont renforcé la taille et la puissance des quelques grandes banques qui ont pignon sur rue à Wall Street, en particulier les plus grandes : JP Morgan Chase, Bank of America, Goldman Sachs, Wells Fargo dominent le marché monétaire du dollar, l'émission des titres de la dette publique américaine, les fusions, acquisitions, restructurations du capital des ►►

► multinationales, la circulation des capitaux et l'optimisation fiscale, la fourniture de liquidités aux fonds de placement, *hedge funds* et autres acteurs du *shadow banking*...

LE CŒUR FINANCIER DU MONDE

Au total, Wall Street, à la pointe de Manhattan où se situent les sièges des grandes banques et celui de la Réserve fédérale de New York, est bien le cœur financier de l'Amérique; c'est du même coup le cœur financier du monde.

Le dollar est la première monnaie mondiale de facturation du commerce international. Quiconque veut commercer en dollars doit donc avoir accès au système bancaire des États-Unis qui, seul, peut bénéficier d'un refinancement par la Réserve fédérale américaine, l'équivalent, outre-Atlantique, de la Banque centrale européenne. De fait, toute l'économie mondiale dépend des autorités américaines. Un épisode très significatif l'a montré. Au début de la crise de 2007-2008, la Réserve fédérale des États-Unis a passé des accords de *swaps* avec la BCE et d'autres banques centrales du monde, pour pouvoir leur fournir en urgence des dollars. Sans cette action, les banques européennes en manque de liquidités auraient risqué de connaître le sort de Lehman Brothers.

L'hégémonie du dollar va en effet bien au-delà de son seul rôle dans la facturation des transactions commerciales. La monnaie des États-Unis est la première monnaie de réserve internationale, et 50 % des crédits bancaires internationaux sont libellés en dollars.

Ainsi, un seul État, celui des États-Unis, a le privilège d'émettre librement et à un coût nul cette véritable monnaie mondiale. Comme les entreprises et les États du monde entier souhaitent que leurs réserves internationales soient libellées en dollars, cette émission peut prendre d'énormes proportions sans mettre en péril la crédibilité de la monnaie américaine, ni affecter de façon incontrôlable son cours sur le marché des changes. Cela fait de la monnaie américaine le vecteur majeur d'une mondialisation financière structurée par les multinationales et polarisée autour de Wall Street.

« La monnaie créée par le crédit est le fluide vital qui alimente le cancer financier, alors que le métier des banques devrait être d'alimenter la création de richesses par le travail des femmes et des hommes. »

PÉRILS FINANCIERS ET ÉCOLOGIQUES

« La fragmentation des chaînes de valeur mondiale des multinationales, l'ouverture générale à la globalisation financière, sa domination sur le crédit bancaire pour des surendettements et les opérations spéculatives, sans parler de la prolifération des services bancaires parallèles (*shadow banking*) appuyant la fraude, la corruption et le banditisme, ont fait exploser l'usage et le besoin du dollar. « Drogué au dollar comme jamais, le monde devient fou à l'idée d'en manquer. » (Yves Dimicoli, rencontres internationales

« Que faire face à la mondialisation capitaliste ? » organisées par le PCF et la revue *Économie et politique*, les 7 et 8 février derniers.) Mais c'est aussi pourquoi l'hégémonie du dollar et de Wall Street n'a jamais été aussi fragile. Elle est mise en cause par la montée des périls qui accompagnent la crise actuelle de la mondialisation capitaliste. Périls

financiers : l'inflation des prix des actifs financiers, en particulier ceux de la dette publique américaine prépare un krach plus retentissant encore que celui de 2007. Périls écologiques : l'ère du dollar s'identifie à celle du pétrole. Périls politiques avec la guerre économique de Trump contre la Chine, qui est en même temps l'un des principaux créanciers du Trésor américain, et qui a pris différentes initiatives, avec les autres pays émergents, pour mettre en place des institutions financières internationales émancipées de la tutelle des États-Unis, jusqu'à proposer le remplacement du dollar par un nouvel instrument de réserve internationale développé à partir des droits de tirage spéciaux du FMI, une idée déjà exprimée par Paul Boccard en 1983.

L'avenir de la civilisation dépendra ainsi des possibilités de convergence entre les multiples contestations de l'hégémonie financière et monétaire du néo-impérialisme américain : celle des pays émergents, celle qui s'exprime aux États-Unis même avec la montée d'une gauche hostile à Wall Street, celle des luttes pour un modèle social européen émancipé de la dictature des marchés financiers. ■

*Denis Durand est économiste. Il est directeur de la revue *Économie & Politique*.

Investir et spéculer sur le logement après la crise des *subprimes*

Les innombrables logements d'où ont été expulsés 12 millions de ménages ont été soit laissés vacants, soit détruits ou encore rachetés par de modestes investisseurs locaux, d'autres devenant la propriété de groupes de gestions d'actifs.

PAR **RENAUD LE GOIX***

La crise financière de 2007-2008 a remodelé le paysage du logement aux États-Unis : dans les quatre années qui suivirent la crise des *subprimes*, près de 12 millions de ménages (entre 30 et 40 millions de personnes donc) ont été expulsés de leur maison, en particulier des ménages modestes, et plus particulièrement des ménages afro-américains ou hispaniques et latinos, qui avaient été spécifiquement ciblés lors de la commercialisation de ce type de prêts toxiques. Cette crise sans précédent a constitué un tournant dans les études urbaines et du marché du logement, car elle a permis de mettre en avant les questionnements sur la financiarisation du logement. Depuis, l'effondrement des prix, la vacance de nombreux logements, et surtout les saisies et ventes aux enchères, les conditions du marché du logement dans les métropoles des États-Unis ont été très largement favorables à l'achat massif de propriétés par des investisseurs. Ceux-ci sont divers dans leur configuration et dans leurs objectifs. Quel devenir pour des propriétés saisies, dévalorisées, voire délabrées, non entretenues, dans des quartiers sinistrés ? De multiples trajectoires ont été suivies.

UNE POLITIQUE DE TABLE RASE

Un très grand nombre de propriétés restent vacantes : entre 2006 et 2009, le taux de vacance a explosé, en particulier dans des villes comme Las Vegas (+ 56 %), Tucson (+ 47 %) ou Orlando (+ 46 %). En 2015, un grand nombre de propriétés sont restées vacantes, en moyenne 4 % dans les aires métropolitaines, ce taux ne se réduisant à la faveur de la reprise des marchés que dans les

plus grandes métropoles notamment du Sud et de l'Ouest. Les métropoles les plus touchées demeurent dans une situation délicate, et ce taux atteint 7 % à Detroit et Cleveland, 5,5 % à Cincinnati, Pittsburgh, Baltimore, toutes des villes doublement touchées par la désindustrialisation et la crise des *subprimes*. Confrontées à l'absence de moyens, les localités ne disposant pas de ressources financières suffisantes ont opté pour une politique de table rase fondée sur la démolition des logements vacants, encoura-

« Les biens saisis par les créanciers n'ont souvent pas été conservés par les banques mais ont été cédés à des investisseurs à des fins de valorisation ultérieure (spéculation d'attente) ou placés sur le marché locatif. »

gées en cela par les modalités d'attribution des financements dédiés à la revitalisation urbaine, comme le montre l'étude de Florence Nussbaum dans les banlieues sud de Chicago. De même, une partie importante des propriétés saisies ont été détruites, les investisseurs se contentant de conserver les terrains, dans une simple logique de réserve foncière.

Pour mieux saisir le contexte, il faut revenir sur le sens du terme financiarisation, qui désigne ►►

►► deux niveaux différents, parfois confondus. D'une part, le rôle de la masse croissante de capitaux ou d'actifs pour lesquels les détenteurs (fonds d'investissement, banques, fonds souverains, etc.) sont en quête d'investissements, depuis les années 1980, dans un cadre déréglementé (au niveau national en particulier, avec une ouverture des marchés de l'investissement), avec moins d'intermédiaires de marché (désintermédiation), et décloisonné (rapprochements entre banques de dépôts et banques d'affaires par exemple). Dans une certaine mesure, la crise des *subprimes* a servi d'indicateur sur la manière dont les prêts à risques des ménages américains ont servi de supports d'investissements dans des produits complexes (titres) échangés sur les marchés, la construction de ces marchés sur la base d'un endettement croissant des ménages et d'une solvabilisation des ménages aux revenus modestes, avec d'importants facteurs de risques de défaillance. Mais s'il faut comprendre ce qui se passe en bas de la chaîne de valeur de l'investissement, il faut s'intéresser à une financiarisation plus ordinaire, c'est-à-dire la manière dont l'ensemble des acteurs des marchés du logement (promoteurs, bailleurs) obéissent désormais essentiellement à des rationalités financières, tout comme les ménages, pour lesquels l'achat d'une maison ou d'un bien immobilier, dans des marchés inflationnistes, comporte une forte valeur assurantielle : c'est un investissement sur l'avenir. Or tout le paradoxe est que le marché du post-*subprime* est un marché globalement déprimé et volatile.

LA MISE SUR LE MARCHÉ LOCATIF

Les biens saisis par les créanciers – les REO (*Real Estate Owned*) – n'ont souvent pas été conservés par les banques, qui n'avaient que faire d'entretenir des propriétés vacantes qui se dégradaient rapidement. Beaucoup ont été cédés à des investisseurs à des fins de valorisation ultérieure (spéculation d'attente) ou placés sur le marché locatif. C'est la source d'une mutation radicale : les *suburbs* (banlieues) résidentielles, paradigme

« Les localités ne disposant pas de ressources financières suffisantes ont opté pour une politique de table rase fondée sur la démolition des logements vacants, encouragées en cela par les modalités d'attribution des financements dédiés à la revitalisation urbaine. »

de la propriété occupante, deviennent désormais des périphéries où les locataires comptent : on estime que les maisons individuelles représentent désormais près de 40 % des logements locatifs dans le pays. Une enquête a été réalisée en 2012 dans la région de Los Angeles, sur ces REO saisis à la suite d'un défaut de paiement (*foreclosure*), mais qui n'ont pas trouvé preneur lors de la vente aux enchères, et qui sont donc devenus propriété d'institutions financières. Elles démontrent que

les biens situés dans les quartiers afro-américains avaient les plus grandes difficultés à trouver preneur. De même, les probabilités de revente étaient très faibles dans les quartiers latinos, aux valeurs dégradées dans les zones centrales et les périphéries résidentielles éloignées. Parmi les REO finalement vendus sur un marché très déprimé, l'étude montre que les biens suburbains ou ex-urbains de quartiers latinos ont plus de proba-

bilités d'être vendus à des petits investisseurs individuels ou familiaux qui destinent le bien à la location, qu'à un propriétaire-occupant. Les opportunités de capture de la rente par de petits investisseurs locaux se traduisent par des achats groupés, jusqu'à une dizaine ou une vingtaine de propriétés achetées simultanément. Ce faisant, on note donc deux types de trajectoires : des biens rachetés par de modestes investisseurs locaux, d'autres devenant la propriété de groupes de gestions d'actifs.

DES BIENS RACHETÉS PAR DE MODESTES INVESTISSEURS LOCAUX

La première catégorie a été analysée par Florence Nussbaum en 2019, à Chicago et à Houston, et concerne les bâtiments vacants, et en particulier ceux rachetés lors de ventes aux enchères pour taxes impayées et REO. Elle montre que les propriétés délaissées, dans des quartiers vulnérables ou en déprise économique, constituent désormais un segment de marché à part entière, ciblé par un ensemble d'investisseurs dont les stratégies sont centrées sur la maximisation de la rente dans un contexte de faibles perspectives de valorisation foncière et immobilière. Il s'agit

soit de perspectives de revente rapide (réhabilitation rapide ou construction d'un nouveau bien sur le terrain), soit d'objectifs à long terme de réserves foncières, de rétention (miser sur le locatif en attendant de pouvoir revendre des biens après une hypothétique reprise), ou de *milking*, stratégie d'exploitation rentière des propriétés. L'ancrage des investisseurs est local, souvent modeste, minimisant les coûts, n'entretenant pas les propriétés. D'autres, des entreprises masquées derrière des boîtes aux lettres et domiciliées dans d'autres États du pays, sont adeptes de pratiques prédatrices et de négligence vis-à-vis des locataires mais aussi des autorités publiques. Ce qui est remarquable, c'est l'absence ou la faiblesse des autorités publiques dans la régulation de l'après-crise, essentiellement pour des raisons liées à leur manque de moyens.

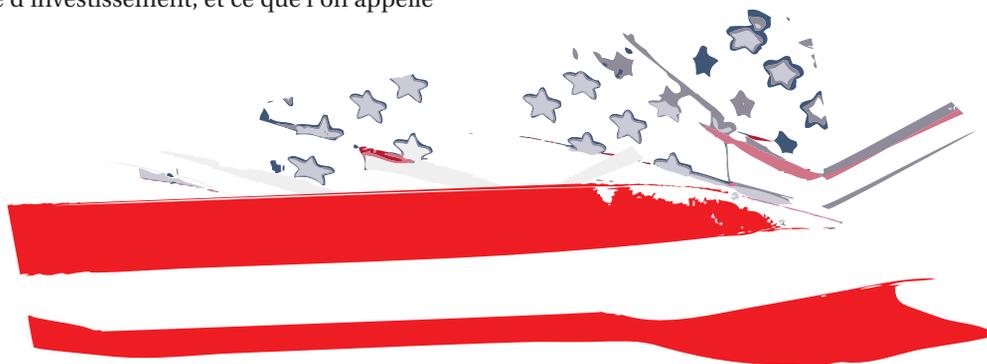
LE TRANSFERT VERS LE SECTEUR LOCATIF

La seconde catégorie est au cœur d'une évolution radicale, celle du transfert de millions de biens du segment de la propriété occupante vers le secteur locatif : on estime que 11,6 millions de maisons individuelles étaient en location en 2006, 15,4 millions en 2016. Alors que la plupart sont des petits investisseurs, comme on l'a vu, les grands groupes, par exemple Blackstone, déploient savoir-faire dans le repérage des propriétés vacantes et *lobbying* pour ajuster les conditions fiscales de leurs opérations, afin de disposer de portefeuilles allant jusqu'à cent mille biens environ. Les modes opératoires de ces grands groupes, d'ampleur nationale (Invitation Homes, American Homes 4 Rent, Waypoint Homes, Progress Residential, Tricon American Homes) sont décrits par Desiree Fields (2019) car ils présentent la particularité d'opérer un couplage entre la financiarisation de l'immobilier résidentiel, comme nouvelle classe d'un portefeuille d'investissement, et ce que l'on appelle

« Les grands groupes opèrent un couplage entre la financiarisation de l'immobilier résidentiel, comme nouvelle classe d'un portefeuille d'investissement, et ce que l'on appelle la gouvernance algorithmique, en particulier à travers les systèmes de plateformes en ligne. »

la gouvernance algorithmique, en particulier à travers les systèmes de plateformes en ligne. D'un point de vue financier, ces firmes internalisent le système financier, adossant leurs investissements sur l'émission de titres, sans dépendre d'intermédiaires, opérant comme un système d'achat de portefeuille immobilier et de bailleur centralisé et robotisé au niveau national. Sur le fonctionnement en plateformes, ces nouveaux bailleurs opèrent comme le ferait Airbnb, c'est-à-dire entièrement de manière dématérialisée, l'ensemble des relations avec les locataires ayant lieu à travers une application sur Smartphone, depuis le *scoring* (évaluation et notation) de la solvabilité du candidat au bail, jusqu'au signalement du congé du locataire, en passant par l'ensemble des relations (par exemple, une intervention sur une panne d'équipement). L'ensemble de la chaîne de valeur du bail et de la location est désormais dématérialisé. La crise de 2007-2008 a bien contribué à faire évoluer, radicalement, le paysage du logement aux États-Unis. ■

*Renaud Le Goix est géographe. Il est professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne



Le dollar et les multinationales, piliers de l'impérialisme technologique US

Pour comprendre l'hégémonie technologique états-unienne et sa perpétuation impérialiste, il faut saisir ce que sont les multinationales et le dollar. Et faire un petit détour théorique marxiste.

PAR **FRÉDÉRIC BOCCARA***

LES FIRMES MULTINATIONALES

Les firmes multinationales (FMN, ou encore *transnationales*) ne sont pas simplement des grandes entreprises. Ce sont des entités transfrontières qui coproduisent et partagent les ressources productives, informationnelles et financières... mais de façon monopoliste.

Monopoliste, c'est-à-dire qu'elles s'approprient ces ressources et résultats (résultats financiers ou de recherche) situés dans les différents pays où elles contrôlent leurs filiales. Elles le font pour nourrir le capital en les mutualisant au sein de leur propre réseau. Elles utilisent pour cela des outils de transfert financier (prix de transfert, royalties, prêts intragroupe...) et le pouvoir que leur confère le contrôle par le capital financier de la tête de groupe. Le capital financier a la forme de titre financier : valeur monétaire marchande et pouvoir de décision. Les technologies elles-mêmes sont « encapsulées » sous forme d'actifs immatériels à peu près comme des titres financiers.

Avec la révolution informationnelle, les informations sont relativement dissociées des localisations et peuvent être simultanément « ici et là », utilisées dans différents pays. C'est le cas avec la formule d'un médicament, ou avec les logiciels qui pilotent les équipements qui vont le fabriquer. Or une information (la formule du médicament, les logiciels) coûte cher à être mise au point. Mais une fois mise au point elle peut être utilisée dans le monde entier sans surcoût, au contraire d'une machine qu'il faut détenir en double et payer deux fois pour être utilisée dans deux pays. Son coût est ainsi étalé comme un coût fixe, d'autant plus que le réseau de la

FMN est grand. En revanche, le contrôle financier des filiales va demander des dépenses importantes, soit pour acheter ces filiales, soit pour en conserver le contrôle face à d'autres prédateurs. Cela renvoie à la suraccumulation financière.

On a affaire à des FMN d'une nature nouvelle, porteuses d'une nouvelle efficacité. Cette efficacité (par partage d'un coût fixe informationnel dans un immense réseau) est décuplée pour les multinationales les plus informationnelles, comme les GAFA, avec en outre un caractère de rente et spéculatif décuplé car certaines informations ont un caractère naturel et ne sont pas produites par le travail humain. Elles jouent sur ces coûts globaux qu'elles vont imputer à un pays en particulier, alors qu'ils devraient être répartis entre toutes les localisations, et les mettent en concurrence avec les coûts locaux. Ces FMN combinent cela avec leur fonctionnement classique de pouvoir de marché et de prédation des ressources naturelles, colonial. On a affaire à un néo-impérialisme et à un néocolonialisme.

LE DOLLAR

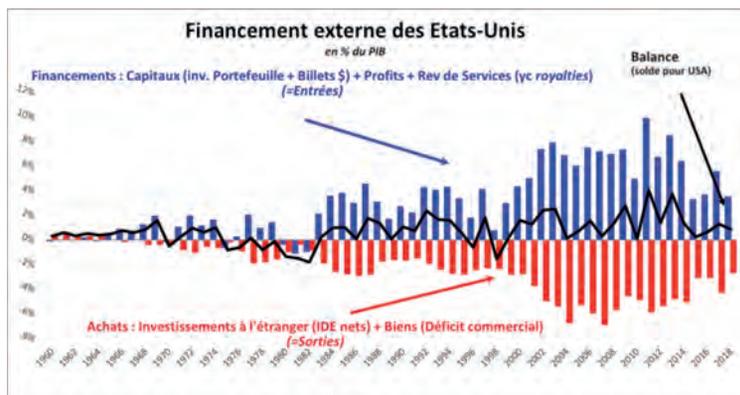
Le rôle impérial du dollar va bien au-delà de sa domination dans les échanges de marchandises comme « intermédiaire des échanges », qui alimente la demande mondiale en dollars, ou comme « unité de compte », soumis aux variations de son taux de change et qui incite à la localisation des multinationales en « zone dollar ». Son rôle de « réserve de valeur » est considérable, car il force les détenteurs à le conserver et à soutenir sa valeur, pour ne pas y perdre. Cela alimente une confiance spéculative dans le dollar.

Son rôle est aussi déterminant dans tous les rapatriements de bénéfices effectués par les multinationales ainsi que dans leurs paiements informationnels (royalties, etc.) le total des deux s'élève au moins à 515 milliards de dollars en faveur des États-Unis. Ils alimentent la demande de dollars et soutiennent sa valeur sur le marché des changes. Mais le rôle du dollar comme « monnaie de crédit » mondiale est peut-être encore plus important.

Un seul État, celui des États-Unis, a le privilège de l'émettre librement et à un coût nul. La dette publique, qui représente plus de 100 % du PIB, est financée par simple émission de dollars... que tout le monde veut détenir ! Il est toujours convertible (depuis la transformation des institutions de Bretton-Woods en 1973 par un véritable coup de force). Au total, sa position dominante comme monnaie de réserve fait que l'émission d'énormes liquidités en dollars a de faibles effets sur sa valeur comme sur sa crédibilité.

À travers le dollar, un site et un État est renforcé, mais surtout les capitaux à base américaine. Et ce site comme cet État est au carrefour de l'ensemble des capitaux et des multinationales comme de la domination informationnelle impériale mondiale des multinationales US. C'est bien un instrument impérial contre les peuples, y compris à présent contre le développement du peuple des États-Unis, lui-même. Globalement, le dollar agit comme une pompe aspirante et refoulante pour la domination prédatrice des multinationales états-uniennes sur le monde et leur avance informationnelle, en faveur de l'accumulation financière et matérielle.

Les statistiques montrent que les liquidités de toutes origines entrent aux États-Unis pour se convertir en dollars sous la forme d'investissements de portefeuille, c'est-à-dire très minoritaires, de bons du Trésor US, de rapatriements de bénéfices, de paiements de services technologiques et de réserves en dollars détenues par les banques centrales des autres pays. Cela permet au capital américain de financer des prises de contrôle d'entreprises à l'étranger (investissements directs) et des achats de marchandises pour les intrants productifs technologiques ou pour leur consommation finale. Entre les deux, il y a un excédent, hormis quelques rares années de crise. Cet excédent peut s'élever, selon les années, à 100 ou 200 milliards de dollars. Il finance à bon compte les dépenses publiques



(éducation, recherche) et informationnelles des États-Unis qui participent grandement à l'avance technologique du pays (cf. graphique ci-dessus). Le circuit du dollar est donc au cœur du fonctionnement du néo-impérialisme des multinationales de la révolution informationnelle et du capitalisme monopoliste d'État (CME) en crise. Il faudrait ajouter au tableau les besoins énormes d'avances avant de produire, prélevées sous forme d'emprunts entrants aux États-Unis, issus de la création monétaire des banques centrales hors États-Unis pratiquant des politiques de bas taux d'intérêt.

POMPAGE TECHNOLOGIQUE ET FINANCIER DU MONDE ET MISE EN RÉSEAU MONOPOLISTE PAR LE DOLLAR ET LES MULTINATIONALES

Ainsi, FMN et dollar sont couplés pour le pompage technologique et financier du monde et sa mise en réseau monopoliste. Mais en réalité l'avance informationnelle des États-Unis est le résultat d'un travail « commun ». Ce résultat devrait être partagé : c'est une avance commune du monde entier qui fait « système » pour développer les connaissances. Or non seulement ce savoir technologique est utilisé dans le monde entier, mais il est en outre un levier formidable d'efficacité et de baisse des coûts au profit des capitaux américains et de leur gonflement financier.

Tout cela renforce encore l'attractivité des États-Unis. L'ensemble des capitaux veulent être cotés à Wall Street : outre y rejoindre les grandes multinationales US et bénéficier de financements en dollars, ils y voient la possibilité de grappiller quelques technologies en possédant des filiales sur le site américain. Cette attractivité a été décuplée à partir du moment où, vers 1983-1985, le ►►

- ▶ financement des grandes entreprises s'est effectué de plus en plus par titres sur les marchés financiers que par crédit bancaire.

LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES SOUS DOMINATION US FONT SYSTÈME

Les transferts pour le capital et pilotés par lui sont ainsi au cœur de ce néo-impérialisme technologique. Ils sont indissociables des institutions financières et de la possibilité d'être fluides, liquides et valables partout. Cela renforce l'importance du dollar, qui joue ce rôle-là. Et cela permet de comprendre l'importance du Fonds monétaire international chargé de réguler les paiements internationaux financiers ou de services des FMN. Les institutions internationales permettent ainsi au dollar et aux multinationales de faire système dans le monde. D'autant plus que, depuis 1973, le dollar est la seule contrepartie de toutes les monnaies, ce qui en fait la monnaie commune mondiale de fait. Or au FMI, qui gère aussi les relations entre les monnaies du monde, les États-Unis disposent d'un droit de veto.

Ainsi, alors que l'idéologie dominante insiste sur le monopole que les multinationales américaines exercent sur certaines technologies, c'est-à-dire sur les conditions de la concurrence, il faut voir la question de la production avec de nouvelles multinationales qui combinent partage productif et transferts financiers, au profit du capital dans une conception monopoliste. On insiste aussi sur la taille de l'économie américaine pour prétendre que la réponse serait la course à un grand marché intérieur – européen bien sûr – pour rivaliser avec l'hégémonie des États-Unis. Mais c'est passer largement sous silence les pouvoirs dont sont dotés les États-Unis dans les instances internationales au profit du dollar et donc de Wall Street, leur place financière vecteur de domination technologique du monde.

DES CONTRADICTIONS : UNE OUVERTURE POUR INTERVENIR ?

Cependant les capitaux financiers dominant les multinationales des États-Unis sont soumis à des contradictions. Ils doivent faire avec le reste du monde, même s'ils aimeraient bien agir contre. Les États-Unis sont endettés auprès du monde entier, notamment auprès de la Chine. Les technologies sont partagées et développées partout, y compris celles contrôlées par les capitaux à base américaine. Le monde entier a besoin de pouvoir utiliser les meilleures technologies à un

coût raisonnable, que ce soit pour répondre au défi climatique ou aux différents défis sanitaires. Leur monopolisation et la captation d'une rente financière pour leur éventuel usage peut conduire à ne pas les utiliser, et donc mener le monde à la catastrophe. Enfin, avec le déclenchement par Trump d'une « guerre commerciale », les États-Unis apparaissent de plus en plus dangereux et non coopératifs.

Ces contradictions doivent être travaillées pour des rassemblements poussant de véritables coopérations informationnelles et technologiques, le développement des biens communs, avec des compromis à la hauteur mais viables. D'autant plus que, dans le même temps, des efforts importants sont déployés pour diviser les pays entre eux, et les faire « collaborer » au grand capital financier américain (par exemple, des fonds de pension américains comme BlackRock qui gère plus de 8 milliards de dollars), y compris envers la Chine où le grand capital financier est aussi très présent. Parmi ces efforts, les États-Unis tentent d'enrôler l'Union européenne, joker habituel, de façon chauvine contre la Chine au motif fallacieux justement de la protection des technologies...

Nous pouvons rassembler sur l'idée que le partage des technologies est fondamental pour l'humanité, pour répondre aux défis climatiques, sanitaire, de pauvreté et d'emploi. Mais cela demande de s'attaquer à l'impérialisme du capital financier, dont la base mondiale est aux États-Unis.

Deux batailles sont complémentaires : l'une pour d'autres traités internationaux d'échange et d'investissement, l'autre pour une monnaie mondiale vraiment commune alternative au dollar, finançant la réponse aux défis mondiaux (climat, santé, protection sociale, services publics, biens communs). Dans l'entre-deux-guerres la Société des nations est morte de ne pas avoir eu à sa disposition des moyens diplomatiques contraignants et militaires. Il ne faudrait pas que l'unification possible de l'humanité meure d'une ONU qui laisse les moyens d'action financiers et les critères contraignants au FMI, et donc au dollar US. ■

Frédéric Boccara est économiste. Il est membre du Conseil économique, social et environnemental.

Quand Marx congratulait Lincoln

Qui se souvient aujourd'hui que Karl Marx écrivit un jour à un président des États-Unis pour le qualifier de « fils résolu de la classe travailleuse » et de meilleur espoir de la « reconstruction d'un monde social » ?

PAR ALEXIA BLIN*

C'est pourtant ce qu'il fit en 1864 en adressant à Abraham Lincoln un télégramme de félicitations pour sa réélection, au nom de l'Association internationale des travailleurs. Même s'il peut aujourd'hui nous sembler incongru, cet envoi n'avait alors rien d'anecdotique. Certes, les États-Unis occupent une place assez périphérique dans le système théorique marxiste, mais Marx et Engels n'en ont pas moins entretenu des contacts réguliers avec ce pays et son histoire, et se sont souvent passionnés pour les événements qui s'y déroulaient.

Dès les années 1840, à une époque où les communautés utopiques fleurissent de l'autre côté de l'Atlantique, Marx envisage d'émigrer aux États-Unis. Il y songe de nouveau en 1850, alors qu'il se trouve à Londres dans le plus grand dénuement, mais il y renonce finalement, faute de pouvoir payer un voyage qui demeure très onéreux.

CORRESPONDANT À LONDRES DU NEW YORK DAILY TRIBUNE

Il ne partira donc pas s'exiler au Nouveau Monde, comme le font à l'époque de nombreux socialistes, et il ne s'y rendra même jamais. C'est pourtant à cette période qu'il entame avec le public américain une relation suivie qui aura une grande influence sur son œuvre comme sur sa vie quotidienne. En 1851, il devient en effet le correspondant à Londres du plus grand quotidien américain de l'époque, le *New York Daily Tribune*. Il le reste jusqu'en 1862, et rédige en dix ans (avec l'aide d'Engels) quelque cinq cents articles traitant de la vie politique anglaise, mais aussi des guerres européennes ou encore des empires coloniaux. Ce travail pour le journal américain lui fournit le moyen de subsistance le plus régulier de sa vie, mais il lui permet aussi de rassem-

bler des sommes d'informations très importantes sur la politique et l'économie de son époque, et même de mettre à l'épreuve certains des concepts qu'il reprendra plus tard dans ses principales œuvres théoriques.

La plupart des articles ont trait à la situation européenne, mais c'est bien à un public américain que Marx s'adresse. Comment voit-il les États-Unis à cette période ? Ses articles en tant que correspondant londonien ne sont pas des textes de combat, mais Marx n'en néglige pas pour autant le pouvoir des travailleurs américains. Dès 1847, il écrit déjà dans *Le Manifeste du parti communiste*, en citant les « réformateurs agraires » nord-américains, que les anciennes colonies britanniques disposent de l'un des deux partis ouvriers les mieux organisés du monde. Sans doute Marx exagère-t-il la portée de ce mouvement, mais ce qui l'intéresse dans les années 1840 et 1850 ce sont les possibilités qu'offre à une classe ouvrière en plein essor la réforme de la répartition des terres, ainsi que l'opportunité d'une alliance entre fermiers et travailleurs industriels.

D'une manière générale, Marx et Engels portent un intérêt très marqué aux développements de l'économie et de la politique états-uniennes, à la fois en tant que théoriciens et en tant que militants. En 1850, ils estiment par exemple que la découverte d'or en Californie (avec le développement extrêmement rapide de nouveaux marchés et de nouvelles forces productives qu'elle implique) est un événement plus important que la Révolution française. La puissance économique potentielle des États-Unis et l'existence d'un suffrage universel masculin précoce font dire à Marx que dans ce pays une prise du pouvoir par le prolétariat pourrait se produire sans révolution violente. ►►

►► À l'époque où Marx écrit pour le *New York Tribune*, il subsiste tout de même un obstacle important à l'avènement d'une république ouvrière aux États-Unis : l'esclavage, et les forces qui lui sont associées dans le sud du pays. Ce péché originel, condition de l'accumulation primitive qui a permis le développement du capitalisme mondial, demeure bien vivant aux États-Unis dans les années 1850. Et pour Marx aucune émancipation des travailleurs n'est possible tant que l'esclavage, élément essentiel de l'ordre capitaliste, persiste.

UN INTÉRÊT PASSIONNÉ POUR LA GUERRE DE SÉCESSION

Cette conviction explique l'intérêt passionné qu'il porte à la guerre de Sécession entre 1861 et 1865. Il écrit à cette période de nombreux articles dans la presse européenne à propos de la situation américaine, dans lesquels il prend fait et cause pour le Nord. Dès 1861, Marx affirme avec une grande lucidité, et contre beaucoup d'observateurs de l'époque, que cette guerre a bien pour cause l'esclavage. Il proclame son admiration pour les leaders abolitionnistes dont il reproduit les discours. Il est également convaincu de la nécessité de soutenir Lincoln, même s'il condamne sa tiédeur initiale, et souhaite que le président s'engage plus rapidement dans la voie de l'émancipation des esclaves. De nombreux exilés allemands qui ont fui l'Europe après l'échec des révolutions de 1848 se trouvent alors aux États-Unis, et certains participent directement au conflit. Les liens qu'entretiennent Marx et Engels avec eux leur permettent d'être très bien informés sur son déroulement.

Pour les deux hommes, la guerre peut être le point de départ d'une émancipation générale des travailleurs, à l'échelle des États-Unis, puis à celle du monde. C'est pourquoi ils se réjouissent autant de la réélection, en plein cœur du conflit, du président Lincoln. Les événements qui suivent immédiatement la guerre et la victoire du Nord semblent leur donner raison : après 1865, les esclaves sont émancipés, le développement des forces productives s'accélère très rapidement (notamment avec la croissance des chemins de fer), et l'agitation ouvrière, en particulier autour de la question de la journée de travail de huit heures, se fait de plus en plus intense.

« À l'heure où la gauche américaine s'enthousiasme pour un candidat qui se proclame socialiste, on peut en tout cas relire le télégramme de Marx à Lincoln comme un malicieux clin d'œil de l'histoire. »

UNE TERRE D'ÉLECTION POSSIBLE POUR LA RÉVOLUTION SOCIALISTE

Ce sont des éléments que Marx a en tête lorsqu'il choisit en 1872 de déplacer le siège de l'Internationale à New York. Cette décision est prise par l'auteur du *Capital* afin d'éviter que l'organisation ne tombe aux mains des anarchistes et en particulier des partisans de Bakounine. Mais elle témoigne aussi du fait qu'à cette période les États-Unis apparaissent comme une terre d'élection possible pour la révolution socialiste. Les années 1870 sont cependant décevantes de ce point de vue : le mouvement socialiste peine à prendre racine aux États-Unis, et l'Internationale s'affaiblit jusqu'à disparaître dans le contexte de divisions persistantes entre les sections germano-américaines et les éléments proprement américains de l'organisation (des conflits auxquels Marx lui-même prend part).

Les États-Unis ne seront donc pas l'Eldorado de la révolution prolétarienne ; l'abolition de l'esclavage n'aura pas suffi à assurer l'avènement d'une grande république des travailleurs à la fin du XIX^e siècle... Aujourd'hui, à l'heure où la gauche américaine s'enthousiasme pour un candidat qui se proclame socialiste, on peut en tout cas relire le télégramme de Marx à Lincoln comme un malicieux clin d'œil de l'histoire. ■



*Alexia Blin est historienne. Elle est maîtresse de conférences en civilisation des États-Unis à l'université Sorbonne nouvelle-Paris 3.

Cause commune, n°14-15 « PCF, cent ans d'histoire »

Étant personnellement cité (« le secrétaire fédéral de l'époque ») dans l'entretien de Marie-France Marcaud et Marie-Christine Burricand, intitulé « Le PCF au tournant du XXI^e siècle », je me sens en droit de resituer dans le contexte du moment, la citation et dans une deuxième partie de cette contribution d'attirer l'attention sur une erreur stratégique profonde décidée en 2005, après le référendum sur le traité européen.

D'abord, Marie-Christine Burricand explique qu'elle se rappelle, je cite : « avoir été rappelée à l'ordre par son secrétaire fédéral parce qu'un membre de sa section aurait parlé de la classe ouvrière » et d'ajouter pour conclure qu'« il fallait effacer 1920, la rupture entre réformisme et révolution, effacer notre creuset marxiste », rien que ça !

Je rassure s'il en est besoin, qu'il s'agissait à cette période du milieu des années 1990 de porter nos efforts théoriques et politiques sur l'analyse des mouvements et changements que le système économique-politique en crise provoquait et que la classe ouvrière subissait en se transformant. Ainsi, sous la double poussée du mouvement du capital en crise – de ses contradictions et des luttes engendrées – et du mouvement (révolution) des sciences et des techniques, oui, la classe ouvrière elle-même se transformait, changeait, s'élargissait et son rôle historique (à savoir qu'en se libérant elle libère toutes les autres couches dominées de la société) tendait à s'affirmer ! Restait à créer les conditions idéologiques et politiques : ce qui était, est le rôle aussi aujourd'hui, en particulier du PCF, d'où la légitimité de sa création en 1920, et de son 100^e anniversaire ! Ce sont donc ces conditions et formes nouvelles sur lesquelles nous étions amenés à travailler lors des réunions des comités fédéraux, lors de stages, de week-end d'études que nous organisions régulièrement, plusieurs fois par an, loin donc de ce que semblent se souvenir à la lecture de l'entretien, nos deux débatrices ! Nous pouvons penser qu'aujourd'hui, avec le numérique, les conséquences sur la classe ouvrière et les salariées et salariés sont considérables et doivent être analysées.

Deuxième question : sur ce fond théorico-pratique, « la classe ouvrière au début du XXI^e siècle » survient en 2005, le référendum sur le traité européen et l'ampleur du non à celui-ci (54,68 %). Et là, au lieu d'adopter une stratégie qui tend la main à celles et ceux de la classe ouvrière et de notre peuple qui ont voté oui, nous décidons de structurer le rassemblement autour du non, ouvrant la voie à l'émergence du Front de gauche et ses suites : une catastrophe ! À l'été 2005, nous avons lancé un début de campagne politique sur cinq axes revendicatifs (dont un axe sur l'Europe),



qui aurait pu prolonger la manifestation que le PCF avait organisée quelques années plus tôt sur l'emploi avec une bonne participation, je crois me souvenir... mais ce fut abandonné ! Et nous connaissons la suite... Le 100^e anniversaire de la création du PCF peut, devrait être l'occasion, de recréer l'espérance et une dynamique politique. L'espoir fait vivre et ceux qui vivent ce sont ceux qui luttent ! ●

Roland Jacquet, Lyon. le 6 février 2020.

Bonjour,

Je viens de terminer la lecture de la revue consacrée au centenaire du PCF et je veux féliciter toute l'équipe de la qualité du travail réalisé. J'ai éprouvé un vrai plaisir de lecture, j'ai pu découvrir ou approfondir certains aspects présentés dans un esprit d'ouverture remarquable. J'apprécie aussi que les apports scientifiques soient mêlés à ceux de militantes et militants. L'ensemble des contributions se situe dans la « culture du débat » telle que souhaitée par l'édito, j'imagine que cela n'a pas été simple à réaliser d'où le sens de ce message. Ne lâchez pas ! continuez. ●

Maryse Dumas, ancienne responsable CGT.



★ MILITER ★

RUBRIQUE COORDONNÉE PAR JÉRÉMIE GIONO

Le PCF a 100 bougies !

Nous y sommes, notre parti fête sa centième bougie. Interdit officiellement de 1939 à 1945, combattu par les plus hautes instances du pouvoir à de nombreuses reprises, enterré par avance bien des fois par les éditorialistes dominants, les communistes sont pourtant toujours là, partie prenante de luttes émancipatrices sur tous les fronts. Alors que le paysage politique subit une conflagration sans précédent depuis la Libération, que tant de forces à droite comme à gauche se déchirent, le PCF reste un point de repère, « une valeur sûre », et ce malgré le recul de son influence sur les quarante dernières

années. Bien loin d'une opération de commémoration froide, notre centenaire peut être l'occasion de mettre en perspective les marques laissées par nos aïeux dans le pays avec l'avenir et de réactualiser en grand la pertinence de nos ambitions humanistes. Dans le prolongement du numéro spécial de début 2020, la rubrique « Militer » présente quelques exemples d'approches fédérales du centenaire. Faisons de 2020 une belle année d'expression communiste !

Jérémie Giono

Préparer le centenaire du PCF dans les départements

Le centenaire est une belle occasion de renforcer la place du parti dans l'histoire collective, en faisant le lien entre des générations de combats marquants.

UNE APPROCHE LOCALISÉE

Si l'apport du parti sur le plan national est plutôt maîtrisé par les militants, et dans une certaine mesure dans « l'histoire officielle » – même si tant Front populaire, Résistance et programme du CNR sont l'objet d'après réécritures révisionnistes -,

notre empreinte est bien plus large dès lors qu'on s'intéresse à l'histoire locale.

Alors qu'on observe un attrait pour les identités territoriales à l'heure de la mondialisation économique et culturelle, faire resurgir la place des communistes dans cette histoire est non seulement un bel hommage à nos aïeux, mais c'est aussi pertinent d'un point de vue stratégique : le parti n'est pas un « corps étranger » à la société française, il fait partie de son ADN profond.

RECHERCHES LOCALES

Nos vétérans sont souvent un puits d'anecdotes et de savoirs, que nous n'utilisons que peu au quotidien. Recenser les grands moments de notre histoire militante locale, les combats populaires, les réalisations des collectivités communistes... est un bon point de départ. Si des camarades sont disponibles, une fois quelques sujets identifiés, une recherche plus approfondie *via* les documents d'archives permettra d'étoffer nos connaissances. Ensuite,

Abécédaire

AMICALE DES VÉTÉRANS

association interne regroupant les communistes ayant plus de quarante ans d'appartenance au parti. Un bon outil pour valoriser notre mémoire militante !

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

Le service public des archives historiques. Beaucoup de fédérations y ont transféré les leurs. Si ce n'est pas encore le cas chez vous, le centenaire peut en être l'occasion, le PCF fait parti du patrimoine du pays, préservons notre histoire !

HISTOIRE LOCALE

Le parti, c'est une empreinte dans l'histoire française au plan national, mais aussi dans les territoires. Mettre en lumière cette histoire locale est un bon moyen d'inscrire les luttes actuelles dans le prolongement du passé.

LA RÉSISTANCE

Une époque parmi les plus glorieuses de notre parti. À l'heure où les repères historiques sont brouillés, le centenaire permet de raviver l'héroïsme individuel et collectif de cette période, et de le mettre en perspective avec les enjeux du XXI^e siècle.

**OFFREZ-VOUS
100 ANS D'HISTOIRE...**

Un dossier exceptionnel de Cause commune
à ne pas rater !

**PCF
CENT ANS
D'HISTOIRE**

Cause commune
LE QUOTIDIEN DU COMMUNISME

**NUMÉRO SPÉCIAL
CENTENAIRE DU PCF**
Tirage limité
192 pages

COMPRENDRE LE MONDE
AIDER POUR LE CHANGER

PASSEZ VOS COMMANDES
auprès de Cause commune
6, avenue Marceau-Moreau
75167 Paris Cedex 12

15€

Cette affiche au format 60X80 cm est disponible pour toutes vos initiatives du centenaire.
Contactez-nous : redaction@causecommune-larevue.fr

l'objectif sera de les rendre accessibles par un travail de synthèse et l'élaboration de supports et d'initiatives « grand public » (exposition, recueils de témoignages, etc.).

DES INITIATIVES FORTES ET LARGEMENT OUVERTES

Travailler sur notre mémoire locale est une bonne chose, mais c'est la moitié du boulot ! L'autre moitié, c'est de penser à communiquer largement autour, pour ne pas en rester à un « anniversaire en famille » mais au

contraire inscrire cette mémoire au cœur de la société.

Des initiatives variées peuvent être construites, de l'exposition au colloque, en passant par la fête fédérale ou le banquet républicain ; l'essentiel est de garder à l'esprit l'objectif d'ouverture la plus large. Des actions médiatiques peuvent abonder dans ce sens, comme l'interpellation des pouvoirs publics pour renommer une rue ou une place au nom d'une ou d'un camarade qui a joué un rôle important dans notre ville, ou notre département.

METTRE EN PERSPECTIVE PASSÉ, PRÉSENT ET AVENIR

Le travail mémoriel n'a de sens profond que s'il est mis au service de combats actuels, de manière dynamique et non nostalgique. Ça vaut donc le coup de prendre le temps d'une réflexion commune avec les camarades autour de cet objectif, pour lier passé, présent et futur de manière fluide. ●

Dans le Var (83)

Un livre du centenaire en ligne de mire et une année rythmée d'animations

Dans ce département, le moins qu'on puisse dire c'est que les communistes ont pris à cœur l'année du centenaire de leur parti. Un plan de travail a en effet été présenté en conseil départemental, articulant sur l'ensemble de 2020 initiatives et construction politique, pour mettre à l'honneur la vitalité du PCF durant ce siècle.

L'objectif est ambitieux : produire un livre du centenaire, donnant à voir la trace profonde laissée par les communistes dans le département depuis 1920. L'ouvrage, fruit d'un travail collectif en lien avec les archives départementales, sortira le samedi 19 décembre à l'occasion d'une belle soirée ouverte au public.

D'ici là, plusieurs temps forts vont rythmer l'année. Tout d'abord, les vœux de janvier auront permis de donner le top du départ, avec la projection de courts-métrages sur la vie ouvrière et les luttes de 1936. Ensuite, en avril, c'est une projection du film *Le Jeune Karl Marx*, suivie d'un débat autour du sens de l'engagement communiste au XXI^e siècle qui sera organisée. Le premier semestre s'achèvera par une fête fédérale lors de la semaine du centenaire, avec stands, projections de films, débats, et même un mini jeu d'évasion (*escape game*) autour du thème de l'ubérisation, pour ajouter une tranche ludique à l'événement, le tout conclu par une soirée festive. L'été ne sera pas en reste, puisque

les camarades ont prévu de placer leur tournée des plages sous les auspices du centenaire. Puis l'automne, avec la présentation d'une exposition en octobre, pour arriver enfin sur la soirée de sortie du livre.

Un programme très riche qui affirmera l'identité communiste sur le département.

Une campagne de financement participatif a été lancée pour soutenir la publication de ce livre autour des cent ans du PCF dans le Var.

Pour y participer, rendez-vous sur : <https://lespetitsbuvards.fr/la-ruche-centenaire-pcf/> - rentrez le mot de passe **PCF100ans** et faites un don. ●

Dans l'Indre (36)

Un centenaire sous le signe des militantes communistes

Partant du constat que les femmes communistes, leurs activités ont peu été mises en lumière, les camarades de l'Indre ont décidé de saisir le centenaire du Parti communiste français pour travailler sur cent années d'actes de militantes communistes autour de la journée du 8 mars, journée internationale des droits des femmes. La tâche est ardue étant donné le manque de visibilité des femmes. Les archives les plus fournies partent de la période de la Seconde Guerre mondiale et de la Résistance, où l'implication des femmes commence à être timidement reconnue.

Quelques-unes sont entrées dans l'histoire, comme Yolande Rapoport, mais peu d'entre nous savent le rôle que nombre d'entre elles ont joué. Beaucoup faisaient passer des tracts, des journaux clandestins... Sans elles la Résistance n'aurait pu avoir lieu. Pour reprendre les paroles du colonel Rol-Tanguy : « Sans les femmes, la moitié de notre travail eut été impossible. »

Le 23 février a été l'occasion d'un banquet républicain, inaugurant l'exposition *Les femmes communistes dans la Résistance... aussi dans l'Indre*.

Un livret, non exhaustif, sur cent ans

d'engagement de femmes communistes dans l'Indre, paraîtra courant mars. Il marquera l'importance de l'action de ces militantes communistes trop souvent dans l'ombre de leurs homologues masculins, et pourtant à la pointe des combats, tels que le maintien de la paix avec la collecte de signatures pour l'appel de Stockholm, la loi sur l'égalité des salaires ou l'octroi d'un livret de famille pour mère célibataire. ●



En Dordogne (24) L'occasion de relancer une fête fédérale

En plus d'une superbe fresque en hommage à Aragon, pour le centenaire de notre parti la Dordogne redonne vie à une nouvelle forme de fête fédérale. Si plusieurs sections au fil des ans ont continué à organiser des fêtes, celle de la fédération avait disparu.

Mais le 20 juin prochain et, les camarades l'espèrent, les années suivantes également, c'est à Boulazac, mairie communiste, qu'aura lieu, sur une journée, la fête organisée par les communistes périgourdins. Déjà, cet événement s'annonce riche

en rencontres : pas moins d'une vingtaine de stands seront présents, des artistes de l'École des arts du cirque viendront divertir petits et grands, et la soirée sera clôturée par des concerts et une tête d'affiche nationale.

L'idée est d'allier divertissement et matière grise. La journée sera ponctuée de débats, en particulier sur la situation internationale et le centenaire de notre parti. Et parce qu'au Parti communiste la fraternité rime avec la convivialité, un grand repas aura lieu à midi et snack le soir.

Et comment fait-on pour organiser une journée comme celle là ?

Il est important de se fixer une date et se donner quelques mois de préparation.

Donner du sens à l'événement : établir une ou des thématiques, contacter les associations locales et, rapidement, des intervenants...

La recette financière : à Boulazac, l'entrée sur la fête se fera grâce à un bon de soutien de 9 euros pour le soir, la journée étant en accès gratuit.

Et, bien sûr, les sections sont appelées à tenir stands et buvettes ! ●



Le rouge fait toujours peur !

La fresque représentant le poète Louis Aragon, réalisée par le peintre José Correa sur la façade du local du Parti communiste à Périgueux, a été vandalisée quelques jours plus tard, suscitant une vague d'indignations.

« Le courage des lâches... » C'est par ces mots que José Correa a réagi, à chaud, aux dégradations commises.

Cent ans d'avenir

Trois questions à **Guillaume Roubaud-Quashie**, membre du comité exécutif national du PCF et animateur de l'organisation du centenaire

Ⓢ Quels sont les objectifs

de cette « année du centenaire » ?
On peut retenir deux aspects. Le premier, historique : un individu, une classe sociale, un mouvement politique... s'ampute d'outils pour agir si elle n'a pas connaissance de son histoire, de sa mémoire. Et dans notre pays, l'histoire du mouvement communiste est occultée, alors qu'elle

« Le centenaire n'est pas uniquement un temps mémoriel, mais bel et bien une question politique actuelle. »

peut servir de moteur aux luttes présentes. Le second, politique : il s'agit de donner à voir en grand nos conceptions communistes actuelles, alors que nous sommes confrontés à un monde dévoré par un capitalisme fou qui génère des crises sans précédent – sociale, écologique, démocratique – qui appellent en réponse à des changements profonds. Le centenaire n'est donc pas uniquement un temps mémoriel, mais bel et bien une question politique actuelle. Alors que nous assistons depuis plusieurs décennies

à une offensive idéologique visant à déconsidérer l'idée même de structures collectives, c'est une occasion de montrer la pertinence absolument actuelle de s'organiser !

Ⓢ Peux-tu nous présenter les initiatives prises nationalement ?

En avril, une grande exposition d'affiches originales sera présentée, avec une version disponible pour les fédérations. Une seconde exposition autour des liens entre le Parti communiste et le monde de l'art sera aussi organisée à l'automne, avec des œuvres de Marcel Duchamp, Pablo Picasso, Ignazio Jacometti... car c'est aussi ça l'histoire du PCF. Ce temps sera l'occasion d'une création dédiée au centenaire par l'artiste Miguel Chevalier : ici aussi, passé et présent se conjugueront.

Enfin, l'année sera clôturée par un grand événement internationaliste le 12 décembre 2020. L'internationalisme, c'est l'ADN du PCF, ce temps sera l'occasion de projeter dans le présent ce combat planétaire.

L'université d'été sera également de la partie, davantage sur le volet théorique avec l'actualité de la pensée de Marx et Engels dans le monde contemporain : 2020 est également le bicentenaire de la naissance d'Engels.

Ⓢ Et dans les fédérations, comment s'y prendre ?

Tout d'abord, une douzaine de débats seront organisés en région, autour des enjeux du siècle. Mais les fédérations sont aussi invitées à organiser

des initiatives locales, un dossier d'animation sera envoyé en février. L'idée, c'est de ne pas se limiter à de petites animations « en famille » : l'histoire du PCF a un rapport étroit avec celle du pays, tout comme notre ambition est liée avec son avenir !

Les camarades peuvent aborder les choses à partir de leurs lieux de militantisme et de leur histoire locale, avec un esprit d'ouverture sur la société, en liant travail de mémoire, construction politique et temps conviviaux. Ces initiatives peuvent se tenir durant la semaine du centenaire, du 15 au 21 juin, mais aussi tout au long de l'année. Soyons créatifs !

« L'histoire du PCF a un rapport étroit avec celle du pays, tout comme notre ambition est liée avec son avenir ! »

2020 est aussi le quarantième anniversaire de l'espace Niemeyer, le siège du parti place du Colonel-Fabien : les fédérations sont invitées à organiser des visites sur place, pour faire connaître l'un des joyaux du patrimoine de tous les communistes. ●

Élections municipales, suite...

Préparer l'après-15 mars

À l'heure où ce numéro est mis en pages, la campagne électorale bat son plein. Mais les élections municipales, ça ne s'arrête pas le 15 mars (date du premier tour), et c'est important d'anticiper les phases qui suivent immédiatement derrière.

ANTICIPER LES FUSIONS DE DEUXIÈME TOUR

Après la proclamation du premier tour, les listes ont vingt-quatre heures pour décider de fusionner en vue du second tour.

RAPPELS

Pour se maintenir au second tour, une liste doit rassembler 10 % des suffrages exprimés et, pour fusionner, elle doit en rassembler 5 %. Plusieurs listes peuvent donc fusionner entre elles, mais l'une d'elles doit avoir fait plus de 10 % au premier tour. La tête de liste est seul maître à bord juridiquement pour valider une fusion...

Vingt-quatre heures c'est court... pourtant, l'élection se joue souvent à ce moment-là, un bon rassemblement de second tour pouvant l'emporter malgré la division au premier. Il convient donc de prendre le temps de réfléchir avec la direction de la campagne sur les grandes configurations possibles, pour « dégrossir » le travail – y compris en matière de hiérarchisation des candidatures – même s'il ne faut surtout pas que ces réflexions grèvent la dynamique de campagne.

ANTICIPER LE TROISIÈME TOUR D'AGGLOMÉRATION

Une fois les élections municipales passées, les exécutifs se mettent en place dans les intercommunalités. Bien que tributaire des résultats électoraux dans les communes,

cette phase mérite un peu d'anticipation sur les alliances et les revendications à porter en matière de délégation : souvent les tractations se mènent déjà plusieurs semaines avant... et l'on peut parfois transformer une défaite en victoire partielle, par exemple en faisant élire à l'exécutif d'intercommunalité un ou une camarade élu sur une liste battue, mais ayant décroché un siège intercommunal...

ANTICIPER L'APRÈS-CAMPAGNE MILITANTE

La campagne, c'est une dynamique collective exaltante qui révèle bien souvent des personnes de grande qualité, mais trop souvent le soufflé retombe dès le scrutin passé. L'objectif, c'est bien qu'une campagne puisse renforcer concrètement le parti dans la durée, ce qui passe par des adhésions. S'il est illusoire d'espérer maintenir le niveau d'engagement au même niveau que celui atteint sur les dernières semaines avant le vote, c'est important d'anticiper pour préserver l'esprit collectif et concrétiser des adhésions juste après la campagne.

Pour ce faire, rien de mieux que la convivialité : prévoir un temps festif – banquet, barbecue, soirée... – fin avril, permet de ne pas perdre le contact et d'assurer la transition d'un activisme ponctuel vers une activité militante plus traditionnelle. Toutes et tous ne franchiront pas le pas de l'adhésion, c'est bien normal, mais si l'on ne les accompagne pas aucun ne le fera naturellement. Et pour les autres, entretenir le réseau de sympathisants construit sur la campagne est tout aussi important ; c'est un point d'appui pour développer l'influence du parti sur le territoire dans la durée. ●

Jérémie Giono



Défaite de la gauche en Grande-Bretagne, quelle leçon en tirer ?

La défaite du Parti travailliste lors des élections générales du 12 décembre dernier mérite d'être analysée plus profondément car elle rappelle, d'une manière cruelle pour la gauche, les défis auxquels est confronté le mouvement ouvrier en Europe.

Il faut d'abord revenir sur les résultats. Si la presse a largement souligné que le Labour Party a essuyé sa pire défaite depuis 1935, cela est vrai en nombre de sièges. En voix, le désastre est plus relatif. Les candidats travaillistes ont réuni 10 270 000 voix, ce qui représente une perte de 2,6 millions de voix par rapport aux dernières élections de 2017 mais ce score reste supérieur aux élections de 2005 (dernière victoire de Tony Blair), 2010 et 2015 (défaites de Gordon Brown et d'Ed Miliband). Le vrai décrochage en nombre de suffrages dans l'histoire du Parti travailliste demeure la période Blair et celle du New Labour de la triangulation libérale, qui vit le Labour passer de 12-13 millions de voix à 8-9 millions. Les élections de 2017 avaient vu le Labour renouer avec des scores rappelant ceux des années 1960-1970 mais cela ne s'est pas confirmé à ces élections de 2019. Mais on peut relever qu'il est indigne de la part des libéraux d'éreinter Jeremy Corbyn alors que, dans sa défaite, ses résultats en nombres de voix restent bien supérieurs à ceux des années Tony Blair (à l'exception de la victoire travailliste sous forme de « raz de marée » en 1997). On peut également relever que le Labour est très largement majoritaire chez les moins de 29 ans (56% chez les 18-25 ans, contre 21% pour les conservateurs).

Mais les conservateurs s'imposent largement chez les travailleurs (47% contre 34% pour le Labour), et chez les faiblement diplômés. En effet, deux éléments interpellent : d'une part, le basculement dans le camp conservateur d'une série de circonscriptions emblématiques et de bastions historiques travaillistes, industriels ou en reconversion industrielle. Citons par exemple la circonscription de Rother Valley, dans le Yorkshire, travailliste depuis 1918, détenue jusqu'ici par un ancien dirigeant du syndicat des mineurs Kevin Barron, ou encore celle de Newcastle-under-Lyme, dans le Staffordshire, région minière, travailliste depuis 1919, où les conservateurs reviennent pour la première fois depuis 1885. Dans une autre région anciennement minière, celle de Durham, circonscription travailliste

depuis 1950, le successeur putatif de Jeremy Corbyn, Laura Pidcock, est battu. D'autre part, sur les soixante circonscriptions perdues, cinquante-deux avaient voté majoritairement pour le Brexit. Sur les huit restantes, six se trouvent en Écosse et ont été raflées par le Parti national écossais, qui s'assure ainsi une prépondérance politique certaine à Édimbourg. Seule la moitié des électeurs du Labour ayant voté en faveur du Brexit ont porté leurs voix sur le parti de Corbyn en 2019.

La campagne menée par Corbyn, notamment autour d'un manifeste électoral très à gauche, sur les salaires, le travail, la défense du système de santé, les travailleurs indépendants, a permis au Labour de refaire une partie de son retard sur les conservateurs dans les intentions de vote. Cependant, l'ampleur du redécollage brutal des Tories qui a suivi l'accession de Boris Johnson au pouvoir n'a pas été comblée, alors que le Labour distançait la droite assez largement et de manière constante dans les sondages durant toute la première moitié de 2019. Cela pose une question stratégique pour la gauche : celle de la prise en compte de l'exigence de respect de la souveraineté, c'est-à-dire de la démocratie. Le Labour est apparu comme englué dans des arguties parlementaires peu audibles. Le fait de s'être finalement rallié à la perspective d'un second référendum, sous la pression du groupe parlementaire, et en partie sous la pression médiatique, après avoir longuement repoussé cette hypothèse et préféré l'option d'élections générales, n'a rien aidé de ce point de vue car cela a été lu comme une remise en cause du premier vote pour le Brexit de juin 2016. Cela montre que la question sociale et celle de la souveraineté populaire, c'est-à-dire de la démocratie, doivent être indissociables. Une leçon pour la gauche européenne d'autant plus cruelle qu'elle se retourne contre Jeremy Corbyn qui a milité inlassablement pendant plusieurs décennies contre la dérive droite du Labour, pour le maintien du lien consubstantiel qui lie le parti aux syndicats et au peuple de gauche. ●

*Vincent Boulet est responsable Europe du PCF.

Dans ce jeu de points, tous seront perdants !

Sébastien Jumel, député communiste de Seine-Maritime : intervention en séance publique lors de la première lecture à l'Assemblée nationale du projet de loi organique relatif au système universel de retraite.

Outre la présidente de la commission spéciale et le secrétaire d'État chargé des retraites, je salue la palanquée de rapporteurs, comme dirait mon copain Pierre Dharréville, présents dans un hémicycle vide, qui en dit long sur l'importance qu'attachent les Marcheurs à ce dossier. Je suis très heureux d'être parmi vous.

D'AMBROISE CROIZAT À NOS JOURS

« Il faut en finir avec la souffrance, l'indignité et l'exclusion. Désormais, nous mettrons l'homme à l'abri du besoin. Nous ferons de la retraite non plus une antichambre de la mort mais une nouvelle étape de la vie. » Ambroise Croizat ne dirait pas mieux aujourd'hui. La naissance de la Sécurité

rité sociale fut une véritable rupture de société en ce qu'elle permit d'arracher au monopole privé la protection des hommes et des femmes de ce pays. Le Conseil national de la

général de Gaulle. Ce temps de la vie, libéré des malheurs sociaux et des appétits voraces d'une économie nationale qui s'était compromise dans la collaboration, a perduré et a

« La part des cotisations patronales dans le financement de la protection sociale a diminué de dix-huit points. »

Résistance voyait aboutir ses espérances en ce 8 août 1946 : chacun était libéré de l'insécurité sociale, de la crainte de la maladie, de la peur de l'accident, et du « naufrage » de la vieillesse, selon l'expression du

pris un nom, celui de la retraite. De chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins, voilà qui formait une belle devise.

La retraite a ensuite évolué. Nous avons construit un système partageur qui s'est adapté aux contraintes de différentes professions, tel l'emblématique statut des électriciens et gaziers fondé par Marcel Paul, lequel considérait que l'énergie n'était pas une marchandise comme les autres. Je souligne aussi l'avancée majeure que constitua l'instauration en 1982 du droit à la retraite à taux plein à partir de 60 ans. Mais vous êtes arrivés, emplis d'arrogance et de certitudes, pour porter un coup décisif à notre système de retraite. Vous êtes les héritiers des réformes Balladur de 1993, Fillon de 2003 et Touraine en 2014, des héritiers turbulents car ►►



Sébastien Jumel, député de Seine-Maritime.

► vous souhaitez maintenant détruire ce qui fonde notre pacte commun : la retraite par répartition, l'élément le plus intime de la République sociale.

Vous voilà porteurs d'un projet de loi à trous, dont les ordonnances recèlent les plus sombres promesses. Vous vous apprêtez à créer un système à points de vie. Dans ce jeu de points, tous seront perdants : les femmes, la majorité des 20 millions de salariés du régime général, les professionnels libéraux, les 400 000 agents des régimes spéciaux, les 4,4 millions de fonctionnaires. Tous seront perdants.

Mais alors, pourquoi faire cette réforme ? Le groupe de la Gauche démocrate et républicaine en convient, tout n'est pas parfait dans le système actuel. C'est en ce sens d'ailleurs que nous vous avons adressé une proposition de réforme alternative, y compris en matière de financement.

S'il n'est pas parfait, notre système

de retraite actuel limite la pauvreté. Selon l'INSEE, 44 % des retraités les plus pauvres bénéficient d'une hausse de leur niveau de vie lors de leur départ à la retraite. C'est notamment le cas pour ceux qui ont connu des carrières heurtées par le chômage ou du temps partiel. Il est difficile de comprendre le pourquoi de cette réforme, si ce n'est une pure moti-

UN EURO COTISÉ N'OUVRIRA PAS LES MÊMES DROITS

Non, un euro cotisé n'ouvrira pas les mêmes droits à tous, puisque la pension de retraite sera calculée sur l'ensemble de la carrière, et non plus sur les vingt-cinq meilleures années dans le secteur privé et les six derniers mois dans le secteur public. La conséquence directe sera une baisse des pensions, puisque les périodes de chômage, les interruptions, la maternité et les débuts de carrière, moins favorables, entreront dans le calcul. L'autre véritable problème de cette réforme tient à la valeur du point. Le point est, en effet, indexé sur un indicateur imaginaire, voire inventé pour les circonstances. Qui protégera les salariés contre la stagnation du point, voire contre sa baisse ? Philippe Vigier a soumis à la commission spéciale

de retraite actuel limite la pauvreté. Selon l'INSEE, 44 % des retraités les plus pauvres bénéficient d'une hausse de leur niveau de vie lors de leur départ à la retraite. C'est notamment le cas pour ceux qui ont connu des carrières heurtées par le chômage ou du temps partiel. Il est difficile de comprendre le pourquoi de cette réforme, si ce n'est une pure moti-

vation idéologique. Au lieu de proposer une réforme de progrès, vous avez préféré un modèle par points, injuste, inéquitable et illisible.

sang et des larmes à la Libération ! Mais, les Français le savent, l'universalité et la justice dont vous vous réclamez sont celles du petit nombre. Vous ne cessez de répéter votre mantra libéral : « Nous vivons plus longtemps, il faut donc travailler plus longtemps. »

Vous vous apprêtez à reculer sciemment l'âge de départ à la retraite en jouant sur les mots : âge d'équilibre, âge pivot ou âge de référence, vous avez décidé de l'allongement de la durée de travail pour l'ensemble des salariés. Pourquoi ce recul de l'âge de départ à la retraite, alors qu'aujourd'hui 1,7 actif occupé crée une fois et demie plus de richesses que quatre actifs occupés en 1960 ? Pourquoi cette volonté inédite de déconnecter l'âge de départ à la retraite de la durée de cotisation ? Votre mauvais projet de loi sera défavorable à tous ceux qui ont commencé à travailler plus tôt, à ceux qui ont eu une carrière longue et qui devront travailler plus de 43 ans pour espérer une retraite à taux plein. Et, plus grave encore, il sera désavantageux pour ceux qui n'ont pas la même espérance de vie en bonne santé.

« En diminuant la part des richesses nationales allouées au financement des retraites, vous niez le caractère redistributif de la retraite. C'est là l'aveu cinglant de votre volonté d'ouvrir la porte à la retraite par capitalisation. »

VOUS ESSAYEZ DE NOUS FAIRE CROIRE À L'UNIVERSALITÉ

Là encore, les éléments de langage ont été rodés et travaillés. Seulement, les Français ne sont pas dupes. À l'universalité, vous accolez désormais la brutalité. Parce que, oui, votre projet est brutal, il gomme les spécificités de chaque profession – conducteurs de train, avocats, métiers pénibles, infirmiers, égoutiers. Vous prétendez harmoniser les régimes alors que vous détruisez les compensations accordées à des secteurs entiers, parce que les métiers y sont pénibles ou les rémunérations plus faibles, ce qui explique que les conditions de départ à la retraite y soient plus favorables. Vous avez choisi la logique du nivellement par le bas, et votre universalité fait l'unanimité contre elle.

un amendement visant à garantir l'absence de baisse des pensions à l'issue de la réforme. Vous l'avez refusé, et nous avons ainsi débusqué ce qui est au cœur de votre projet : la règle comptable, la calculette que vous essayez de dissimuler derrière des mots volés. Volé le mot de justice ! Volé le mot d'universalité ! Volées les références à ceux qui ont versé du

L'injustice sociale, l'universalité tronquée, le dogmatisme idéologique sont vos fils conducteurs. Vous avez tissé un projet qui ne répond qu'à une seule logique : la logique financière, comptable, celle qui avait inspiré Margaret Thatcher dans l'âge d'or du libéralisme.

Votre projet de loi essaie de faire peur aux Français au moyen d'un chantage par les déficits et la dette.

Vous le justifiez par des morceaux choisis – c'est terrible – du rapport du Conseil d'orientation des retraites, rapport qui estime au doigt mouillé le déficit de la branche retraite à l'horizon 2030 entre 8,7 et 17,2 milliards d'euros – du simple au double. La ficelle est énorme : vous tentez d'effrayer les Français. Ce sont pourtant vos politiques économiques et celles de vos prédécesseurs qui ont affaibli les recettes de la Sécurité sociale : crédit d'impôt pour l'emploi et la compétitivité, allègements de cotisations patronales, réduction du nombre d'emplois publics. La part des cotisations patronales dans le financement de la protection sociale a ainsi diminué de dix-huit points. L'exigence d'allongement de la durée de travail se trouve ainsi justifiée par d'obscures prévisions comptables, qui non seulement posent de

voir une règle d'or de financement pluriannuel du système de retraite. Celle-ci vous permet d'entériner dans la loi les futures baisses de pensions pour assurer un équilibre qui pourrait être atteint dès à présent, par exemple par le biais d'une hausse du taux de cotisation de 0,2 point par an

comme ce plombier indélicat qui percerait des trous dans le réservoir d'eau pour justifier le remplacement de celui-ci. Votre réforme technocratique et financière aboutira à l'individualisation des risques de la vie et incitera tous les assurés à rechercher une retraite complémentaire

« Votre réforme technocratique et financière aboutira à l'individualisation des risques de la vie et incitera tous les assurés à rechercher une retraite complémentaire auprès des banques et des assurances. »

jusqu'en 2025 – c'est l'une des propositions que nous avons formulées. La règle de l'or, c'est pour les riches ; la règle d'or, c'est pour la France qui peine, la France qui travaille. En diminuant la part des richesses nationales allouées au financement des retraites, vous niez le caractère redistributif de la retraite. C'est là l'aveu cinglant de votre volonté d'ouvrir la porte à la retraite par capitalisation. Car, en doublant le taux de cotisation pour les professionnels libéraux et

auprès des banques et des assurances. Comment comprendre, sinon, la Légion d'honneur remise au président de BlackRock France ? Les 5 000 milliards d'euros d'épargne des Français sont l'océan de Smarties qui fait rêver les fonds de pension. Votre réforme est un gruyère, monsieur le secrétaire d'État. Les trous sont partout, notamment dans les ordonnances. Il y a plus de trous que de fromage. Et, à la fin, les retraités mangent de l'air, tandis que la pâte cuite nourrit l'appétit des fonds de capitalisation.

« En décidant de manière unilatérale de siphonner les excédents des caisses autonomes, à l'instar de celle des avocats, vous instaurez une gouvernance autoritaire, injuste et unilatérale. »

manière biaisée la question du financement mais aussi vous offrent la possibilité de fabriquer une fausse concertation sur ce sujet, de surcroît à l'extérieur du parlement. Votre dogmatisme vous a même conduit à pré-

les travailleurs indépendants et en soustrayant les hauts revenus à la solidarité nationale, votre réforme orchestre, de manière progressive mais certaine, l'assèchement progressif de la solidarité. Vous êtes

VOUS INSTAUREZ UNE GOUVERNANCE AUTORITAIRE, INJUSTE ET UNILATÉRALE

Nous aurions pu espérer que la gouvernance du futur système vous permettrait de vous rattraper, mais il n'en est rien. La gouvernance de notre régime de retraite repose sur une innovation toujours d'actualité, la règle fondamentale selon laquelle les caisses sont gérées par les assurés eux-mêmes. Mais vous vous empressez d'étatiser davantage sa gestion. Vous désorganisez un modèle efficace au mépris de ceux qui y travail- ▶▶

►► lent : les salariés de la Sécurité sociale, les agents des CARSAT – caisses d'assurance retraite et de la santé au travail –, dont l'avenir est menacé. En décidant de manière unilatérale de siphonner les excédents des caisses autonomes, à l'instar de celle des avocats, vous instaurez une gouvernance autoritaire, injuste et unilatérale. Les manipulations, malheureusement, ne s'arrêtent pas là.

Que de contre-vérités à propos des femmes ! Vous prétendez leur rendre justice alors que vous ne résolvez pas les questions de fond. Ainsi, 40 % des femmes partent aujourd'hui à la retraite à l'issue d'une carrière incomplète. L'écart de salaire avec les hommes est de 26 %. En réponse, vous proposez le système par points censé rendre justice aux femmes, mais les expériences de l'ARRCO – Association pour le régime de retraite complémentaire des salariés – et de l'AGIRC – Association générale des institutions de retraite des cadres – le montrent, les pensions des femmes ne représentent que 60 % de celles des hommes dans le premier cas et 41 % dans le second.

Votre mauvaise réforme comporte encore d'autres attaques : la suppression de la majoration de la durée d'assurance pour les femmes, ainsi qu'un nouveau mode de calcul pour les pensions de réversion, dont les femmes sont les principales bénéficiaires, lequel abaissera mécaniquement le montant de la pension – vous le savez, vous devez l'avouer. Enfin, nous avons démontré que votre engagement d'intégrer les primes dans le calcul des pensions des fonctionnaires pénalisera les femmes, puisque celles-ci perçoivent 20 % de primes en moins que les hommes. Ce mauvais projet de loi prépare une retraite qui n'est plus solidaire ni pour les femmes ni pour d'autres catégories de la population comme les agriculteurs, au sujet desquels vous avez été là

encore pris en flagrant délit de manipulation.

Alors que le parlement avait voté, à l'unanimité, la proposition de loi du président du groupe GDR, André Chassaigne, qui instaurait un minimum vieillesse pour les agriculteurs à hauteur de 85 % du SMIC, vous avez réservé la mesure aux seuls nouveaux assurés en 2022, abandonnant de ce fait les retraités actuels, dont 300 000

alimentaire ou marins. Ils aiment leur travail, ce qui ne les empêche pas d'en mesurer la dureté. Ils souffrent au contact de produits dangereux, ils travaillent de nuit au péril de leur vie, ils s'épuisent dans leur chair, ils portent les stigmates sur leur visage et leur corps d'une vie rude et pénible, loin du luxe, du calme et de la volupté dont – plus que nous, j'imagine – vous bénéficiez

**« Jamais nous ne tolérerons
que soit rogné un seul des avantages
de la Sécurité sociale. Nous défendrons
à en mourir et avec la dernière énergie
cette loi humaine et de progrès. »**

Ambroise Croizat

vivent sous le seuil de pauvreté. Pour gérer le « stock » des retraités existants du secteur agricole – selon l'expression si élégante du président de la République –, vous avez proposé l'ASPA – allocation de solidarité aux personnes âgées – en oubliant de leur dire que les 903 euros qu'elle représente seront récupérés sur les donations et sur les droits de succession.

Lors de sa séance de câlinothérapie aux députés de la majorité, le président Macron a fait l'aveu que les pensions de 1 000 euros ne concerneront pas tout le monde : entendez-le bien ! Une fois encore, c'est une moisson de larmes que prépare votre projet. Enfin, avec votre mauvais projet de loi, vous faites le choix de consacrer l'allongement des carrières en considérant le travail comme un loisir et en oubliant ceux pour qui le travail est une souffrance. Ils s'appellent Julie, José, Emmanuelle ou Clément, elles et ils sont conducteurs de train, aide-soignants, salariés de l'agro-

au quotidien. Dans l'industrie et dans bien d'autres secteurs, vous proposez à ces travailleurs du sang et des larmes. Ils n'ont pas besoin de compter leurs points de vie pour savoir qu'ils auront besoin d'accéder à la retraite avant 62 ans.

Avec votre amateurisme et votre brutalité, vous essayez de briser ce qui est universel. La Sécurité sociale, la retraite par répartition, ce sont nos biens communs qui ne devraient pas avoir à souffrir de vos turpitudes. Soixante-quatorze ans après lui, à cette même place, nous ferons résonner la voix de ces oubliés de la République. Nous combattons votre mauvais projet de loi pour proposer aux Français des « jours heureux ». Car, plus que jamais, la voix d'Ambroise Croizat résonne dans cet hémicycle : « Jamais nous ne tolérerons que soit rogné un seul des avantages de la Sécurité sociale. Nous défendrons à en mourir et avec la dernière énergie cette loi humaine et de progrès. » ●



À L'ESPACE NIEMEYER (Paris 19^e – place du Colonel-Fabien M^o Colonel-Fabien - Ligne 2)



Université permanente

ACCUEIL À PROPOS CONFÉRENCES VIDÉOS LIVRES PODCASTS INTERVENANTS PROGRAMME AGENDA CONTACT

★ PROGRAMME SAISON 2019/20

L'Université permanente vous propose 4 cycles de conférences. Télécharger le programme en PDF (15/12/19) L'Université permanente est d'abord un lieu d'éducation populaire qui s'adresse à tous les...

Vous pouvez retrouver le programme sur le site de l'Université permanente

universitepermanente.fr

Et aussi sur...

Facebook : <https://www.facebook.com/universitepermanente/>

Podcast : <http://www.soundcloud.com/universitepermanente>

Trois publications de conférences faites à l'occasion de de l'Université permanente sur 1789 par Claude Mazauric, sur Aragon par Bernard Vasseur et sur Spinoza par Pascal Sévérac, sont disponibles.



vous pouvez vous les procurer auprès des ÉditionsHD

6, rue Labrouste 75015 Paris - Tél 01 45 57 57 90 - www.HDiffusion.fr

Le syndrome Juvin

ou la double vie du Rassemblement national

Un bel exemple du double langage de l'extrême droite, nationaliste, anti-libérale et écolo-identitaire côté cour, mondialiste, partisan du profit sans frontières et pro-pétroliers, côté jardin.

— PAR **GÉRARD STREIFF** —

Hervé Juvin est l'intellectuel du Rassemblement national. La presse l'a présenté comme « la tête pensante » de Marine Le Pen. C'est le théoricien du nationalisme version 2019. Comme le mot est un peu difficile à prononcer, Juvin lui préfère celui de localisme. C'est aussi un politique de premier plan. Longtemps, on l'a présenté comme devant prendre la tête de la liste du Rassemblement national aux élections européennes du printemps 2019. Finalement il a dû céder quelques places aux jeunes loups (l'homme est né en 1956) ; il s'est retrouvé en cinquième position et fut élu en mai dernier.

Le personnage a son propre cabinet, après avoir été membre du groupe européen de « conseil en stratégie et organisation », Eurogroup consulting. Il a la fibre médiatique, volontiers invité dans les débats télé pour défendre ses idées et ses livres (un vrai graphomane, sa bibliographie est longue comme un jour sans pain).

Il copine avec la droite extrême depuis longtemps. On repère par exemple sur les réseaux sociaux sa présence, en 2010, à un colloque du Bloc identitaire intitulé « Localisme et identité, la réponse au mondialisme ». Il rapportait sur le thème « La redécouverte de la condition politique (frontière et identité) comme solution à la crise ». (Ceci montre en passant que des passerelles entre lepenistes et identitaires existent, contrairement à ce qu'affirme Marine Le Pen). Depuis septembre

2017, il chronique dans la revue d'extrême droite d'Alain de Benoist, *Éléments*.

Les mots clés d'Hervé Juvin sont nationalisme (pardon : localisme), frontières, identité. Et puis il y a cette formule choc : « L'argent-roi, une incompatibilité avec la démocratie ». On retrouve cette logorrhée chez Marine Le Pen qui manie volontiers des formules définitives contre la finance et les oligarchies financières, comme : « Les oligarchies financières sont tentées de porter atteinte à la liberté de parole, qu'elle soit journalistique ou politique. [...] Il semble que les oligarchies financières qui se sentent protégées, voire encouragées par une sorte d'impunité, soient tentées d'intervenir de plus en plus dans le cours de la démocratie en France. [...] Les opposants vont-ils être réduits à un exil bancaire ? Est-il acceptable qu'une banque puisse décider qui a le droit d'exercer sa liberté d'expression en France ? Qu'arriverait-il si demain une banque pouvait décider du bannissement bancaire », etc. On se souvient que, lors de la campagne du second tour de la présidentielle, les frontistes opposaient les « patriotes » aux « mondialistes », les « antisystème » aux représentants d'un « système ». Marine Le Pen définissait sa bataille face à Macron comme un duel entre les tenants d'une « mondialisation sauvage », la « dérégulation totale », « l'argent roi » et elle-même.

L'IDÉOLOGUE D'UN NOUVEAU DISCOURS LEPÉNISTE SUR L'ÉCOLOGIE

Et puis Hervé Juvin, *last but not least*, est aussi l'idéologue qui a bricolé le nouveau discours lepéniste sur l'écologie. Sa rubrique dans *Éléments* s'intitule d'ailleurs « L'écologie des civilisations ». C'est lui qui tenait la plume pour le discours de Marine Le Pen sur l'environnement de janvier 2017, présenté en ce domaine comme la bible du mouvement. On a dit, écrit qu'il avait fait prendre le tournant écologiste au RN. On le croise encore en février 2019, à Lyon, où il tient une conférence sur « Énergie, alimentation, territoires » avec Marine Le Pen au premier rang. Son orientation en ce domaine est simple, voire simpliste : « On ne répondra aux problèmes écologiques actuels qu'avec des États en pleine possession de leur territoire, qui contrôlent l'économie et leurs frontières. » Sa thèse ? « C'est la diversité qui fait la survie. Si on réduit cette diversité, on s'expose au risque de la disparition de l'espèce. Je ne vois pas pourquoi on n'aurait pas la même réflexion au sujet de la diversité des espèces humaines. » Espèce/race, on navigue dans des eaux troubles. Se profile un discours écolo-identitaire, où ici aussi la solution, c'est la frontière.

En somme, chacun chez soi et les races seront bien gardées. Le contre-exemple parfait ? Le Brésil où le multiculturalisme de la société (le métissage) expliquerait un taux de criminalité élevé. On va dire qu'il y a une certaine logique dans tout ça, des thématiques détestables mais apparemment cohérentes. Au vieil affrontement capitalisme/communisme, l'heure est venue du bras de fer mondialisme/nationalisme.

Oui mais voilà : Monsieur Hervé Juvin, une fois élu euro-député, a dû déclarer ses revenus (une partie en tout cas) à la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP). Cette déclaration a ensuite été rendue publique sur le Net. Tout le monde peut consulter le document. Et là, stupeur et tremblement, on s'aperçoit que le bonhomme, ennemi de « l'argent-roi » est « péte de thunes », comme dirait un collégien ; il a placé des milliers d'actions dans les secteurs les plus divers, qui, pour la seule année 2018, lui ont rapporté un pactole (voir encadré ci-contre).

UN ACTIONNAIRE (GÂTÉ) DES PLUS GRANDES MULTINATIONALES

On découvre que l'obsédé de la frontière, le localiste fébrile est un chaud partisan d'Amazon et de Microsoft qu'il finance et dont il profite. Le

nationaliste est un actionnaire (gâté) des plus grandes multinationales. Le rebelle opposé aux banques adore BNP, Suez and co. L'antilibéral s'enrichit avec les pirates de l'ultralibéralisme. L'anti-américain soutient (et se rétribue sur) les firmes de l'oncle Sam. Et que dire de l'écologiste farouche (l'écologie des civilisations!) qui est accessoirement un fervent soutien de Royal Dutch (Shell) ou de Total.

Hervé Juvin, c'est Mister Jekyll, le fana des frontières (et autres murs) et Mister Hyde, tout fou de la finance sans entraves. C'est surtout un politicien madré, qui surfe sur la crise de la politique : il dénonce le cynisme des autres mais dans le genre, il fait pire. C'est en fait une parfaite image du Rassemblement national, attrape-gogos pour démunis, piloté par des aigrefins et des libéraux bon teint, une machine bien rodée qui prend les gens pour des c....●

LES BONNES AFFAIRES DE « L'ÉCOLO-NATIONALISTE » HERVÉ JUVIN

Rémunérations perçues au cours de l'année 2018 pour ses participations financières directes dans le capital de différentes sociétés :

Amazon 16 692 €, ATOS 4 184 €, Danone 32 688 €, Microsoft 9 525 €, Mondelez 10 284 €, NETAPP 6 102 €, Pernod 73 569 €, Rolinco 18 577 €, Royal Dutch 43 635 €, Sanofi 12 401 €, Suez 22 199 €, Total 69 494 €, Unitedtech 8 927 €, Vinci 49 730 €, Workday 10 528 €, Worldline 14 145 €, ESIGROUP 9 600 €, Infotel 5 224 €, Airbus 10 128 €, BNP 6 197 €, Carrefour 4 848 €, Deutschespost 3 810 €, Ipsen 5 295 €, Orpea 6 780 €, Rubis 3 689 €, Sanofi 16 318 €, STMICRO 4 355 €, Total 17 388 €, Valeo 7 250 €, Veolia 11 135 €, Vinci 4 993 €, Worldline 2 536 €, Collectis 1 559 €, Cogelec 1 420 €, Genomic 88 €, Ingenico 2 899 €, Wallix 2 740 €, Airliquide 454 000 €, Michelin 18 481 €, Mondelez 10 289 €, Orange 6 845 €, Royal Dutch 804 €, Total 81 783 €, Air Liquide 180 800 €

Sur la même déclaration d'intérêts, il est demandé à Hervé Juvin s'il exerçait des activités bénévoles, réponse brève : Néant.

Je laisse aux lecteurs/lectrices le plaisir de faire le total des rentrées du sieur Juvin ...

Selon la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP)

Chaque mois, *Cause commune* donne carte blanche à l'association ACRIMED (Action-CRitique-MÉDias) qui, par sa veille attentive et sa critique indépendante, est l'incontournable observatoire des médias.

RETRAITES

Cinquante nuances de « galères » au 20 h de France 2

Depuis le 5 décembre, un décompte du temps consacré à la question de la réforme des retraites dans le JT de 20 h de France 2 donne un résultat sans trop de surprise. C'est bien aux « galères » des usagers et aux conséquences négatives des grèves que le service public a réservé la plus grande part de son précieux temps d'antenne.

— PAR ACRIMED —

Comment le JT de 20h de France 2 a-t-il traité le projet de réforme des retraites, ainsi que les mouvements de grève et manifestations qu'il a suscités au cours du mois de décembre ? Cette question mérite d'être posée à plusieurs égards. Tout d'abord, pour rendre compte de la manière dont les médias traitent – et en l'occurrence maltraitent – une mobilisation d'une dimension historique au moins comparable au mouvement social de 1995. Les journaux télévisés de TF1 et France 2 continuent de jouer un rôle majeur (et prescripteur) dans le paysage médiatique, rassemblant tous les soirs, à 20 heures, une audience importante (près de 5 millions de téléspectateurs chacun, selon Médiamétrie). Leur étude permet ainsi de donner un aperçu significatif du traitement médiatique général.

Le JT de 20h de France 2 a par ailleurs cette particularité d'être diffusé sur une chaîne de service public. On pourrait à cet égard attendre, de la part de sa rédaction, un souci du pluralisme des points de vue plus important que sur les médias privés ; même si une première analyse, à la veille du 5 décembre, montrait que ces attentes étaient déjà déçues...

Pour étudier le traitement de la question des retraites par la rédaction de la chaîne publique, nous proposons d'effectuer un décompte précis du temps accordé à ses différents aspects dans le JT de 20h de France 2. La période concernée s'étend du 5 décembre, date de la première manifestation contre le projet de réforme, au 31 décembre compris¹.

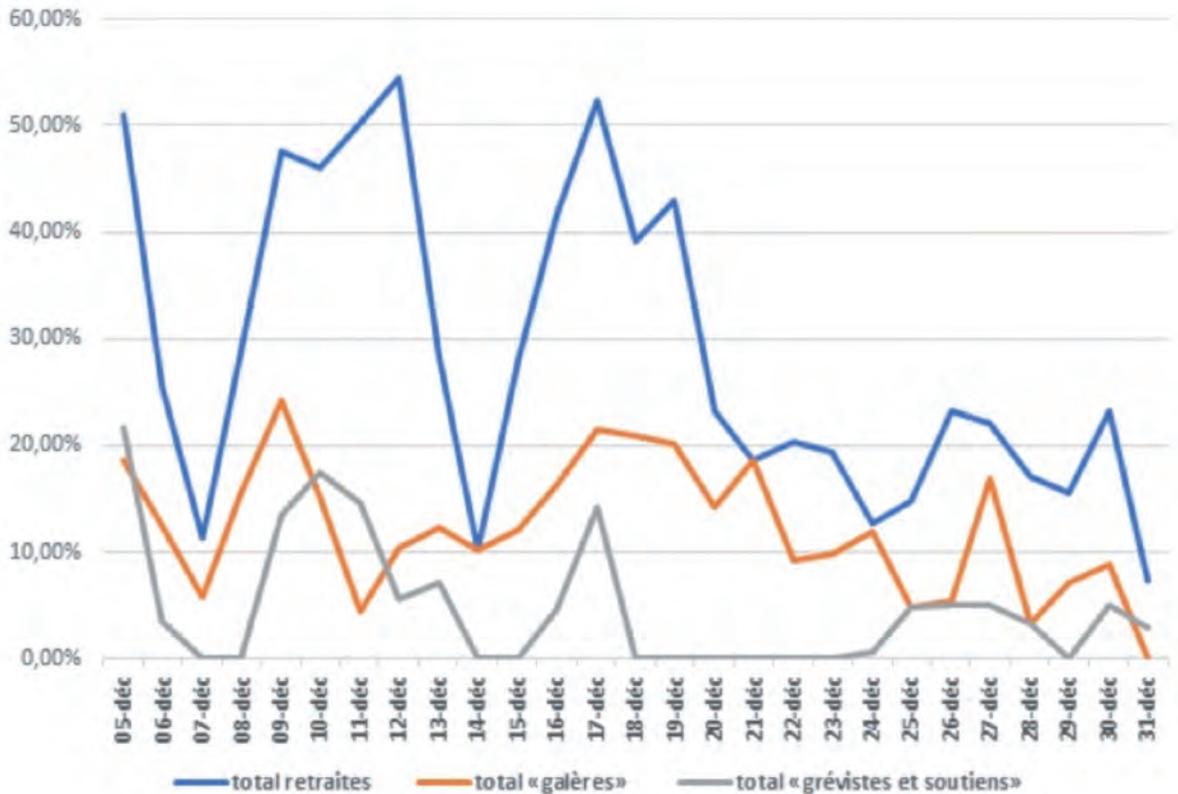
Premier constat : dans cet intervalle, les sujets et reportages traitant de la question des retraites ont occupé près

de 5 heures d'antenne, avec une moyenne quotidienne de 10 minutes et 20 secondes (avec des variations importantes selon les périodes, comme nous le verrons plus loin). Le temps moyen du JT étant de 36 minutes, cela représente environ 29 % des JT en moyenne sur la période étudiée. La question des retraites a donc été amplement traitée par le 20h de France 2.

On peut distinguer quatre grandes catégories de sujets portant sur la réforme des retraites, par ordre d'importance, selon le temps qui leur est accordé :

- La *première catégorie* est celle des « galères » des usagers et autres conséquences négatives des grèves et actions associées. Elle est la plus traitée dans les JT de la chaîne publique, et représente en moyenne 4 minutes 24 secondes par jour, soit 43 % du

TEMPS TOTAL CONSACRÉ AUX RETRAITES, AUX « GALÈRES », AUX GRÈVES ET AUX MANIFESTATIONS DANS LE 20H DE FRANCE 2 (en % du temps total du JT)



temps dédié à la question des retraites. Mis à part le 31 décembre, des sujets sur les « galères » ont été programmés tous les soirs dans le 20h de France 2.

- La *deuxième catégorie* concerne le suivi des négociations entre le gouvernement et les syndicats. Elle représente 2 minutes 15 secondes par jour, soit 21% du temps consacré aux retraites.

- La *troisième catégorie* recouvre les analyses de fond ou le décryptage des mesures du projet du gouvernement, ou des « concessions » proposées. Elle représente 1 minute 57 secondes par jour, soit 19% du temps dédié aux retraites. Cette catégorie et la précédente

occupent une place plus importante dans le 20h au moment des annonces du gouvernement, des mobilisations et des négociations avec les syndicats.

manifestations et des témoignages de grévistes et de leurs soutiens. Elle représente 1 minute 44 secondes par jour, soit 17% du temps dédié aux

« De manière générale, le temps accordé aux grévistes et à leurs soutiens demeure très largement inférieur à celui dédié aux « galères » des usagers et aux conséquences négatives des grèves et mobilisations. »

- La *quatrième et dernière catégorie* concerne le traitement des grèves et

retraites. C'est donc la catégorie la moins importante des quatre. ►►

►► QUAND LES « GALÈRES » ÉCRASENT L'INFORMATION SOCIALE

Au vu de ce décompte global, un second constat s'impose : la rédaction du JT de France 2 a choisi d'accorder la part la plus importante de son temps d'antenne aux « galères » des usagers et autres conséquences négatives de la grève : 2,5 fois plus de temps qu'aux manifestants, aux grévistes et à leurs mobilisations.

Le graphique de la page précédente récapitule le temps dédié à la réforme des retraites en pourcentage du temps total du JT ; et en particulier le temps accordé aux « galères » et conséquences négatives ; et aux témoignages de manifestants et de grévistes et à leurs mobilisations :

On observe plusieurs « pics » dans le traitement de la question des retraites par le 20h de France 2, qui correspondent aux dates des manifestations (5, 10, 17 et 28 décembre) et des « temps forts » dans le processus de négociations entre le gouvernement et les syn-

détermination (ou à l'essoufflement) des grévistes : « Combien de temps tiendront-ils ? » (5 déc.) ; « Une grève partie pour durer » (9 déc.) ; « Les grévistes toujours déterminés » (11 déc.) « Une mobilisation qui va durer ? » (17 déc.), sans oublier le traditionnel « Le mouvement s'essouffle-t-il ? » (30 déc.). Plus rarement, des sujets dédiés au quotidien des grévistes ou aux raisons de la colère : « Une journée de grève dans l'Yonne » (5 déc.) ; « Au cœur d'une assemblée générale » (6 déc.) ; « Papa, maman, la grève et moi » (13 déc.) ; « Une neurologue explique pourquoi elle se bat pour l'hôpital public » (17 déc.).

De manière générale, le temps accordé aux grévistes et à leurs soutiens demeure très largement inférieur à celui dédié aux « galères » des usagers et aux conséquences négatives des grèves et mobilisations (seules exceptions, les journées des 5, 10 et 11 décembre, ainsi que le 31 décembre). C'est tout particulièrement le cas à l'approche de la mobilisation du

souvent pour des marronniers (huit sujets sur les départs en vacances perturbés, par exemple), elle sait également faire preuve d'imagination : « Pas de métro, dodo au boulot » (17 déc.) ; « Les accidents de deux-roues en hausse » (17 déc.) ; « Des coupures de courant sauvages revendiquées par la CGT » (18 déc.) ; « Salles de spectacle, musées : la fréquentation en baisse » (19 déc.).

Dans le même ordre d'idées, au fil des JT, les victimes de la grève et des manifestations se multiplient, et en particulier l'économie, les entreprises et les commerçants (sujets traités dans les 20h des 5, 7, 8, 9, 12, 14, 15, 18 et 27 décembre), les cirques (25 déc.), l'Opéra de Paris (27 déc.) ou encore les restaurateurs (29 déc.). Une véritable hécatombe !

Mais les sujets consacrés aux « galères » d'une part et aux mobilisations sociales de l'autre n'épuisent pas l'ensemble des sujets concernant la réforme des retraites. Deux autres types de sujets occupent une partie importante du temps d'antenne : le suivi des négociations (21% du temps total des sujets consacrés aux retraites) et les décryptages et analyses des propositions (19%).

UN CADRAGE DU DÉBAT QUI EXCLUT TOUTE ALTERNATIVE

Sans surprise, le suivi du déroulement des négociations et de la « bataille de l'opinion » mobilise de nombreuses entrées de notre lexique pour temps de grèves et de manifestations. Là encore, les intitulés des différents sujets sont parlants : « Édouard Philippe joue la carte de l'apaisement » (6 déc.) ; c'est « le temps des concessions » (8 déc.) ; puis l'inénarrable Nathalie Saint-Cricq nous rassure : « La CFDT et le gouvernement sont condamnés à s'entendre » (12 déc.). Et pourtant, patatras : ils ne s'entendent pas.

La rédaction de France 2 s'interroge alors : « Que pourrait proposer Édouard Philippe aux syndicats ? » (17 déc.) ;

« Au fil des sujets, tout est présenté comme si le seul choix possible devait se faire entre une réforme "brute" telle qu'annoncée par le gouvernement et une réforme amendée de quelques "concessions" à différentes catégories de la population, ou allégée de certaines mesures. »

dicats (annonces d'Édouard Philippe le 11 décembre, démission de Jean-Paul Delevoye le 16 décembre, « marathon » de négociations des 18 et 19 décembre).

Les quatre grandes manifestations correspondent aux périodes où les manifestants, grévistes et leurs soutiens bénéficient du plus important temps d'antenne. À travers des sujets dédiés aux mobilisations, avec une appréhension souvent « comptable », ainsi qu'une attention portée à la

10 décembre. La veille, quatre sujets sont consacrés au « lundi noir », à « l'Île-de-France sous tension » ou encore aux « entreprises qui en pâtissent ».

Mais ce n'est pourtant rien comparé à la semaine qui a précédé les vacances de Noël : du 16 au 21 décembre, soit 6 jours, on ne compte pas moins de 21 sujets consacrés aux « galères » ! Soit en moyenne... plus de la moitié du temps consacré aux retraites (53%). Et si la rédaction opte



puis vient l'espoir : alors que le gouvernement « lâche du lest » [20 déc.] apparaissent des « divisions dans les syndicats ». La semaine de Noël est l'occasion de moquer les grèves comme une lubie nationale (« Grève : une histoire à la française », 22 déc.) ; et de s'interroger sur des sujets de fond : « Faut-il réquisitionner des agents ? » [23 déc.]. Avant de terminer le mois de décembre sur un satisfecit à Emmanuel Macron suite à ses vœux, puisque le président reste malgré tout « fidèle à son image de réformateur » [31 déc.].

perdants de la réforme des retraites » [5 déc.] ; ou encore « Retraites : des projections trop optimistes ? » [12 déc.]. Mais la plupart présentent la réforme des retraites sous un jour favorable. Plusieurs sujets expliquent ainsi que les pensions ou la valeur du point ne devraient pas baisser si l'on en croit... le gouvernement. « Réforme des retraites : un bonus pour commencer ? » [9 déc.] ; « L'interrogation des Français face au nouveau calcul de point » [13 déc.] ; « Réforme des retraites : les pensions vont-elles baisser ? » [17 déc.].

« Quant aux propositions alternatives pour faire évoluer le système de retraites actuel, à l'instar de celles formulées par la CGT ou d'autres formations politiques, associatives et syndicales, elles sont tout simplement absentes du débat. »

La quatrième et dernière catégorie, celle des analyses et des « décryptages » des propositions du gouvernement, s'inscrit dans la même tendance. Quelques sujets isolés évoquent certes les conséquences néfastes de la réforme – ou adoptent du moins un certain recul critique : « Enseignants : les

Et les « décrypteurs » du JT de France 2 ne se lassent pas de tenter de dénicher les « gagnants » de la réforme, tantôt les étudiants (9 déc.), les mères de famille (11 déc.), les agriculteurs (11 déc.), les titulaires d'un métier pénible (11 déc.) ou encore les veufs et veuves (12 déc.). À cela s'ajoute

la chronique régulière des « gestes » et autres « concessions » du gouvernement accordés aux policiers (12 déc.), aux gardiens de prison, aux militaires, aux sapeurs-pompiers (16 déc.), aux pensions minimum (19 déc.), aux gaziers et électriciens (23 déc.), aux routiers (25 déc.) ou encore aux pilotes (26 déc.), voire aux danseuses et danseurs de l'Opéra (29 déc.). Au point que le vertige semble, un instant, saisir la rédaction du JT : « Jusqu'où iront les concessions du gouvernement ? » [26 déc.] Et face à tant de « cadeaux », que demande le peuple ?

Au-delà de la présentation des mesures et des concessions accordées, le 20h a une façon problématique de poser le débat : au fil des sujets, tout est présenté comme si le seul choix possible devait se faire entre une réforme « brute », telle qu'annoncée par le gouvernement ; et une réforme amendée de quelques « concessions » à différentes catégories de la population, ou allégée de certaines mesures (l'âge pivot par exemple). Ainsi le retrait de la réforme n'est-il pas envisageable, et renvoyé systématiquement à une position jugée « non constructive » (à l'opposé de celle des syndicats qualifiés de « réformistes », voire de « progressistes »). Quant aux propositions alternatives pour faire évoluer le système de retraites actuel, à l'instar de celles formulées par la CGT ou d'autres formations politiques, associatives et syndicales, elles sont tout simplement absentes du débat. La leçon est claire : il n'y a pas d'alternative (ou si peu). ●

8 janvier 2020

1- Note méthodologique : notre décompte concerne le temps des différents sujets dédiés à la question des retraites, reportages et interventions des « experts » et éditorialistes en plateau. Il ne prend donc pas en compte les annonces du sommaire, lancements et transitions. Les intitulés des sujets figurant en annexe sont soit issus des bandeaux du JT, soit de leur intitulé sur le site de France 2.

ÉGALITÉ FEMMES/HOMMES

Du levier financier pour les retraites à l'enjeu de civilisation

Salaires, temps de travail, interruptions de carrière, types d'emploi, etc. : derrière les pensions de retraite se cristallise l'ensemble des inégalités que connaissent les femmes au cours de leur vie professionnelle et familiale.

— PAR **FANNY CHARNIÈRE** —

LES FEMMES ONT EN MOYENNE UNE PENSION INFÉRIEURE DE 42 % À CELLE DES HOMMES

Selon la direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), en 2016, les retraitées résidant en France ont en moyenne une pension de droit direct inférieure de 42 % à celle des hommes (1 099 euros contre 1 908 euros). Les

isole l'effet carrière courte, les femmes ont une pension de droit direct inférieure de 28 % (1 460 euros contre 2 049 euros) et une pension totale inférieure de 20 % (1 643 euros contre 2 071 euros). Ces inégalités tendent à se réduire au fil des générations, notamment du fait de l'allongement des carrières des femmes. Cependant, pour pouvoir obtenir une

en 2010. Si, depuis 2010, l'écart ne s'est pas creusé, on observe que tendanciellement l'âge conjoncturel moyen de départ augmente pour l'ensemble des retraités du fait de la réforme des retraites de 2010 : en 2017, les retraités ayant liquidé leurs droits avaient en moyenne 62,1 ans, alors qu'ils avaient 60,5 ans en 2010.

INÉGALITÉS DE SALAIRES ET DISTRIBUTION GÉNÉRÉE DES EMPLOIS

Toutes ces inégalités sont la conséquence en bout de chaîne d'inégalités historiques sur le marché du travail largement documentées, les inégalités de salaires entre femmes et hommes sont aujourd'hui encore très fortes et expliquent en partie les écarts de pension entre femmes et hommes. En vingt ans, l'écart de salaires moyen entre femmes et hommes a peu diminué : 27 % en 1995 à 25,7 % en 2012.

Mais une partie de cet écart ne tient pas compte de la distribution générée des emplois en France. Rappelons d'abord que le temps de travail souffre d'une distribution générée : 59,3 % des

« Les femmes cadres gagnent 20 % de moins que les hommes, cet écart est de 8,5 % parmi les employés et de 14 % parmi les professions intermédiaires. »

dispositifs de solidarité et la réversion permettent de réduire cet écart : la pension totale des retraitées est alors inférieure de 29 % (1 367 euros contre 1 929 euros). Les femmes ont des carrières plus courtes et donc plus souvent incomplètes que les hommes. Si l'on ne considère que les retraités ayant une carrière complète, ce qui

pension plus importante, les femmes liquident leur retraite plus tard que les hommes : les femmes de la génération 1951 ont liquidé leur retraite à 60,8 ans contre 60 ans pour les hommes. L'écart de l'âge conjoncturel moyen¹ de départ à la retraite entre femmes et hommes a diminué, passant de 1,2 année en 2004 à 0,6 année

personnes n'ayant jamais travaillé sont des femmes et près de 80 % des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes. Travaillant moins d'heures, leurs salaires sont mécaniquement plus faibles. En équivalent temps plein, et donc en « gommant » les disparités de temps de travail, l'écart de salaires entre les femmes et les hommes est alors de 16,3 %. À cette distribution genrée du temps de travail se superpose une distribution genrée des professions : les

courtes, et donc des retraites plus faibles. Pour les mères, plus le nombre d'enfants augmente, plus leur taux d'emploi diminue, notamment lorsqu'au moins un enfant est âgé de moins de 3 ans. À l'inverse, le taux d'emploi des pères en couple varie peu avec le nombre et l'âge des enfants : il est au moins de 80 %, quelle que soit la situation familiale. De même, le taux de temps partiel parmi les hommes en emploi varie peu, alors que pour les mères ce taux oscille entre 23 et

Tô, « Entreprises, enfants : quels rôles dans les inégalités salariales entre femmes et hommes ? », *Insee Analyses*, n°44, février 2019).

LES FEMMES DANS LA REPRODUCTION DE LA FORCE DE TRAVAIL

Peu rémunérateurs et précaires, les emplois sur le marché du travail assurant une partie de la reproduction de la force de travail sont majoritairement occupés par des femmes : 84,3 % des personnels des services directs aux particuliers et 58 % de ceux du secteur du nettoyage sont des femmes. Ces secteurs comportent également une forte proportion d'étrangers : 35 % pour le nettoyage et 25 % pour les services directs aux particuliers.

Mais la majeure partie de la reproduction de la force de travail est effectuée gratuitement dans les foyers, en l'occurrence le plus souvent par les femmes. L'INSEE estime qu'en 2010, ce sont entre 42 et 77 milliards d'heures de travail domestique qui ont été effectuées en France. Rap-

« En vingt ans, l'écart de salaires moyen entre femmes et hommes a peu diminué : 27 % en 1995 à 25,7 % en 2012. »

femmes sont moins nombreuses à occuper des postes de cadres et de professions intellectuelles supérieures, généralement mieux rémunérés. Elles sont aussi particulièrement surreprésentées parmi les professions d'employés et dans les services. C'est aussi parmi les cadres et professions intellectuelles supérieures que les écarts de salaires entre les femmes et les hommes sont les plus importants : les femmes cadres gagnent 20 % de moins que les hommes, cet écart est de 8,5 % parmi les employés et de 14 % parmi les professions intermédiaires. On estime que 10,5 % de l'écart de salaire entre femmes et hommes est « inexplicable », ce reste relevant de discriminations sexistes structurant l'organisation sexiste du marché du travail et donc de la société.

LA PARENTALITÉ ACCENTUÉE LES INÉGALITÉS FEMMES/HOMMES

Les interruptions de carrière pour élever des enfants expliquent également pourquoi les femmes ont des carrières moins complètes et plus

52 % selon la configuration familiale (33 % en moyenne). Près de la moitié des mères à temps partiel le sont pour s'occuper de leurs enfants ou d'un autre membre de la famille, contre à peine un père à temps partiel

« Les inégalités à la retraite sont la conséquence en aval d'un ensemble d'inégalités subies tout au long de la vie professionnelle et familiale, constitutives d'un inégalitarisme intrinsèque à notre société et d'une organisation sociale sexiste. »

sur cinq. La majorité d'entre eux le sont parce que leur emploi actuel ne leur permet pas de travailler davantage. Une récente étude de l'INSEE a même montré que l'écart de salaire est bien plus élevé entre mères et pères qu'entre non-parents (Élise Coudin, Sophie Maillard et Maxime

porté aux 38 milliards d'heures de travail rémunéré réalisées sur la même période, le temps de travail domestique est donc au minimum égal au temps de travail rémunéré ; avec la définition extensive du travail domestique, il en représente le double. Au total, c'est donc entre 30 et ►►

►► 46 milliards d'heures que les femmes consacrent au travail domestique chaque année. L'INSEE a évalué la valeur du travail domestique à 292 milliards d'euros (calcul pour une définition restreinte du travail domestique et heures valorisées au SMIC net), soit 15 % du PIB, dépassant alors la part de l'industrie manufacturière dans le PIB français (13 %). En échappant au travail salarié et au marché du travail, ces heures ne par-

L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES, ENJEU DE JUSTICE ET LEVIER FINANCIER POUR LES RETRAITES
Un rapport remis en 2017 à la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi des Hauts-de-France estime le manque à gagner des femmes à 246 milliards d'euros, ce qui représente une perte de 113 milliards d'euros en cotisations pour la collectivité (chiffre sur don-

433 milliards d'euros en 2013, ce qui aurait un effet net sur la fiscalité estimée à 61,5 milliards d'euros. Pour les retraités actuels, on estime le surcoût de dépenses de retraite (pensions de vieillesse, pensions de droit dérivé, minimum vieillesse), dû aux inégalités passées, à 2,6 % du PIB. Les masses de cotisations que rapporterait une égalité immédiate entre femmes et hommes financeraient donc largement la compensation d'une partie des inégalités passées, qu'on estime, sans prendre en compte la distribution genrée des emplois ni même du temps de travail domestique, à 55 milliards d'euros qui auraient été dus aux femmes si elles avaient gagné en moyenne autant que les hommes (Antoine Math, « Une estimation du coût indirect des enfants en termes de pertes de carrière, de salaires et de droits à retraite pour les femmes », *Revue de l'IRES*, n°83, 2014).

Les inégalités à la retraite ne peuvent se résumer à des écarts de revenus salariaux : elles sont la conséquence en aval d'un ensemble d'inégalités subies tout au long de la vie professionnelle et familiale, elles-mêmes constitutives d'un inégalitarisme intrinsèque à notre société et d'une organisation sociale sexiste. Pour résorber, voire supprimer, cette inégalité, il faudra donc changer en profondeur la société française. Ce qui améliorera alors réellement à la fois les ressources des retraites des femmes et les ressources disponibles pour financer le système de retraites dans sa globalité. ●

Fanny Charnière est statisticienne.

1- Cela correspond à l'âge moyen de départ d'une génération fictive qui aurait, à chaque âge, la même probabilité d'être à la retraite que la génération de cet âge au cours de l'année d'observation. Cette méthode permet d'estimer les effets de la réforme de 2010, bien que l'ensemble des cohortes de générations récentes ne soient pas parties en retraite.

« Peu rémunérateurs et précaires, les emplois sur le marché du travail assurant une partie de la reproduction de la force de travail sont majoritairement occupés par des femmes : 84,3 % des personnels des services directs aux particuliers et 58 % de ceux du secteur du nettoyage sont des femmes. »

ticipent pas au financement de notre modèle de protection sociale. Ces inégalités ne souffrent d'ailleurs d'aucune compensation financière. Pour remettre en cause l'organisation sexiste de la reproduction de la force de travail, des luttes doivent s'articuler sur deux terrains :

1. le marché du travail, pour sortir de la pauvreté et de la précarité les milliers de salariés chargés de nettoyer nos villes, nos lieux de travail et nos foyers mais qui prennent aussi soin de nos enfants et de nos aînés dépendants ;
2. la famille, pour sortir des millions d'heures de travail domestique de la sphère non marchande, et donc du bénévolat, *via* le développement de services collectifs (crèches, cantines, etc.) et travailler à la répartition égale entre femmes et hommes du travail domestique restant.

nées 2013), dont 33,25 milliards pour les seules retraites. Cette estimation repose sur deux calculs :

1. le manque à gagner des femmes en emploi si, à tous les niveaux de diplômes, elles avaient les mêmes revenus moyens que les hommes. Les auteurs et autrices l'évaluent à 183 milliards brut (dont 84,2 milliards de cotisations) ;
2. le manque à gagner lié à l'écart des taux d'emploi, par niveaux de diplômes que les auteurs et autrices estiment à 63 milliards d'euros (dont 29 milliards de cotisations).

De plus, une augmentation du revenu et du taux d'activité féminins conduirait à une augmentation du PIB et de l'activité par un effet de bouclage macro-économique : à part des salaires dans la valeur ajoutée constante, cette double hausse ferait augmenter le PIB de 20,5 %, soit

Parcours en zigzag dans la philosophie états-unienne

En tous domaines, la vie culturelle aux États-Unis a été marquée par un souci d'émancipation. Il s'agissait de rompre le lien de plus en plus distendu qui la reliait encore à l'ancien monde européen et de développer une identité propre. La philosophie n'a pas fait exception à la règle.

— PAR JEAN-MICHEL GALANO* —

Les choses sont toutefois plus complexes en ce domaine : aucune philosophie n'est « l'expression d'un peuple » au même titre que la musique ou la littérature. La philosophie, c'est son point commun avec les sciences, est une recherche de la vérité et non pas une expression individuelle ou collective. Cette recherche suppose recul critique, élaboration de thématiques propres, mise en œuvre d'outils conceptuels et de méthodes appropriées. C'est à ce niveau, celui des approches et des choix, que le « donné » historique et social s'expose à la pensée théorique. On ne peut penser qu'un donné préexistant. Pour autant, la pensée de ce donné n'a rien de simple : elle est médiatisée par la langue et par un certain nombre d'institutions.

UNE CONTINUITÉ ANGLO-SAXONNE

Toute philosophie est tributaire d'une langue vernaculaire dans laquelle elle s'enracine. Savoir s'il s'agit là d'une limitation ou d'une richesse est un problème récurrent que nous

n'aborderons pas ici. On se contentera de remarquer qu'au-delà de toute volonté ou velléité de rupture avec le mode de pensée hérité de George Berkeley et de David Hume, l'élément commun du langage persiste, intact. Et cet élément charrie toute une tradition : celle de l'enquête plutôt que de l'exposé, celle surtout de la défiance à l'égard des abstractions

peine à traverser l'Atlantique. Et il n'est pas indifférent de noter que cette détestation des idées générales se lie chez George Berkeley à une disqualification de l'idée même de matière : le matérialisme serait un idéalisme comme les autres. Thèse aux conséquences dévastatrices qui sous des formes diverses survivra à George Berkeley.

« Le pragmatisme est la première pierre de l'édifice philosophique états-unien, ce par quoi il se différencie radicalement de la tradition européenne, y compris britannique. »

et des idées générales. L'injonction de David Hume à la fin de *l'Enquête sur l'entendement humain* à n'accepter que les raisonnements étayés par des faits peut être considéré comme la maxime de la philosophie anglo-saxonne. Maxime qui n'aura aucune

Et cela d'autant plus que, et c'est une donnée historique cruciale, la vie intellectuelle aux États-Unis a longtemps et massivement été une vie religieuse, dominée par les différentes variantes de la doctrine protestante du libre examen. ►►

► La conquête de territoires nouveaux, le recul de la frontière, le développement des circuits commerciaux, tout cela s'accommodait mal du catholicisme, avec ses églises implantées dans les villes et la lourdeur de sa liturgie. « Une Bible et un fusil », la formule est évidemment expéditive mais non dénuée de vérité : très tôt, l'idéal de l'homme américain est un idéal de virilité, d'exposition aux risques, d'inventivité, mais aussi d'esprit missionnaire. On a observé que parmi les plus anciennes entreprises américaines, beaucoup ont été fondées par des pasteurs, quakers ou mormons, pour qui le commerce s'inscrivait dans le droit fil de l'évangélisation.

Autant dire que la vie spirituelle et intellectuelle des États-Unis naissants se situe donc au plus loin des bibliothèques et des monastères. Toute idée d'un centre lui est étrangère. La vie universitaire ne viendra que bien après et entérinera à sa façon continuité et ruptures, Yale étant plutôt un lieu de transmission des idées européennes, Harvard se concentrant sur l'édification et la formalisation d'une pensée nationale spécifique.

PHILOSOPHÈMES AMÉRICAINS

Il y a donc des « philosophèmes américains » antérieurs et extérieurs à ce qu'on pourra appeler par la suite « philosophie américaine ». Tout philosophème est de l'ordre du donné idéologique, toute philosophie est de l'ordre de la critique. Parmi ces philosophèmes, on ne trouve pas la raison, ni la tradition mais par contre : le libre examen, la libre parole, et surtout le « succès ». Le critère du « succès », ou encore de la « réussite », est un élément doctrinal essentiel au protestantisme : c'est à la qualité de ses fruits qu'on reconnaît le bon arbre. Aux valeurs catholiques de conformité et d'obéissance et à la médiation des clercs, luthériens et

calvinistes substituent l'évidence immédiate de la foi vivante et de la réussite dans ce que l'on entreprend. Il y a lieu de souligner le caractère exclusif de ces philosophèmes, qui font système entre eux : pas d'héritage de l'histoire, et une réflexion théorique adossée à ces absolus supposés que

de sens que par les effets qu'elle produit, que ce soit dans la sphère de l'intériorité ou dans le monde social humain. Le critère de validation n'est plus ici la rationalité mais l'efficacité, ou plutôt le critère de la rationalité n'est pas antérieur ni extérieur à l'action, mais l'action aboutie elle-même.

« La vie intellectuelle aux États-Unis a longtemps et massivement été une vie religieuse, dominée par les différentes variantes de la doctrine protestante du libre examen. »

sont, d'un côté la foi, de l'autre une connaissance objective souvent réduite aux mathématiques et à la logique formelle. Mysticisme d'un côté, analytisme de l'autre. C'est la racine de ce qu'on appellera le « transcendantalisme », terme forgé par Ralph Waldo Emerson, et qui pose que la spécificité humaine réside dans ces deux absolus imperméables à l'histoire que sont le langage et la foi.

LE PRAGMATISME

C'est la doctrine du pragmatisme (du grec *pragma*, activité, affaire) qui marque le passage de la notion floue de « succès » à une conceptualité rigoureuse. Charles Sanders Peirce (1839-1914) le définit ainsi : « Considérer quels sont les effets pratiques que nous pensons pouvoir être produits par l'objet de notre conception. La conception de tous ces effets est la conception complète de l'objet » (« *Comment rendre nos idées claires* », §15). À l'opposé de toute contemplation, le rapport à nos idées se doit d'être sanctionné par la pratique. Une idée n'a de valeur et même

Les pragmatistes rejettent le rationalisme dogmatique et doctrinal au profit du « succès », lequel constitue si l'on ose dire un point d'absolu.

Le pragmatisme est la première pierre de l'édifice philosophique états-unien, ce par quoi il se différencie radicalement de la tradition européenne, y compris britannique. Très révélatrice à cet égard, la confrontation entre Gilbert Ryle, l'un des plus éminents représentants de la philosophie analytique anglaise, et Willard Van Orman Quine, sans doute le plus célèbre des philosophes de Harvard, lors d'un colloque sur la philosophie analytique tenu à Royaumont en 1958. Orman Quine, cherchant à systématiser sa démarche critique, dénonce ce qu'il appelle « le mythe de la signification ». Selon lui, tenant d'une ontologie aussi restreinte que possible, les significations, les idées n'existent pas à proprement parler, mais peuvent et doivent être réduites à des gestes indicatifs de désignation. Il suggère qu'un observateur extérieur à une tribu dont il ne connaîtrait ni le langage ni les mœurs finirait par en

savoir assez en notant les récurrences des mots émis et des gestes de désignation. Sa démarche pragmatiste (fidèle à sa méthode, il ne se réclame pas de ce mot, ni d'aucun mot en « -isme »), débouche sur une anthropologie behavioriste. S'ensuit entre Gilbert Ryle et lui un savoureux dialogue de sourds devant un public français médusé. Gilbert Ryle objecte en substance : – D'accord si vous voulez dire qu'une notion comme par exemple le pouvoir d'achat n'est pas quelque chose de réel qui se trouvait entre mon porte-monnaie et la baguette pain que j'achète à la boulangerie du coin. Vous postez un observateur devant la boulangerie, il va voir effectivement des pièces de métal s'échanger contre des pains. Parfois quelqu'un entre, roule une pièce entre ses doigts puis ressort

inductions à partir d'eux. C'est aussi un phénoménisme : pas d'essence sous les phénomènes ! Mais comment alors ne pas réduire le monde connaissable à ce qui apparaît, le reste étant définitivement frappé du sceau du mystère ?

PERSPECTIVES ANTHROPOLOGIQUES

Le rejet de toute définition canonique de l'homme comme « animal doué de raison » s'exprime avec une force particulière chez William James (1842-1910). C'est peut-être lui qui donne à la philosophie états-unienne tout son volume. Car à côté de ceux qui s'interrogent sur le langage et ses limites, William James s'interroge sur les origines et le sujet de cet agir humain susceptible d'efficacité. Or sa thèse est sans appel, et c'est une

vous la possédiez déjà. » Ou encore : « L'expérience immédiate de la vie résout les problèmes qui déconcertent le plus l'intelligence pure. » Cette subordination de l'être à l'avoir et de l'avoir au faire fait exploser les ennuyeuses classifications psychologiques. Mais, chez William James, cette réhabilitation du corps, et des instincts débouche sur une apologie de la masculinité et des valeurs viriles de lutte et d'appropriation.

Il est significatif de voir que John Dewey, homme de gauche et néanmoins pragmatiste convaincu, consacrera tout un pan de sa réflexion personnelle à infléchir les idées de William James et de Charles S. Peirce dans une perspective qui le met, à terme, en convergence avec certaines idées de Marx. Au transcendantalisme, John Dewey oppose l'instrumentalisme ; la spécificité humaine inclut certes le langage, mais aussi l'outillage, matériel et institutionnel, par l'usage duquel les humains, dans toute la dimension historique de leurs rapports sociaux, ne cessent de travailler leur rapport au monde travail qui est l'essence même de la démocratie. Il est bien dommage que John Dewey n'ait pas connu les travaux de Lev Vygotski. Les idées de progrès et d'émancipation humaine y auraient beaucoup gagné en contenu et en efficacité.

En définitive, ce sont les possibilités inexploitées qui retiennent l'attention de quiconque prend connaissance du travail philosophique effectué aux États-Unis. Il possède une réelle originalité dans ses thèmes et dans ses méthodes. On ne saurait le réduire au simple reflet d'une société. Pour autant, les conditions spécifiques dans lesquelles il se fait, si elles lui ont permis de s'émanciper de la tradition européenne, ne l'ont pas mis à l'abri d'un certain isolationnisme. ●

*Jean-Michel Galano est professeur agrégé de philosophie.

« Les pragmatistes rejettent le rationalisme dogmatique et doctrinal au profit du "succès", lequel constitue si l'on ose dire un point d'absolu. »

les mains vides. Il finira bien par comprendre deux ou trois choses, mais pourquoi ne va-t-il pas tout simplement parler aux gens pour se renseigner ? Et de conclure : « Votre ethnologue de la brousse m'a bien l'air du plus fameux imbécile que j'aie jamais rencontré ! » À quoi Orman Quine a beau jeu de répondre que son observateur supposé n'a aucun langage commun lui permettant une telle approche.

Le pragmatisme qui sous-tend la méthodologie d'Orman Quine n'est pas seulement un behaviorisme centré sur l'observation des comportements et occupé à faire de prudentes

thèse vitaliste : vivre, c'est avoir des instincts, tout vivant a des instincts, et la différence spécifique de l'humain par rapport aux animaux et aux plantes réside non pas dans la possession d'une surnaturelle raison, mais bien au contraire d'une profusion d'instincts tendant non seulement à conserver la vie individuelle, mais à l'épanouir et à l'affirmer de toutes les façons possibles, la lutte pour s'approprier davantage et jouir pleinement étant la vraie nature de l'homme.

De fait, William James est un doctrinaire de l'action : « Si vous voulez avoir une qualité, agissez comme si

Au-delà de l'image de l'esclave mâle rebelle

Les esclaves cherchant à se libérer ont recouru bien plus souvent au marronnage et à l'achat de la liberté qu'à la révolte.

— PAR **ALINE HELG*** —

Les révoltes d'esclaves ont longtemps été le sujet d'étude privilégié des historiens de l'esclavage. Les raisons de leur choix sont multiples. Les révoltes démontrent que, loin d'être passives, les populations esclavisées ont lutté au point de risquer et souvent perdre leur vie dans l'espoir de gagner la liberté. Les révoltes sont spectaculaires et sanglantes, elles ont leurs héros et leurs victimes, et elles peuvent être racontées avec force et éclat. Et puis les révoltes sont « visibles » parce qu'elles ont produit des sources documentaires en abondance sur lesquelles les historiens peuvent se fonder. Enfin, dans les périodes de grande mobilisation sociale, l'étude des révoltes passées suggère des pistes d'interprétation du présent.

DE L'ÉTUDE DES RÉVOLTES SERVILES

C'est ainsi que la révolte de Spartacus en Italie romaine du I^{er} siècle avant notre ère acquiert une nouvelle actualité dans les Amériques esclavagistes après l'éclatement du soulèvement massif des esclaves de Saint-Domingue en août 1791. Pour certains abolitionnistes,

l'image de l'esclave mâle rebelle laissée par Spartacus s'est réincarnée dans Toussaint Louverture, qui certes fut sacrifié par Napoléon mais joua un rôle crucial dans le développement du processus conduisant à l'abolition de l'esclavage et à l'indépendance de Haïti treize ans plus tard.

lutionnaire de l'insurrection servile de Saint-Domingue. Cinq ans plus tard, un autre historien marxiste, l'États-unien Herbert Aptheker, fait paraître *American Negro Slave Revolts* (1943). Cependant c'est surtout après 1960, quand les Amériques sont bouleversées par les succès du Civil Rights

« La fuite et le marronnage ont permis à un nombre incalculable d'esclaves de se libérer eux-mêmes, soit en s'enfuyant dans les terres intérieures non colonisées, soit en se réfugiant parmi la population libre de couleur d'une ville éloignée. »

Au XX^e siècle, dans le sillage de la révolution bolchevique, la révolte servile s'impose comme sujet de recherche historique auprès d'historiens marxistes. Durant les tumultueuses années 1930, le Trinidadien C.L.R. James publie *The Black Jacobins : Toussaint L'Ouverture and the San Domingo Revolution* (1938), premier ouvrage à mettre en lumière le caractère fondamentalement révo-

lutionnaire de l'insurrection servile de Saint-Domingue. Cinq ans plus tard, un autre historien marxiste, l'États-unien Herbert Aptheker, fait paraître *American Negro Slave Revolts* (1943). Cependant c'est surtout après 1960, quand les Amériques sont bouleversées par les succès du Civil Rights

du monde anglophone, cherchent les racines de cette effervescence populaire tant dans les révoltes paysannes et indiennes que serviles. À la suite du Jamaïcain Orlando Patterson (*The Sociology of Slavery*, 1967), ils classifient et hiérarchisent la résistance des esclaves à leur condition, partant de l'accommodation

en faisant de cette dernière la référence pour mesurer les révoltes serviles, ils banalisent l'exceptionnel, ce qui transforme les nombreuses mutineries ne mobilisant que quelques dizaines d'esclaves en autant d'échecs et laisse dans l'ombre les multiples autres luttes grâce auxquelles une partie des esclavisés a pu se libérer.

différentes stratégies de libération des esclaves.

Le tableau comparatif qui en est ressorti fait apparaître bien des surprises. Tout d'abord, il indique que les esclaves cherchant à se libérer avaient recouru bien plus souvent au marronnage et à l'achat de la liberté qu'à la révolte. En effet, l'arrivée de nouveaux captifs d'Afrique et le développement de l'esclavage dans les Caraïbes et sur tout le continent américain s'étaient accompagnés de tout temps par des fuites individuelles ou collectives, malgré la multiplication des règlements et des forces de répression. La fuite et le marronnage ont ainsi permis à un nombre incalculable d'esclaves de se libérer eux-mêmes, soit en s'enfuyant dans les terres intérieures non colonisées (parfois pour y fonder des sociétés maronnes), soit en se réfugiant parmi la population libre de couleur d'une ville éloignée. De plus, ces fuites devenaient massives durant les guerres entre puissances coloniales et d'indépendance, attisées par les désordres sociaux et les appels des armées aux esclaves de l'ennemi pour renforcer leurs troupes.

Ensuite, il apparaît que chaque année dès le début de la colonisation, un petit nombre d'esclaves parvenait à acheter sa liberté, tandis que quelques autres étaient affranchis par leur maître. Si la manumission fut rendue de plus en plus difficile dans les colonies de la France, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas, elle fut ►►

« Dans les périodes de grande mobilisation sociale, l'étude des révoltes passées suggère des pistes d'interprétation du présent. »

(considérée comme passive et non-héroïque) pour culminer avec la révolte armée. Ils distinguent la résistance violente de la résistance non violente (souvent en qualifiant de façon contradictoire cette dernière de « résistance passive »). Pour la plupart des historiens, les formes de résistance violente des esclaves comprennent le marronnage (fuite hors des terres contrôlées par les colons), le suicide, le meurtre, la conspiration et la révolte. À l'opposé, le recours aux droits légaux et à la justice, l'achat de sa liberté, le sabotage, les pratiques culturelles et religieuses sont considérés comme de la résistance non violente. Cette hiérarchisation renforce l'image triomphante de l'esclave mâle rebelle de Saint-Domingue, qui devient le modèle de la résistance à l'esclavage. Des historiens, comme Michael Craton ou David Gaspar, focalisés sur cette image, assimilent parfois la conspiration et même la suspicion de complot à la révolte et font l'hypothèse que si certaines mutineries n'avaient pas été rapidement matées, ou si certaines conspirations n'avaient pas été dénoncées juste avant leur réalisation, elles auraient pu devenir des révoltes aussi générales que la révolution haïtienne. En même temps,

Dans mon livre *Plus jamais esclaves ! De l'insoumission à la révolte, le grand récit d'une émancipation (1492-1838)* (La Découverte, 2016), je me suis distancée de l'image dominante de l'esclave mâle rebelle pour considérer la révolte sur le même plan que d'autres stratégies de libération utilisées par les hommes, les femmes et les enfants maintenus en esclavage dans les Amériques : la fuite et le marronnage, l'achat de la liberté et la manumission, ainsi que, pour les hommes, le service militaire contre une promesse d'émancipation. Après avoir lu des centaines d'études, publiées depuis les années 1970 sur la résistance à l'esclavage en Europe et dans les Amériques, j'ai organisé dans le temps et l'espace les informations qu'elles fournissaient sur les

« De fait, partout dans les Amériques, lorsque les perspectives d'émancipation générale se précisèrent, des esclaves décidèrent d'anticiper leur libération en négociant l'achat de leur liberté immédiate avec leur maître. »



La révolution haïtienne, événements de 1791-1804.

toujours un droit légal dans celles de l'Espagne et au Brésil, où, jusqu'à l'abolition dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, de nombreux esclaves, en majorité des femmes et surtout dans les villes, réussissaient à acheter à leurs maîtres leur liberté ou celle de leurs proches, après plusieurs années de « travail pour soi » les dimanches et en surplus du travail dû aux maîtres. Cette stratégie de libération était si développée que lorsqu'à la fin du XVIII^e siècle le Mexique, la Colombie et le Venezuela cessèrent d'importer des captifs africains, leur population afro-descendante était en majorité libre.

Par ailleurs, même à Cuba et au Brésil, où des milliers d'Africains esclavisés étaient encore débarqués chaque année après 1850, des esclaves hommes et femmes, créoles et africains, continuèrent à acheter leur liberté jusqu'à l'abolition à la fin des années 1880. De fait, partout dans les Amériques, lorsque les perspectives d'émancipation générale se précisèrent, des esclaves décidèrent d'anticiper leur

libération en négociant l'achat de leur liberté immédiate avec leur maître. Enfin, mon étude comparative révèle que, malgré l'image triomphante de l'esclave mâle rebelle, la révolte violente et la conspiration n'étaient pas des stratégies de libération fréquentes. Certes, tout au cours des siècles esclavagistes il y eut des mutineries ou des révoltes locales de quelques dizaines d'esclaves vite punis,

violentes mobilisant suffisamment d'esclaves pour représenter une menace pour le système esclavagiste – soit plusieurs centaines d'esclaves, ou au moins un dixième de la population esclavisée d'une province ou d'un canton donné –, elles étaient exceptionnelles. Pourquoi ? En croisant les études existant sur les conspirations et les insurrections serviles, j'ai peu à peu compris que

« Jusqu'à la fin de l'esclavage, il n'était pas nécessaire pour un esclave de se rebeller physiquement pour être accusé de rébellion : comploter était un crime aussi grave que se révolter, et penser tuer un blanc équivalait à le tuer. »

mais elles étaient rares et alternaient avec des conspirations découvertes et réprimées avant toute action violente. Quant aux insurrections

souvent les historiens avaient suivi les accusations consignées par les juges, sans prendre en considération la réalité brutale des procédures

judiciaires de l'époque. En effet, jusqu'à la fin de l'esclavage, il n'était pas nécessaire pour un esclave de se rebeller physiquement pour être accusé de rébellion : comploter était un crime aussi grave que se révolter, et penser tuer un Blanc équivalait à le tuer. Par conséquent, selon le contexte, critiquer entre amis un maître injuste, discuter de l'éventualité de se révolter ou connaître un suspect pouvaient conduire à des accusations de conspiration et de rébellion. Dans toutes les Amériques, la loi permettait d'arrêter, d'interroger et de torturer les esclaves suspects sans limites. Les juges n'avaient pas besoin de preuves matérielles ni de confession des accusés pour les condamner à être pendus, brûlés vifs ou brisés sur la roue. Et, en général, les maîtres étaient indemnisés pour leur perte en propriété humaine.

Plus encore, grâce à ma comparaison sur le temps et l'espace, j'ai constaté que depuis la découverte du tout premier complot supposé d'esclaves, à Mexico en 1537, des rumeurs de conspirations serviles visant au massacre des Blancs pour établir un royaume noir circulaient par vagues dans les Amériques, fournissant aux juges les questions à soumettre aux esclaves accusés, et à ces derniers les réponses à fournir sous la torture. Comme lors des procès de sorcellerie dans l'Europe des XVI^e et XVII^e siècles. Dans les moments de grande tension, notamment dans les années 1730 et 1760 ou durant la révolution haïtienne, ces rumeurs se répandaient d'un territoire à l'autre parmi des élites esclavagistes terrifiées à l'idée de tomber à leur tour victimes de leurs esclaves, lesquels représentaient souvent l'immense majorité de la population. Mais ces rumeurs parvenaient aussi aux oreilles des esclaves qui y puisaient des espoirs de liberté. Peurs des uns et désirs des autres se renforçaient mutuellement, entraînant la découverte de complots présumés, souvent réprimés dans une orgie d'arrestations, de torture et d'exécutions.

J'ai ainsi compris que les esclaves ne se révoltaient en masse que de façon exceptionnelle, quand plusieurs conditions également exceptionnelles étaient réunies : bien sûr, à Saint-Domingue en 1791, quand le système de domination s'écroula dans le sillage

sociaux, des traditions culturelles et religieuses, parfois même une famille et un projet personnel (par exemple, l'entretien de son jardin de case, le passage d'esclave de plantation à esclave domestique, l'achat de sa liberté, la fuite individuelle). Tout cela

« Peurs des uns et désirs des autres se renforçaient mutuellement, entraînant la découverte de complots présumés, souvent réprimés dans une orgie d'arrestations, de torture et d'exécutions. »

de la Révolution française. Sur l'île Vierge danoise de Saint-Jean en 1733, à la Jamaïque et surtout dans la colonie néerlandaise du Berbice, en Guyane, au début des années 1760, quand chaque fois les forces de répression sur place étaient insuffisantes et qu'il fallut attendre des renforts pour soumettre les rebelles. Et enfin dans les colonies britanniques de la Barbade, du Demerara et de la Jamaïque entre 1816 et 1831, quand le pouvoir absolu des planteurs esclavagistes fut affaibli par des réformes imposées par le mouvement abolitionniste de Grande-Bretagne.

LA DIFFICULTÉ POUR LES ESCLAVES DE SE RÉVOLTER

Car organiser une révolte susceptible de s'étendre sur le territoire et de se maintenir sur la durée relevait pratiquement de l'impossible pour des populations esclavisées sous surveillance constante, sans liberté de mouvement (à l'exception des cochers et des artisans), mal nourries et sans armes. De surcroît, il serait erroné de penser que les esclaves n'avaient rien à perdre : défiant leur statut de « biens meubles », ils parvenaient à rester en vie, à posséder quelques objets, à construire des liens

représentant une victoire considérable – une affirmation de leur humanité intrinsèque –, une victoire qu'ils n'allaient qu'exceptionnellement risquer d'anéantir. Or la préparation d'une insurrection (la conspiration) et la révolte entraînaient la quasi-certitude d'être dénoncé, tué ou arrêté et soumis à des supplices et/ou à une mort atroce. Et tous les esclaves avaient été témoins de flagellations et d'exécutions publiques. Cette constatation, loin de mettre en question la capacité des esclaves à influencer leur destin, révèle au contraire qu'ils étaient en mesure de comprendre la réalité complexe de leur environnement.

En considérant la révolte comme une stratégie de libération parmi d'autres moins visibles et plus quotidiennes, mon livre *Plus jamais esclaves !* juxtapose l'image de l'esclave mâle rebelle à celle de centaines de milliers d'esclaves – hommes, femmes et enfants – qui, fugitifs discrets ou travailleurs sans répit, luttèrent pour gagner la liberté, sans attendre l'émergence des philosophies des Lumières et de l'abolitionnisme. ●

*Aline Helg est historienne. Elle est professeure honoraire de l'université de Genève.

Les métropoles : entre grandeur imaginaire et projets écocidaires

Le processus de métropolisation qui gouverne ce jour l'urbanisation généralisée du monde répond de mécanismes qui, par les formes de vie et leurs imaginaires, ne sont pas sans lien avec l'écocide engagé.

— PAR **GUILLAUME FABUREL*** —

En cette période d'union municipale, les grandes villes auraient, nous dit-on, les solutions aux désastres écologiques. Elles offriraient les solutions à l'effondrement systémique du vivant ou encore à l'inéluctable descente énergétique des sociétés thermo-industrielles. Pourtant, l'urbain généralisé produit 70 % des déchets planétaires, consomme 75 % de l'énergie mondiale ou encore émet 80 % des gaz à effet de serre... pour 3 % des terres émergées et 56 % de la population mondiale.

LA MÉTROPOLISATION, STADE NÉOLIBÉRAL DU CAPITALISME PATRIARCAL

La métropolisation n'est pas, comme souvent entendu, une extension « naturelle » des villes. Doit-on d'ailleurs rappeler ce que le rendement économique des capitaux immobilier et équipementier, informationnel et communicationnel doit au regroupement et à la densité ? Ce que toute autorité doit, pour sa propre pérennité, aux dispositifs de régulation et de contrôle de la promiscuité ? La métropolisation représente cependant un moment particulier de la longue his-

toire des desseins économique et politique de la densité. Elle est le stade néolibéral du capitalisme patriarcal, engagé depuis une quarantaine d'années, d'abord dans les pays tôt convertis à cette doctrine. Ce stade est très officiellement celui de la polarisation urbaine des nouvelles filières économiques postindustrielles et d'une conversion rapide des pouvoirs urbains aux logiques de firme entrepreneuriale.

population mondiale. Il y a donc du capital à fixer et de la « richesse » à produire. À condition de grossir rapidement et d'être compétitif, particulièrement en France où les habitants des villes ayant ce jour officiellement le label métropolitain représentent 35 % de la population française pour « seulement » 51 % du PIB national. Armer les grands territoires urbains à cette fin de grosseur concurrentielle a été l'objectif de la réforme territo-

« Armer les grands territoires urbains à cette fin de grosseur concurrentielle a été l'objectif de la réforme territoriale de 2014 et 2015 en France, avec la création des institutions métropolitaines et le regroupement en grandes régions. »

C'est le modèle de la ville-monde dont les sept plus grandes sont les emblèmes (New York et Hong Kong, Londres et Paris, Tokyo, Singapour et Séoul) et cent vingt villes leurs épigones. Elles pèsent 48 % du PIB international pour seulement 12 % de la

riale de 2014 et 2015 en France, avec la création des institutions métropolitaines et le regroupement en grandes régions. Toutefois, ce fait de croissance recherchée n'est pas sans effet sur les vécus de l'urbain et sur les pouvoirs qui

s'exercent dessus. La métropolisation est dès lors, plus encore qu'un simple entérinement institutionnel, un fait social total, celui qui, à ce stade néolibéral du capitalocène urbain, introduit par la grandeur et la visibilité attendues des changements d'une rapidité et d'une profondeur inégalées pour les existences humaines et non humaines. Voici la cause première de l'écocide engagé.

LA MÉTROPOLISATION, CAUSE PREMIÈRE DE L'ÉCOCIDE ENGAGÉ

En premier lieu, sous toutes les latitudes, les mêmes recettes urbanistiques s'appliquent. Ces recettes sont celles qui, par la patrimonialisation et la touristification des centres-villes, par la « guggenheimisation » des équipements culturels et la festivalisation/ludification des espaces publics, par la numérisation des milieux et les fonctionnalités ubiquitaires proposées... homogénéisent les paysages urbains, norment les conduites attendues et accélèrent la marchandisation des vies. Ces recettes signent alors un rebond productif des grands chantiers d'équipements requis pour la crois-

sance tant souhaitée dans les domaines du transport, du commerce, de la culture, du sport, des loisirs... Entre densification intérieure, expansionnisme extérieur et extractivisme périphérique, processus qui sont totalement reliés à la métropolisation, les aménagements du Grand Paris sont à cet égard tout à fait expressifs de la grandeur visée et du rebond produit.

Ce faisant, par concentration du capital et renchérissement des coûts de la vie métropolitaine, ces politiques évincent toujours plus, avec gentrification et ségrégations croissantes au profit des nouvelles classes dirigeantes et des

groupes du techno-managériat, des élites internationales et des classes dites créatives, de la petite bourgeoisie intellectuelle, des jeunes bien formés et des vieux bien portants. Au point d'ailleurs d'interroger le fameux « droit à la ville » et ses fameuses vertus cardinales : anonymisation et émancipation, diversité et brassage... Mais, plus encore, ces politiques détruisent toujours plus la planète par l'artificialisation produite, l'exploitation généralisée des ressources, y compris l'arraisonnement totalisé des espaces (ex : agricoles)... pour bâtir et ériger, pour nourrir et faire prospérer. Là est sans doute la cause première de l'écocide, puisque, n'en déplaise aux tenants de la *green economy*, les émissions



Urban BarCode à Hong-Kong. (Photo Manuel Irritier).

ou rejets cités en début de propos ne cessent dès lors de croître par ce néo-productivisme effréné.

Mais il existe sans nul doute une seconde raison, plus fondamentale encore. Par cette croissance recherchée, que certains qualifient de « stade Dubaï du capitalisme », les métropoles perpétuent, voire réactivent dans l'imaginaire de chacune et de chacun, la croyance de « l'infini du progrès de nos vies » et ce simultanément par la « réalisation narcissique de soi » et par la « logique culturelle du capitalisme tardif ».

Concrètement, s'il s'agit de faire venir quelques profils cibles, alors il

convient de fabriquer les ambiances idoines, celles de l'architecture stafiée et des grandes tours réfrigérées, celles des *civic-techs* de l'urbanisme temporaire et du *street-art*, celles du *gaming* de l'espace public et des grands parcs pour joggers affairés... De nouvelles esthétiques de surmodernité ont ainsi largement commencé à coloniser les imaginaires. Il y aurait même des principes incontournables en la matière : développer 3T (technologie, talent, tolérance) et appliquer 3C (compétition, connexion, capital humain).

Et, porté par l'ordre économique et ses soutiens institutionnels, ceci se réalise concrètement par plusieurs véhicules anthropologiques tout à fait

puissants et très largement installés dans l'économie-monde :

1. la mobilité permanente et une accélération sans fin des mouvements, qui serviraient notre propre émancipation (par soumission aux intérêts capitalistiques de l'emploi ?) ;
2. un divertissement ininterrompu et un nomadisme généralisé qui assureraient nos humanités (par l'imaginaire de la marchandise et le tourisme *all inclusive* ?) ;

3. enfin, appuyé sur l'innovation technologique tant vantée et, derrière, les représentations d'une ingéniosité sans faille de l'œuvre humaine, une connectivité continue et des corps prétendument augmentés, qui œuvre- raient à notre citoyenneté, alors même qu'ils saturent les existences et renforcent l'autosurveillance.

UN RÉGIME PASSIONNEL DE LA DÉMESURE CONSUMÉRISTE

Tout ceci est en fait, simplement, ce qu'il est convenu de qualifier la subjection néolibérale totale des existences, celle de l'occupation incessante des corps et de la mobilisation ►►

►► continue des esprits, celle de l'encastrement du capitalisme « illimité » (Marx) dans la pierre, les réseaux et les organismes. Habitus sociaux et *hexis* corporelles doivent se soumettre comme autant de réalisations physiques d'une vision du monde et de soi dans ce monde. Voilà sans doute, plus encore que les seules hyperconcentrations humaines et surdensités urbaines, la raison pour laquelle il y a incompatibilité radicale entre urbanisation généralisée et sauvegarde de la planète. La métropolisation est un arrachement définitif de la nature, au nom d'une prétendue éternité, prométhéenne et irénique, patriarcale

métropolitain ? Comment décoloniser urgemment de tels imaginaires basée sur une croissance infinie et, pour ce faire, nous défaire de nos pratiques néolibérales qui nous dépossèdent de nos puissances d'agir en occupant sans cesse les corps et les esprits par la surconsommation ? La solution la plus sérieuse est de rompre avec l'ensemble des dépendances techno-urbanistiques et avec les servitudes passionnelles qu'elles ont créées, celles du confort contre écologique des techno-cocons (comme les décrit Alain Damasio) et de la soumission biopolitique aux hyperlieux métropolitains : la mobilité incessante rend

urbanisation de la terre. Souvenons-nous que, dans la longue histoire, les villes meurent aussi. Souvenons-nous que, pendant plus d'un siècle, les campagnes ont été volontairement dépeuplées, parce que politiquement assujetties à l'ordre urbain du monde productiviste.

Si, de l'intérieur des métropoles, les luttes urbaines revigorées ces dix dernières années peuvent avoir quelque efficacité pour bloquer ici ou là quelques projets (de gentrification, de touristification...), elles ne pourront jamais, à leur corps défendant, proposer des alternatives radicales de vie à l'urbanisation planétaire. Et ce, sans même parler du fait qu'elles servent l'image métropolitaine par subsomption contre-culturelle. Elles ne pourront, malgré toutes les bonnes volontés, jamais réaliser cette désaliénation véritable par le ralentissement et le ménagement, par la simplicité et la frugalité, par l'autolimitation et le minimalisme, et plus encore par l'autonomie de pensée et surtout d'action qui requièrent pour leur propre puissance de refaire totalement corps avec le vivant. En fait, seules des expériences très directes de relocalisation des formes écologiques de vie et donc de réincorporation de telles causes politiques post-urbaines peuvent commencer à s'opposer à la domination du travail et de la marchandise, à l'ordre politique et à ses institutions carbonées, sur le vivant et la société.

Voilà ce que serait une véritable perspective révolutionnaire : cesser radicalement d'être les agents involontaires du capital dont le creuset reproductif est à ce jour, partout à travers le monde, l'urbain métropolisé. En en sortant. « La révolution ne consiste pas à détruire le capitalisme, mais à refuser de le fabriquer » (John Holloway, *Crack capitalism*, Libertalia, 2016, p. 38). ●

*Guillaume Faburel est géographe. Il est professeur d'études urbaines à l'université Lyon 2.

« Comment décoloniser urgemment de tels imaginaires basée sur une croissance infinie et, pour ce faire, nous défaire de nos pratiques néolibérales qui nous dépossèdent de nos puissances d'agir en occupant sans cesse les corps et les esprits par la surconsommation ? »

et phallique, de notre propre humanité. Par des styles de vie de plus en plus dématérialisés et des manières de vivre de l'illimité, un régime passionnel de la démesure consumériste s'est imposé. C'est ainsi que la maison mère du capital est en train d'enterrer la terre mère des écosystèmes, et ce par la ville mère (étymologiquement *métropole*).

Dès lors, si le processus de métropolisation signe les limites humaines et écologiques du modèle économique qui a l'urbanisation de la Terre comme emblème de civilisation, et si les politiques « environnementales » ne changeront bien évidemment rien (des fermes en aquaponie pour l'autonomie alimentaire de Paris ?), quelles transformations sont à engager ? Mais, comment nous désaliéner de l'urbain

nos mouvements traçables, localisables et donc surveillables ; le divertissement généralisé nous rend malléables, adaptables et donc autrement gouvernables ; et le numérique sert à ce jour d'opérateur à cet encastrement, entre fluidité des informations et mise en spectacle des signes, entre transparence des existences et biométrie.

COMMENT ROMPRE AVEC CES DISPOSITIFS ?

En se servant des milieux, urbains, qui ont rendu, en toute insouciance, désirables et réalisables de tels comportements. Bref, comme de plus en plus de gens le font ou aspirent à le faire dans nombre de pays, faire dissidence, voire sécession, des grandes villes et ainsi participer de la dés-

Accident vasculaire cérébral, imagerie médicale et diagnostics

Quand on fait un AVC, comment savoir s'il sera plutôt bénin ou s'il tournera mal ? L'intelligence artificielle commence à apporter quelques résultats spectaculaires pour améliorer les réponses à cette question.

— ENTRETIEN AVEC **NOËLIE DEBS*** —

© Qu'est-ce qu'un AVC ?

Le cerveau a besoin, partout et harmonieusement, d'être alimenté en oxygène. Celui-ci est apporté par le sang qui arrive par les artères, essentiellement les carotides, lesquelles se ramifient en vaisseaux. Il y a deux grands cas où ce processus est en défaut :

1. celui où les vaisseaux éclatent ou se fissurent, alors le sang se répand à proximité de la lésion : c'est l'AVC « hémorragique », qui arrive souvent aux gens souffrant d'hypertension ;
2. celui où les artères ou les vaisseaux se bouchent. L'obstruction vient de caillots (soit plaques d'athérome – morceaux dégénérés d'artères qui se détachent, soit du sang qui s'est coagulé) ; l'AVC est dit « ischémique » (du grec *iskhaimos* : qui arrête le sang).

© Quel est l'objectif de ta thèse ?

C'est la mise au point d'un modèle capable de prédire l'évolution de lésions cérébrales dues à un AVC ischémique afin d'aider le médecin à poser un diagnostic et à l'orienter dans sa décision d'intervenir ou non

chirurgicalement. Mon travail personnel, c'est l'élaboration d'un modèle informatique de prédiction de l'évolution de l'AVC à partir d'images médicales, plus précisément d'IRM de cerveaux. Je ne suis pas médecin ni anatomiste, j'ai donc deux directeurs de thèse : un neurologue et un informaticien. L'assistance informatique dans le traitement des images médicales part de l'hypothèse et du constat

contraire, de l'assister dans son diagnostic et sa prise de décision.

© Quelle est ta formation ?

Après avoir fait une licence biologie-mathématique à l'université Pierre et Marie Curie (Paris), j'ai intégré le parcours « Biologie, informatique et mathématiques » de l'Institut national des sciences appliquées (INSA) de Lyon. Je suis devenue doctorante en

« Ces nouveaux algorithmes cherchent à imiter les connexions neuronales qui servent à la transmission et au traitement de l'information tels qu'ils se produisent dans le cerveau. »

que l'ordinateur peut, dans certains cas, repérer des lésions (ou d'autres détails pertinents pour son diagnostic) que ne serait pas en mesure d'apercevoir le médecin à l'œil nu. Il n'est donc pas question de supplanter ou de remplacer le médecin mais, au

recherche clinique, innovation technologique, santé publique (spécialité traitement du signal et image), au sein d'un laboratoire spécialisé dans l'acquisition et le traitement des images médicales. Mais je travaille dans une équipe pluridisciplinaire ►►

► avec des chercheurs de formations variées : physique, mathématique appliquée, informatique, génie électrique, ainsi que des praticiens hospitaliers chercheurs.

© Comment le modèle informatique est-il élaboré et quels problèmes cela pose-t-il ?

Mon cadre de travail se présente de la manière suivante : du point de vue des données, je dispose d'une cohorte de cent patients qui ont chacun passé d'abord deux IRM (l'une dite « de perfusion », l'autre « de diffusion », voir page suivante) au moment de leur admission à l'hôpital, puis une autre IRM une semaine plus tard, qui, cette fois, rend compte de l'évolution de la lésion.

fois cette première phase passée, je soumetts à mon modèle, désormais entraîné, les images des trente patients de l'ensemble test. Si la phase d'apprentissage s'est correctement déroulée, alors mon modèle sera en mesure de prédire l'évolution des lésions de chaque patient de l'ensemble test. Pour m'en assurer, je compare l'évolution prédite par le modèle avec les images de la lésion produites une semaine plus tard et je peux ainsi évaluer les performances du modèle.

Cependant, tout cela ne se fait pas sans difficultés. Une première tient au fait que la lésion n'est pas toujours stable : elle peut tout aussi bien grossir que diminuer au cours de la semaine qui sépare les deux IRM. La

de prédire comment sa lésion évoluera. L'objectif est d'entraîner le programme informatique à prédire l'évolution. En d'autres termes, à force d'avoir analysé ce qui se passe dans les cas où l'évolution est connue, le programme va être capable, dans les cas nouveaux, d'aider à expliquer ce qui va se passer, sans avoir vu la suite du film.

© Quelques précisions sur les techniques employées ?

S'agissant tout d'abord des images recueillies, je travaille à partir de deux types d'images, et ce, afin de capter le plus d'informations pertinentes possible : celles obtenues par *diffusion* [qui mesure l'agitation des molécules d'eau dans les tissus cérébraux] et celles obtenues par *perfusion* [qui utilise un agent de contraste et rend compte de la façon dont le sang circule dans les tissus en fonction du temps]. L'ordinateur parvient à repérer, en analysant chaque grain d'images (pixels), certaines propriétés invisibles à l'œil nu.

© L'ordinateur n'est qu'une machine, comment peut-elle prédire ?

Concernant maintenant le modèle informatique que je cherche à développer, il s'agit d'un programme informatique fondé sur des techniques d'intelligence artificielle, dites d'« apprentissage automatique » (en anglais : *machine learning*) développées depuis les années 1980. L'application de techniques statistiques aux algorithmes a contribué à améliorer considérablement nos capacités de classification et de prédiction. On construit des programmes capables de traiter une importante quantité de données et d'« apprendre » à partir d'elles. Mais ces méthodes, très utilisées à l'heure actuelle notamment dans les entreprises, supposent que les données, à partir desquelles l'ordinateur travaille, soient préalablement *triées par un agent humain*. Le cas du

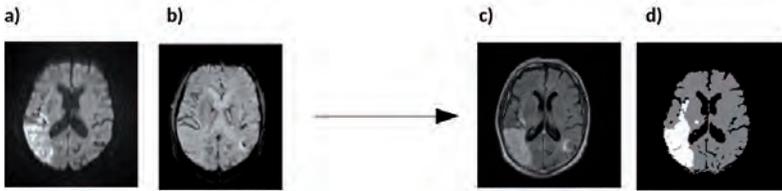
« Il n'est pas question de supplanter ou de remplacer le médecin mais, au contraire, de l'assister dans son diagnostic et sa prise de décision. »

Ensuite, le protocole se présente ainsi : les cent patients volontaires sont répartis en deux groupes : le premier est appelé « ensemble d'entraînement » et est composé de soixante-dix patients et le second, composé des trente patients restants, correspond à l'« ensemble test ». Mes données sont annotées, c'est-à-dire que je connais l'évolution finale de la lésion pour chacun des patients. Les images des soixante-dix patients du modèle d'entraînement, que nous espérons suffisamment représentatifs de la population, vont constituer la matière (les données) à partir de laquelle mon modèle informatique va apprendre à repérer les informations pertinentes qui serviront ensuite à prédire la forme finale de la lésion (c'est la phase d'apprentissage). Une

seconde difficulté est due à la quantité de données que j'ai à ma disposition : le genre de modèle sur lequel je travaille requiert, pour être efficace, une masse très importante de données et, de ce point de vue, les clichés produits à partir de ma modeste cohorte sont très en deçà des quantités attendues. Néanmoins, dans le domaine de l'imagerie médicale, pour des raisons aussi bien financières que juridiques, on dispose rarement de cohortes plus importantes...

© Jusque-là, tu connaissais déjà l'évolution...

Oui, mais l'enjeu est maintenant de parvenir à construire un modèle qui, lorsqu'on lui fournit *seulement* les IRM d'admission d'un nouveau patient tout juste diagnostiqué, soit en mesure



Coupes IRM d'un patient de la cohorte : à gauche de la flèche, les IRM faites à l'admission ; à droite de la flèche l'IRM réalisée une semaine après l'admission, rendant compte de la lésion finale du patient.

a) une coupe d'IRM de diffusion ; b) une coupe d'IRM de perfusion (à un temps donné) ; c) IRM de la même coupe, une semaine après l'admission à l'hôpital, où apparaît nettement la lésion finale ; d) le masque associé à l'IRM de la lésion finale (c), où les tissus ont été détournés par un neurologue : en gris les tissus sains, en blanc la lésion finale.

modèle sur lequel je travaille est un peu différent : s'il n'y a pas à proprement parler de tri préalable, les données fournies au modèle sont toutefois épurées dans la mesure où le neurologue trace le contour de chaque lésion finale afin de faciliter l'apprentissage de la machine.

© De quoi s'agit-il ?

Ce sont des techniques qui ont connu un essor considérable au début des années 2010. Elles s'inspirent de la façon dont marche notre cerveau afin

se produisent dans le cerveau. Le succès de leur application est apparu dans la résolution de problèmes de reconnaissance visuelle d'objets. Par exemple, en 2012, l'informaticien Alex Krizhevsky a remporté, par ce moyen, le défi ImageNet organisé par Google en obtenant, en reconnaissance d'images, un taux d'erreur bien inférieur à celui de l'autre finaliste. Autre exemple : l'optimisation de stratégies de jeux, tel le programme AlphaGo qui, en 2015, parvient à battre un joueur professionnel au jeu de go, et

« Mettre au point un modèle capable de prédire l'évolution de lésions cérébrales dues à un AVC ischémique afin d'aider le médecin à poser un diagnostic et à l'orienter dans sa décision d'intervenir ou non chirurgicalement. »

d'extraire directement les données pertinentes pour la résolution d'un problème, sans tri préalable par un être humain. Ces nouveaux algorithmes reposent sur une architecture spécifique qu'on appelle les « réseaux de neurones artificiels » : ils cherchent à imiter les connexions neuronales qui servent à la transmission et au traitement de l'information tels qu'ils

dont la combinatoire est telle qu'elle interdit toute recherche exhaustive.

© Revenons à ton modèle.

Le modèle que je suis en train de développer est justement fondé sur ces techniques d'« apprentissage profond » et en particulier sur l'algorithme de réseaux de neurones convolutifs (CNN) qui consiste en l'ap-

plication de nombreux filtres à des données pour en faire ressortir de nouvelles informations sur lesquelles le programme se basera par la suite pour distinguer et identifier certains objets dans une image. Étant donné, encore une fois, que l'on ne saurait identifier quelles sont les informations sur lesquelles notre cerveau se base pour reconnaître un loup d'un chien, ou un visage, ou une lésion, etc., on cherche à reproduire le comportement de notre cerveau dans un programme afin qu'il produise ses propres critères discriminants et qu'il apprenne lui-même à trier les informations et, ainsi, à discerner les objets dans une image. Le programme est entraîné à détecter des indices permettant de prédire l'évolution de la lésion ischémique. Cependant, cela suppose de fournir à l'algorithme une très grande quantité d'images ; or, dans notre cas, il y a beaucoup plus de paramètres (des millions) que de données en entrées. On ne dispose d'images que pour une centaine de personnes, j'entraîne donc mon programme sur environ un millier d'images, ce qui est encore très insuffisant ; cependant, le modèle commence à témoigner d'une certaine efficacité prédictive.

© L'intelligence artificielle a-t-elle déjà permis des avancées notables en imagerie médicale ?

Oui, particulièrement en radiologie. Au reste, le métier de radiologue est appelé à changer, certains pensent qu'il est voué à disparaître à long terme, mais c'est un avis tranché. On peut penser que, dans les déserts médicaux, les machines combleront partiellement un manque, mais elles ne suffiront pas. De toute façon, cela n'en rend pas moins indispensable la présence de médecins généralistes et spécialistes. ●

*Noëlie Debs est doctorante à l'INSA de Lyon.

Propos recueillis par Yannis Hausberg.

Accès aux soins : l'inquiétude

On connaît la crise que traverse l'hôpital ; la situation de la médecine de ville est aussi tendue. France Assos santé, qui regroupe quatre-vingt-cinq associations de malades, a lancé une étude sur l'accès aux soins. Elle a eu recours à un sondage BVA (en novembre 2019) dont il ressort d'abord un chiffre choc : plus de six Français sur dix (63 %) ont dû renoncer à se faire soigner à cause de délais d'attente trop longs ou d'un coût trop important. Un sur deux l'a fait par manque de praticiens et presque autant (45 %) pour des difficultés financières. Pour 64 %, renoncer aux soins a eu une conséquence négative. « Ces résultats ne nous étonnent pas car ils correspondent à ce qui nous remonte du terrain. Mais ils nous inquiètent », réagit une responsable de l'association. Le renoncement aux soins touche plus fortement les catégories fragiles, jeunes, ruraux, handicapés, démunis. L'étude montre qu'un quart des bénéficiaires de la CMU (couverture maladie univer-

selle) ou de l'ACS (aide à la complémentaire santé) se sont vus refuser un rendez-vous.

La désertification médicale est importante pour quatre familles de médecins : ophtalmos, dermatos, gynécos, ORL. Contrairement au discours officiel, les dépassements d'honoraires se multiplient : « Dans la vraie vie, il devient de plus en plus compliqué de trouver un spécialiste qui n'en pratique pas », rappelle la même responsable.

Une majorité de sondés (58 %) estime que « le reste à charge » ne cesse d'augmenter, là encore contredisant les chiffres du ministère.

Ces difficultés retombent, en dernière instance sur l'hôpital : ces deux dernières années, un Français sur cinq s'est rendu aux urgences, « parce qu'il n'a pas d'autre choix », conclut Anne-Laure Barret, journaliste chargée des questions de la santé au JDD. ●

63 % DES FRANÇAIS ONT DÉJÀ RENONCÉ À DES SOINS POUR AU MOINS UNE DES QUATRE RAISONS SUIVANTES

• du fait de délais d'attente trop longs

plusieurs fois	31 %
une fois	13 %
jamais	54 %

• du fait du manque de médecins

plusieurs fois	17 %
une fois	8 %
jamais	72 %

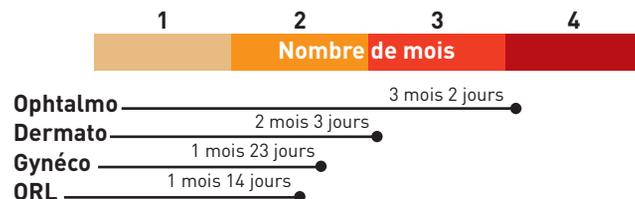
• reste à charge trop important

plusieurs fois	25 %
une fois	16 %
jamais	57 %

• impossibilité d'avancer les frais

plusieurs fois	18 %
une fois	12 %
jamais	67 %

DÉLAI MOYEN D'OBTENTION D'UN RENDEZ-VOUS



LES DÉPASSEMENTS D'HONORAIRES

Les Français disent être confrontés, au moins de temps en temps, à des dépassements d'honoraires

de temps en temps	37 %
souvent	30 %
rarement	19 %
jamais	10 %

Firmes multinationales françaises : six millions de salariés employés hors de France

En 2017, on comptait 4 900 firmes multinationales françaises (hors secteur bancaire et services non marchands), c'est-à-dire des groupes de sociétés dont le centre de décision est situé en France et qui contrôlent au moins une filiale à l'étranger. Selon l'INSEE, les firmes multinationales françaises (FMF) contrôlent 43 600 filiales dans plus de 190 pays : elles emploient près de 6 millions de personnes, en plus des 4,6 millions qu'elles emploient sur le territoire français. Au total, elles réalisent 2 449 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel consolidé¹, dont 1 247 milliards à l'étranger.

Si les firmes multinationales françaises (FMF) sont majoritairement de taille petite et moyenne² (66 %), les 161 grandes firmes multinationales³ (3 % des FMF) se distinguent largement en termes de chiffres d'affaires réalisés et d'effectifs salariés employés parmi les FMF. Ces 161 firmes emploient 78 % des 6 millions de salariés employés hors de France (4,6 millions). Elles regroupent 46 % des filiales et réalisent 83 % du chiffre d'affaires consolidé total réalisé à l'étranger.

La moitié des filiales des FMF sont implantées principalement dans 9 pays. Les États-Unis (4 300 filiales), le

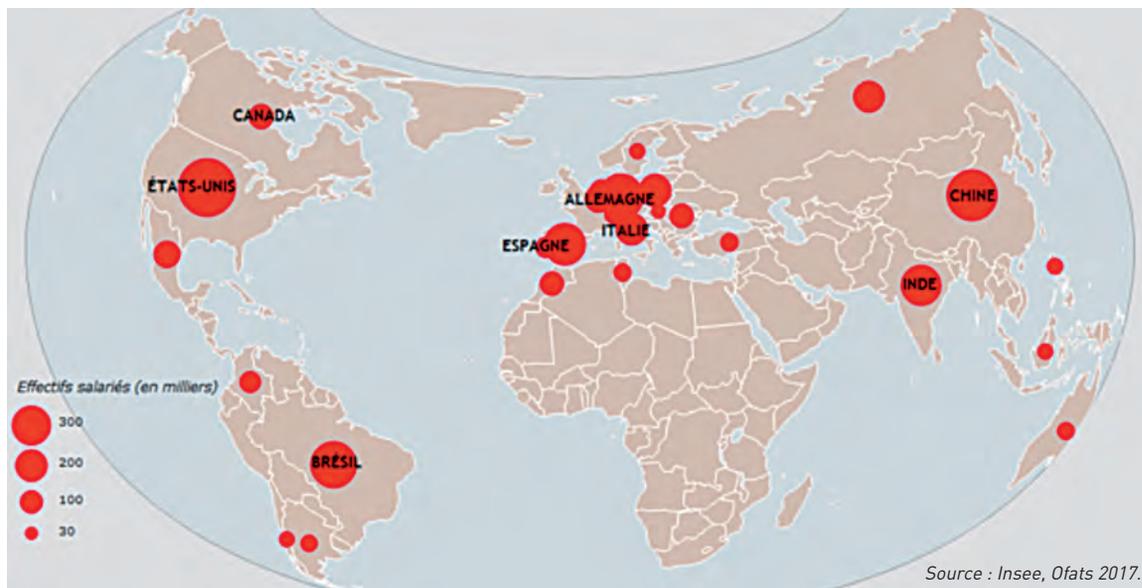
Royaume-Uni (3 600 filiales) et l'Allemagne (3 400 filiales) concentrent un quart des filiales françaises à l'étranger. En y ajoutant la Chine (2 600 filiales), l'Espagne (2 300 filiales) et l'Italie (1 700 filiales), ces 6 pays concentrent la moitié du chiffre d'affaires consolidé total des FMF. À ce titre, les grandes firmes multinationales françaises sont implantées dans davantage de pays que les FMF de taille plus réduite : la moitié d'entre elles sont implantées dans au moins 14 pays étrangers, quand la moitié des FMF de taille intermédiaire sont implantées dans au moins 3 pays. ●

1. Somme des chiffres d'affaires des unités légales de la firme, à laquelle on enlève le chiffre d'affaires réalisé entre filiales de la firme.

2. Qui emploie moins de 250 personnes (en équivalent temps plein) en France et réalise un chiffre d'affaires annuel consolidé sur le territoire national inférieur à 50 millions d'euros.

3. Qui emploie 5 000 personnes ou plus (en équivalent temps plein) en France et réalise un chiffre d'affaires annuel consolidé sur le territoire national supérieur à 1,5 milliard d'euros.

Répartition des effectifs des salariés des FMF par pays d'implantation en 2017



Cause commune ouvre ses colonnes à cette libre chronique, entre politique, société, littérature et philosophie.

Chili 1973 : l'ambassade de France n'en finit pas de livrer ses secrets

ENTRETIEN AVEC **THOMAS LALIRE**

Après la diffusion sur France 5 le 26 janvier du dernier film de Carmen Castillo, *Chili 1973 : une ambassade face au coup d'État*, un autre documentaire se prépare à raconter cette action diplomatique hors du commun.

Rencontre avec **Thomas Lalire**, réalisateur du documentaire *La Résidence*.

© D'où vient l'idée de faire un film sur ce sujet ?

En 2013, un mémoire universitaire m'a amené à m'intéresser au rôle de la France au Chili lors du coup d'État du 11 septembre 1973. J'ai démarré mon enquête en lisant le livre de Pierre de Menthon, alors ambassadeur de la France au Chili, *Je témoigne : Québec 1967, Chili 1973*. J'ai ensuite rencontré sa veuve, Françoise de Menthon. Quasi centenaire, elle se souvenait de leur arrivée au Chili en 1972, de l'enthousiasme populaire pour les mesures de Salvador Allende, du coup d'État, de la répression militaire. Elle n'oubliait pas cette décision qui fut un tournant : ouvrir les portes de la résidence de l'ambassade pour accorder l'asile diplomatique à celles et à ceux qui étaient en danger. Pendant des mois, elle a écrit des carnets pour ne jamais oublier. Ne jamais oublier les tortures et les disparitions, oublier les visages inquiets, oublier les militaires qui faisaient les cent pas de l'autre côté des grilles. Je lui ai demandé de lire un extrait des carnets. Elle a démarré sa lecture : « Lundi 15 octobre... Voilà un mois qu'Allende a été assassiné. » J'ai été bouleversé par cette lecture. Le passé a resurgi à la surface du présent comme une onde dont les cercles ne finissaient de s'étendre. Sa peur de l'oubli est devenue le point de départ de ce film, le pivot de sa réalisation.

« Dès les premiers jours, l'ambassadeur conforte les actes courageux de ses collaborateurs et permet à la diplomatie française de se mettre au diapason d'une cause humanitaire. »

© En quoi l'action de Pierre et Françoise de Menthon face à la dictature chilienne est-elle singulière ?

Pierre et Françoise de Menthon ont décidé ensemble d'ouvrir les portes de la résidence aux Chiliens et étrangers en danger de mort. Ils ont pris cette décision en s'affranchissant de la doctrine du gouvernement français qui ne reconnaissait pas l'asile diplomatique. Ils l'ont fait en s'affranchissant du regard inquisiteur de celles et ceux qui, dans leur entourage, accueilleraient le coup d'État comme une bénédiction divine. Pierre et Françoise de Menthon, de sensibilité démocrate-chrétienne, avaient peu de points communs avec les militants communistes et socialistes du gouvernement de Salvador Allende. L'asile diplomatique est devenu une évidence face à la répression militaire. Dès les premiers jours, l'ambassadeur conforte les actes courageux de ses collaborateurs et permet à la diplomatie française de se mettre au diapason d'une cause humanitaire. La résidence de l'ambassade se transforme en centre d'hébergement d'urgence dont les carnets de Françoise donnent à voir toute la gestion logistique : trouver des lits, fabriquer des couvertures avec les nappes et les rideaux, s'approvisionner au marché, cultiver un potager, et maintenir, malgré les doutes et la fatigue, une écoute et une disponibilité auprès de réfugiés ballottés par l'angoisse et l'incertitude

du lendemain. L'impératif moral devance la raison d'État jusqu'au départ de Pierre et Françoise de Menthon en juillet 1974. Début 1975, la nomination d'un nouvel ambassadeur inaugure le retour d'une approche « sécuritaire ».

© Pourquoi raconter cette histoire depuis Choisey, un village jurassien qui se trouve bien loin du Chili ?

Lors de ma dernière rencontre avec Françoise de Menthon, elle m'a confié qu'elle ne savait plus très bien où elle se trouvait, mêlant les souvenirs de l'ambassade de Santiago à ceux de sa résidence de Choisey. Ce processus de déplacement suggéré par la mémoire fragile d'une femme très âgée m'a conduit à relier la résidence familiale des De Menthon et la résidence de l'ambassade de Santiago. Plus de dix mille kilomètres séparent ces deux « résidences ». Mais toutes les deux partagent des points communs. Je pense aux grilles en fer forgé, aux écussons les surmontant, aux vastes pièces, à la cour et au jardin. Ce déplacement a enfin été nourri par une interrogation. Faut-il nécessairement filmer l'ambassade de France pour raconter son histoire ? Je pense au film de Chris Marker, *l'Ambassade*, réalisé en 1973 alors que Pierre et Françoise de Menthon étaient encore au Chili. Son « ambassade » chilienne, dont Carmen Castillo a repris certaines images dans son film, se trouve en réalité à Paris, comme le suggère la dernière image du film. De mon point de vue, la résidence de Choisey, traversée par l'expérience de Pierre et de Françoise, est un lieu de mémoire où le temps n'a plus de prise. C'est un lieu de l'intime où les espaces parlent de Pierre et Françoise de Menthon : de la salle à manger aux petits salons, en passant par le jardin.

© Quelle résonance cette histoire peut-elle avoir avec le présent ?

La résidence de l'ambassade apparaît comme un point de rencontre, le lieu de l'asile contre l'oppression. L'expression est utilisée par les acteurs à l'époque, avec la mise en place d'une opération « L'asile contre l'oppression » qui permet à de nombreux Chiliens de trouver refuge dans des ambassades latino-américaines et européennes. La mise en place de cet asile diplomatique est complexe. Une tension forte existe entre raison d'État et raison humanitaire. Le choix de Pierre de Menthon



Pierre et Françoise de Menthon.

est encouragé par le président Pompidou qui lui conseille de faire « tout son possible sur le plan humanitaire ». Comprenez qui voudra, pourrait-on rajouter rétrospectivement. Pierre de Menthon fait face à une question morale dont la réponse semble guidée par un impératif moral. Ouvrir les portes de la résidence lui permet d'affirmer sa capacité d'action mais également les valeurs profondes qui le constituent en tant qu'homme.

L'impératif humanitaire l'emporte sur la raison d'État. On peut effectivement relire cette histoire au regard de l'actuelle tension entre raison d'État et raison humanitaire. Et si l'Europe entière était une résidence pour laquelle se posait la question de l'ouverture des portes ? Le documentaire permet de mettre

ce débat en perspective, il est symboliquement une porte ouverte pour percevoir le réel autrement.

© Quelles sont les prochaines étapes de la réalisation du film ?

Les premières journées de tournage ont lieu en juin prochain, notamment le 20 juin à l'occasion d'une journée en hommage à Pierre et Françoise de Menthon et en l'honneur de l'amitié franco-chilienne. D'ici là, nous poursuivons le développement du projet avec les producteurs en organisant notamment un financement participatif à partir du 23 mars 2020, à suivre sur : <http://laresidence-lefilm.fr/> ●

1. Pierre de Menthon, *Je témoigne : Québec 1967, Chili 1973*, Cerf, 1979.

Dans le n° 13 de *Cause Commune*, nous avons donné le témoignage de Philippe Caldero, collègue de bureau du mathématicien turc et lyonnais Tuna Altinel. Celui-ci était accusé de « participation à » un mouvement terroriste, pour avoir dénoncé (très pacifiquement) les exactions des forces répressives d'Erdogan contre les Kurdes. Le chef d'accusation était si ridicule qu'il a été transformé en « propagande pour » : le comité de soutien craignait une ruse destinée à mieux faire avaler la condamnation à l'opinion internationale. Mais la solidarité qui s'est manifestée dans le monde entier a eu un effet. Tuna est acquitté. À l'heure où nous écrivons ces lignes, son passeport ne lui a pas été rendu, il ne peut donc reprendre ses cours, et les tribunaux turcs viennent de faire appel. Le soutien reste donc indispensable.

<http://math.univ-lyon1.fr/SoutienTunaAltinel/>



Dans le contexte des luttes actuelles les ouvrages de Barbara Stiegler et Grégoire Chamayou sont une source de réflexions utile pour travailler à des stratégies victorieuses.

Entre mobilisation des gilets jaunes et mouvement contre la réforme des retraites, l'actualité est nourrie des révoltes et des colères « d'en bas », que de nombreuses parutions tentent d'analyser : Vincent Jarousseau, *Les Racines de la colère. Deux ans d'enquête dans une France qui n'est pas en marche* (Les Arènes, 2019) ; Gérard Noiriel, *Les Gilets jaunes à la lumière de l'histoire, dialogue avec Nicolas Truong* (L'Aube, 2019) ; Michèle Riot-Sarcey (dir.), *Gilets jaunes, jacquerie ou révolution* (ouvrage collectif, Le Temps des cerises, 2019), etc.

Deux ouvrages récents proposent, à l'inverse, une lecture « par en haut » : celui de Barbara Stiegler, « *Il faut s'adapter* » *Sur un nouvel impératif politique* (Gallimard, 2019) et celui de Grégoire Chamayou, *La Société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire* (La Fabrique, 2018). Si leurs sources et leurs

perspectives diffèrent – la première, philosophe de la biologie, relit les textes du débat, commencé en 1929, qui opposa l'intellectuel néolibéral Walter Lippmann au philosophe pragmatique John Dewey ; le second, philosophe de l'éthique et du droit des conflits armés, mêle textes théoriques d'économistes néolibéraux comme Friedrich Hayek à des extraits, plus triviaux, de manuels ou de livrets destinés aux cadres des entreprises états-uniennes dans les années 1970 –, tous deux ont choisi de se placer dans la tête des intellectuels conservateurs qui ont construit le « grand bond en arrière » (pour reprendre le titre d'un ouvrage de Serge Halimi, *Le Grand Bond en arrière. Comment l'ordre libéral s'est imposé au monde*, Fayard, 2004) néolibéral des années 1980, dans lequel nous nous trouvons encore.

UN MOMENT DE BASCULEMENT RADICAL DU CAPITALISME

Le retour philosophico-historique qu'ils opèrent est nécessaire pour comprendre des attitudes et un vocabulaire qui, même s'ils relèvent des « éléments de langage » des gouvernants depuis quelques décennies, peuvent encore étonner : le défilé des députés ou experts macro-

nistes déplorant ne pas avoir assez fait preuve de « pédagogie » ; l'assurance inébranlable d'un Jean-Michel Blanquer face à la mobilisation enseignante qu'il interprète comme une « peur du changement » ; comme celle du président du CNRS, Antoine Petit, revendiquant une « loi ambitieuse, inégalitaire – oui, inégalitaire –, une loi vertueuse et darwinienne », devant les multiples mises en garde des associations et organismes de recherche contre la future loi pluriannuelle de pro-

grammation de la recherche ; la pratique de la casse des droits et des protections sociales au nom des concepts de « réforme », voire de « révolution », ou de la sempiternelle « flexibilité ». Plus fondamentalement, ces ouvrages permettent de replacer la période que nous vivons dans un moment de basculement radical du capitalisme, marqué par une sécurisation militaro-policière de notre société et par un contrôle accru sur nos vies ; par une « altération des capacités de penser et des manières d'agir » des peuples ; et par un enfermement dans une alternative présentée comme indépassable entre les partisans du néolibéralisme et ceux de la fermeture sur soi, qui se sont incarnés, au second tour de la présidentielle de 2017, dans les personnes d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen.

« Essayez donc
la dictature » ?
Aux sources du
libéralisme autoritaire

— PAR Marine Miquel* —



DIFFÉRENTS COURANTS DU NÉOLIBÉRALISME

Ce néolibéralisme destructeur ne s'est pas imposé de lui-même, ni d'un seul bloc comme virage obligé face au keynésianisme de l'après-guerre. Il a fait l'objet de nombreux débats qui remontent, comme le souligne Barbara Stiegler, à la fin des années 1930. Confrontés à la crise du libéralisme commencée en 1929, des intellectuels s'attachent à redéfinir un « nouveau libéralisme » distinct du libéralisme classique d'Adam Smith, et en cherchent les fondements dans les sciences naturelles et dans la théorie darwinienne de l'évolution, c'est un échec. Il faudra attendre la seconde crise du capitalisme, à la fin des années 1960, pour que refleurissent des théories conservatrices qui vont déboucher sur un « néolibéralisme bâtard », car constitué par une série de réactions successives à divers dysfonctionnements ou à des oppositions menaçant la survie du système capitaliste.

« Il est possible
– et souhaitable –
que la mobilisation actuelle
débouche aussi sur la mise
en avant de configurations
nouvelles de l'État,
de l'entreprise ou du marché
mondialisé, et de stratégies
victorieuses. »

Tout différents qu'ils soient, ces courants du néolibéralisme se rejoignent en un point : l'opposition à « l'intensité de la vie démocratique », conçue comme ina-

« Les traités internationaux ont eu pour objet de mettre la régulation de l'économie hors de portée des États et des gouvernements démocratiques. »

daptée au nouveau monde du capitalisme mondialisé. La responsabilité des crises n'incombe pas, à leurs yeux, en effet, au capitalisme, mais bien à la démocratie : les gouvernements démocratiques apparaissent comme plus perméables aux pressions populaires – qu'elles soient issues des syndicats ou de groupes sociaux réclamant leur place comme sujets politiques à part entière : les femmes, les étrangers, les pauvres etc. Ils sont donc accusés par les néolibéraux des années 1970 d'être à l'origine d'une « spirale inflationniste » de demandes d'interventions étatiques (par le biais des aides sociales, mais aussi de régulations sanitaires ou écologiques) menant à l'instabilité, à l'augmentation des coûts pour le marché et menaçant la libre disposition de la propriété. Ces gouvernements démocratiques étaient déjà d'ailleurs, pour Walter Lippmann, destinés à échouer, car ils représentaient les aspirations d'individus définis comme une masse non rationnelle, somme de peines et de plaisirs, incapable donc de s'adapter d'elle-même aux nouveaux modes de production du capitalisme, marqués par l'accélération et la division du travail à l'échelle mondialisée.

Cette conception néolibérale de la démocratie explique que la dictature ait pu apparaître comme un type de ►►

► « transition acceptable » aux yeux d'intellectuels comme Milton Friedman ou Friedrich Hayek qui offrirent leurs conseils à Salazar au Portugal, à Pinochet au Chili, et se firent, contre les stratégies de boycott anti-apartheid, les défenseurs du régime sud-africain. « Essayer (temporairement) la dictature », pour Friedrich Hayek, signifie d'abord préserver la « liberté personnelle » qu'il identifie avec la liberté économique (l'environnement se réduisant, pour le néolibéralisme, à la seule économie). La saillie du président de la République : « Essayez donc la dictature », tombe ainsi d'autant plus à plat que la dictature a pu faire partie des réponses envisagées par les néolibéraux dans les années 1980. Contrairement au libéralisme classique, qui rejetait toute idée d'intervention de l'État, le néolibéralisme réclame en effet « un État fort », seul garant d'une « économie libre ».

« Nous vivons dans un moment de basculement radical du capitalisme, marqué par une sécurisation militaro-policière de notre société et par un contrôle accru sur nos vies. »

L'« État fort » voulu par les néolibéraux ne s'incarne pas nécessairement, évidemment, dans une dictature. Cela dit, il a bien pour fonction de mettre en place une « discipline », au moyen d'une politique publique invasive et d'une régulation juridique internationale (impensables pour le libéralisme classique!), visant à la « réadaptation » des populations. Walter Lippmann définit ainsi une espèce humaine à l'intelligence limitée, attachée aux vieilles croyances et habitudes et accumulant les « retards culturels » face à son environnement économique en perpétuel mouvement ; pour remédier à cette incapacité, les politiques publiques se voient alors chargées de renforcer les dispositifs de surveillance et de punition. Elles interviennent aussi dans le domaine de la santé ou de

l'éducation, qu'elles mettent au service de l'« employabilité » (au sens d'adaptation à la division du travail locale, ce qui évite la mobilité des masses, trop dangereuse !). Enfin, elles doivent restaurer une « véritable égalité des chances » dégageant une « hiérarchie naturelle » où les inégalités seraient fondées sur le talent, c'est-à-dire la supériorité, conçue comme naturelle et intrinsèque des individus – ce qui nie, à tort, comme l'a montré Lucien Sève –, le rôle de la socialisation. Interdiction est faite aux États, toutefois, d'intervenir dans le domaine économique ; instaurés au moyen d'une offensive idéologique sur le thème de la « révolte fiscale des classes moyennes », et de « la règle d'or de l'équilibre budgétaire » les traités internationaux ont ainsi eu pour objet de mettre la régulation de l'économie hors de portée des États et des gouvernements démocratiques. Dans ce grand basculement, la confusion est totale, d'autant que la tactique de la micropolitique (priviliégiant une seule action, comme une ouverture à la concurrence ou un changement de statut, ce qui entraîne de fait une dénationalisation) et des jeux d'échelle territoriaux entretient le flou. Perte de sens totale, ou presque, toutefois : c'est bien en effet parce que la réforme des retraites apparaît comme une « bataille-cliquet » que le mouvement social né le 5 décembre est aussi durable. Si les « partis politiques dits progressistes » semblent encore parfois condamnés « soit à l'adhésion passive à la « révolution » néolibérale, soit à la lutte réactive contre ses « réformes » et pour « la défense du statu quo », il est possible – et souhaitable – que la mobilisation actuelle, couplée aux débats théoriques, débouche aussi sur la mise en avant de configurations nouvelles de l'État, de l'entreprise ou du marché mondialisé, et de stratégies victorieuses. Barbara Stiegler entrevoit de nouveaux champs de conflictualité possibles dans les tensions existant, par exemple, dans la notion d'égalité des chances, et propose de bâtir une « nouvelle conception philosophique et politique du sens de la vie et de l'évolution » contribuant à « une reprise en main collective, démocratique et éclairée du gouvernement de la vie et des vivants » ; Grégory Chamayou souligne que l'autogestion est une alternative possible à la firme capitaliste, comme à la bureaucratie étatique, et se fixe pour objet « l'élaboration d'une philosophie critique de l'entreprise ». ●

*Marine Miquel est coresponsable de la rubrique Lire/Critiques de *Cause commune*.

Les critiques formulées dans ces articles n'engagent que leurs auteurs.
Cause commune favorise la publication d'avis variés mais personnels.



Nous n'avons pas besoin des riches.

Bêtisier du macronisme

Arcane 17, 2020

MAXIME COCHARD

PAR PIERRICK LAVOINE

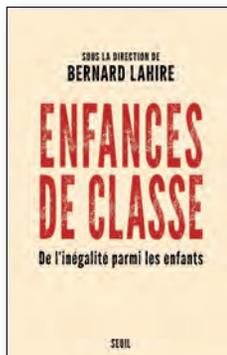
Avons-nous besoin des riches ? Rares sont ceux qui se posent cette question sur les plateaux télévisés ou dans le débat public. L'idée selon

laquelle les riches sont nécessaires à la survie de notre société s'est infiltrée, presque universelle, lent venin paralysant toute réflexion critique. Aussi, nous voilà souvent sans répartie à la pause-café quand un collègue nous répète une fois de plus que « si on augmente l'impôt des riches, ils vont partir », ou lorsque notre oncle un peu trop conservateur nous assène sans sourciller que « s'en prendre aux riches, c'est de la haine ou de la jalousie ! ».

Mais n'ayez crainte, vous ne resterez plus silencieux longtemps après avoir lu *Nous n'avons pas besoin des riches. Bêtisier du macronisme*. Auteur d'un roman sur les rouages de la politique dans la capitale française publié en 2017, Maxime Cochard signe avec cet ouvrage son premier essai. Son but ? Tordre le cou aux idées reçues concernant les riches. Et si cela suppose d'éreinter deux ou trois ministres, journalistes et éditorialistes, c'est pour mieux dénoncer cette « ploutolâtrie » : ces multiples discours idéologiques qui visent à nous faire croire que nous avons besoin des riches.

Cette critique en règle de la macronie et de ses sbires expose la cohérence des réformes mises en place par le président Emmanuel Macron. Depuis la suppression de l'ISF dès l'été 2017 en passant par la mise en place de la *flat-tax*, Maxime Cochard fait la démonstration d'un pouvoir confisqué par les capitalistes, au service des capitalistes. Les conflits d'intérêts au sommet de l'État se multiplient au fil des pages, l'évasion fiscale et les fraudes massives se succèdent, et le lecteur plonge dans les abysses d'un système décrypté avec pédagogie.

L'auteur s'inscrit dans la droite ligne des Pinçon-Charlot, et n'hésite pas à s'appuyer tout autant sur les travaux des économistes atterrés que sur ceux du FMI. Véritable manuel d'autodéfense intellectuel, l'étude est critique sans pour autant tomber dans la caricature. *Nous n'avons pas besoin des riches* est donc une merveilleuse boîte à outils qui vous permettra de déconstruire les lieux communs concernant les vertus des riches. ●



Enfances de classe. De l'inégalité parmi les enfants

Seuil, 2019

BERNARD LAHIRE (DIR.)

PAR VALÉRIE SULTAN

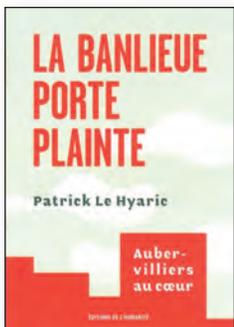
Ce livre est le fruit d'un travail de fond sur la petite enfance, à travers une série d'enquêtes menées par une équipe de chercheurs, sous la direction du sociologue Bernard Lahire. Dix-huit portraits d'enfants ont été publiés, six d'entre eux sont issus de milieux défavorisés, six des classes moyennes, et six des classes dominantes. Le travail des enquêteurs, minutieux et détaillé, étudie à travers une méthodologie très rigoureuse tous les aspects de ces petites vies en devenir : l'habitat, la santé, l'alimentation, les vêtements, l'accès à la culture, les transports, le rôle de la sociabilité familiale et des ascendants, l'acquisition du langage, la scolarisation, le sport, le rapport à l'argent...

À la lecture de ces portraits, passionnante de bout en bout, se dessine sous nos yeux le profil vertigineux d'une France complètement clivée, non seulement telle qu'elle existe mais aussi telle qu'elle se reproduit dès le plus jeune âge, avec ses vainqueurs et ses vaincus, ses prédateurs potentiels et ses futurs exploités. On mesure à quel point certains enfants bénéficient dès le départ de ce que Bernard Lahire appelle « une vie augmentée » dans tous les « compartiments du jeu », tandis que d'autres n'en finissent pas de combattre les effets d'une « vie diminuée ». Dès la maternelle, on mesure aussi toute la puissance de l'action éducative, pour le meilleur... mais aussi pour le pire ! Une lecture du livre entre les lignes en révèle autant, et parfois même plus sur les adultes que sur les enfants qui font l'objet de l'enquête, tant les destinées des uns et des autres sont liées.

On ressort de cette lecture enchanté par la qualité du travail de recherche mais aussi révolté par l'ampleur des clivages sociaux qui ravagent notre pays, ce qui en dit long sur le délitement de notre tissu social. Cette révolte sera toutefois salutaire si, comme l'espère Bernard Lahire, elle débouche sur une prise de conscience politique. L'intérêt de ce livre est de mettre l'accent sur ce qu'il faudrait faire pour réduire les inégalités, dans l'intérêt de la société tout entière ! Pendant que certains enfants pauvres disposent pourtant d'un capital culturel hélas peu rentable à l'école, certaines classes sociales ►►

très aisées disposent étrangement d'un bagage assez
 ►► faible, qu'elles ne cherchent pas à développer, d'où une distance revendiquée à l'égard de certains savoirs, jugés inutiles. Ces familles occupent pourtant des postes de pouvoir ou de décision, qui sont refusés aux autres ou qui sont délaissés par les classes moyennes, ce qui n'est pas sans conséquences sur le plan politique. Sans surprise, le livre montre aussi à quel point l'État et les services publics ont un rôle de fond à jouer pour réduire les inégalités. Il est donc urgent de les réhabiliter au lieu de les liquider.

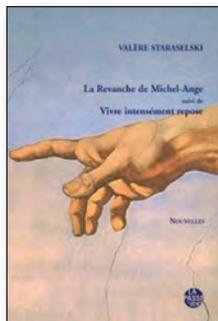
Ce livre est finalement un « pavé » doublement assumé. Tout d'abord par sa taille impressionnante, proportionnelle au sérieux de l'enquête. C'est également un très salubre pavé jeté dans une mare où barbote une foudrerie d'idéologues ultralibéraux, toujours prompts à justifier l'injustifiable par le retour aux éternels poncifs sur « le talent, le mérite et les dons ». Ce livre est d'autant plus précieux qu'il rappelle à point nommé le poids écrasant des déterminismes sociaux face aux prétendues « lois naturelles de l'enfant ». « Retourner la peau du destin » dès le plus jeune âge est possible, c'est même une nécessité. À l'heure où les capitalistes essayent de nous forcer à vivre toujours davantage dans une société clivée où domine l'entre-soi, il est urgent de modifier notre regard sur le monde qui nous entoure afin de retrouver enfin le chemin du progrès social. ●



La banlieue porte plainte
Aubervilliers au cœur
 Éditions de *L'Humanité*, 2020
PATRICK LE HYARIC
 PAR **SAMIR AMZIANE**

« La banlieue ne se plaint pas, elle porte plainte » : cette citation de Jack Ralite, maire emblématique d'Aubervilliers, introduit et résume très bien le nouveau livre de Patrick le Hyaric. Le directeur de *L'Humanité* est aussi un élu local à Aubervilliers, en Seine-Saint-Denis. Paradoxalement, il nous propose ici un essai écrit avec un angle assez rare dans la production intellectuelle des communistes, qui s'appuie sur des milliers d'élus sur le territoire national : le point de vue d'un représentant local et d'une municipalité progressiste aujourd'hui. Et on se rend compte à quel point l'exercice est périlleux : un combat quotidien pour faire vivre des valeurs dans un cadre particulièrement contraint, et une recherche des solutions dans un rapport de force permanent avec le capital. Être

élu communiste, c'est défendre l'égalité, le droit à la ville pour toutes et tous avec le logement social, la démocratie, l'écologie, face aux appétits financiers qui voient dans les services publics des futurs marchés juteux. Cet ouvrage est à la fois un cri du cœur face à la campagne de dénigrement organisée à l'encontre des gestions communistes et un traitement politique des principaux sujets polémiques auxquels la banlieue est confrontée. Un ouvrage défendant Aubervilliers et attaquant l'abandon des classes populaires par l'État, les laissant aux mains du capital comme du fondamentalisme religieux. Il rappelle, à juste titre, que loin de l'idée d'une « banlieue sursubventionnée », la Seine-Saint-Denis est moins dotée en effectifs que la moyenne des départements dans tous les secteurs des services publics d'État. Les sujets les plus brûlants sont donc passés au crible : insécurité, habitat insalubre, accusations indécentes de clientélisme et de connivence avec l'islamisme, citoyenneté, service public... Ils sont à chaque fois traités avec des réponses claires, et le souci d'aller plus loin que le simple constat ou la fausse indignation. Loin de la complainte, donc, *La banlieue porte plainte* est un ouvrage offensif. Offensif face à la négligence de gouvernements successifs qui ont abandonné les classes populaires et laissé aux collectivités le soin de pallier ces manques, tout en leur imposant des baisses régulières de moyens financiers. Les banlieues ne demandent pas l'aumône, mais exigent le droit d'être *a minima* traitées comme les autres. Une lecture utile dans la période. ●



La Revanche de Michel-Ange
 suivi de **Vivre intensément repose**
 La passe du vent, 2019
VALÈRE STARASELSKI
 PAR **GIOVANNI MERLONI**

Valère Staraselski nous livre aujourd'hui, avec *La Revanche de Michel-Ange* suivi par *Vivre intensément repose*, la publication d'un recueil de douze nouvelles qui aboutissent à une sorte de roman autobiographique. Il avait déjà ouvert une fenêtre sur son propre « personnage » dans plusieurs de ses textes, tels *Dans la folie d'une colère très juste*, *Un homme inutile*, *Nuit d'hiver* et *Sur les toits d'Innsbruck*. Cependant, il fait ici un pas en avant plus explicite dans la direction d'une représentation à la fois organique et sincère de son parcours d'homme et d'écrivain, en choisissant d'abord les années de sa vie les plus significatives pour cette représentation,

en se résolvant ensuite à partager avec le lecteur ses expériences, à lui montrer comment, après des années de travail incessant, ses déchirures se sont enfin estompées en un sentiment d'apaisement et de confiance devant l'évidence de sa vocation à l'écriture et la satisfaction de voir celle-ci respectée et reconnue. De tout cela découle pour lui un impératif moral, celui de transmettre, aux nouvelles générations surtout, ce que l'histoire nous apprend avec son immense patrimoine de luttes et de conquêtes sociales et culturelles. Tout cela est bien exprimé dans l'une de ses nouvelles, *Vivre intensément repose* : « Oui, j'aime la littérature ! Oui, j'aime le monde ! Seulement, étant comme la majorité, pour moi depuis le collège, dans l'obligation de travailler sans cesse, je me suis fait une raison en même temps qu'une devise : vivre intensément repose ! Quelle autre réponse que celle-ci... à la grande dépossession de la vie ! » Dans *La Revanche de Michel-Ange*, sans déborder de son défi existentiel d'écrivain engagé, Valère Staraselski saisit l'importance du sujet de l'art et notamment du destin de l'artiste dans la société. La question cruciale de la liberté d'expression de l'artiste – de plus en plus écrasé ou mis à l'écart par des groupes de pression économique occultes ayant profité d'une globalisation à sens unique pour imposer leurs lois inexorables – est en train de devenir une question dramatiquement vitale dans notre société. Au-delà des deux nouvelles citées, il ne faut pas négliger le rôle narratif de dix autres perles de beauté littéraire de ce recueil où, par le biais d'une bouleversante polyphonie de voix et de lieux chéris, l'on nous convie finalement dans le monde d'il y a un quart de siècle, où Valère Staraselski a su se former une splendide identité d'écrivain et de témoin sensible de nos temps difficiles. ●



Les Retraites : un bras de fer avec le capital

Delga, 2020

FRÉDÉRIC BOCCARA, DENIS DURAND, CATHERINE MILLS (COORD.)

Ce livre s'inscrit dans une bataille historique contre la contre-réforme Macron de démantèlement de notre modèle social, et pour construire un nouvel âge des retraites et une nouvelle civilisation. Les auteurs dans leur diversité (spécialistes de la protection sociale, économistes, militants syndicaux, politiques, ou associatifs) donnent des arguments pour dénoncer l'arnaque et la dangerosité du projet Macron et son acharnement à construire une société hyper-libérale. En même temps, cet ouvrage contribue à faire monter le débat sur des propositions alternatives. Il met en son cœur la bataille du financement : une cotisation sur les revenus financiers, un développement des cotisations sociales avec une modulation du taux de cotisation, en liaison avec le développement de l'emploi et des salaires. En appui à la formidable mobilisation populaire, il veut contribuer à un front d'action des forces populaires et progressistes en faisant monter les convergences pour une autre réforme cohérente et au niveau des défis actuels. La bataille continue. ●



À photocopier et envoyer

BULLETIN DE COMMANDE (nombre d'exemplaires limités)

Cause commune, n°14-15, janvier-février 2020 • PCF 100 ans d'histoire (192 pages.)

Nom & prénom

Adresse

Code postal Ville

Mail Tél.....

Je souhaite recevoir exemplaire(s) du numéro 14-15, janvier-février 2020 • **prix à l'unité 15 € + frais de port**

Je règle par chèque bancaire ou postal (France uniquement) à l'ordre de Association Paul-Langevin
 À envoyer à : **CAUSE COMMUNE : 6, avenue Mathurin-Moreau - 75167 Paris Cedex 19**

Ni fusillade ni résumé, cette rubrique se propose, autour de productions importantes, de donner à lire une discussion de thèses avancées.

La République française tiraillée entre conservatisme, libéralisme, jacobinisme et socialisme

PAR AURÉLIEN ARAMINI*

Repenser le projet républicain, en lisant l'*Histoire de la République en France (Des origines à la V^e République)* de Jacques de Saint Victor et Thomas Branthôme (Économica, 2018).

Cette *Histoire de la République en France* vient combler un manque, un vide vraiment étonnant dans un pays de longue tradition républicaine tel que la France : aussi surprenant que cela puisse paraître, il n'y avait encore aucune « histoire » de la République en France ! Ce manque est désormais comblé grâce à ce volumineux et passionnant ouvrage qui s'attache à étudier l'histoire républicaine en articulant une approche institutionnelle et une approche d'histoire des idées afin de dégager « l'esprit si particulier de la République en France ». Saisir cette double dimension de la république en France – non seulement comme ensemble d'institutions mais aussi comme « idéal » – suppose de la situer à la fois dans l'histoire singulière de la France et dans l'histoire mondiale de la pensée républicaine qui plonge ses racines dans l'Antiquité.

QUATRE SENSIBILITÉS RÉPUBLICAINES

L'une des perspectives les plus stimulantes de cette *Histoire de la République en France* consiste à distinguer quatre *sensibilités* républicaines qui incarnent des traditions distinctes qui se sont régulièrement opposées dans l'histoire de France et qui coexistent encore aujourd'hui. Ces sensibilités – qui renvoient à « des traits qui dépassent les conjonctures historiques et s'expriment différemment selon les époques mais en traduisant toujours des préoccupations constantes » – sont les suivantes : la « sensibilité libérale » qui trouve en Montesquieu un représentant emblématique (« prééminence de la liberté, balance des pouvoirs, consécration du Droit ») ; la « sensibilité jacobine » héritière des « Lumières radicales » de Rousseau, vouant un « culte à l'État », par principe centralisé, dont le rôle

est d'assurer la liberté et l'égalité contre les « castes sociales ou religieuses » ; la « sensibilité plébéienne » qu'a incarnée un Babeuf qui « rêve d'une société des Égaux, en mettant fin à la propriété privée, et prône la révolution permanente » ; enfin la « sensibilité conservatrice » qui a pu être celle de la République thermidorienne ou d'un Adolphe Thiers et qui consiste à défendre l'ordre établi par les nouveaux notables contre les royalistes d'une part et les républicains plébéiens ou jacobins d'autre part.

« Cette histoire ne doit pas être lue seulement comme une *histoire* : ou plutôt, il ne saurait y avoir d'histoire de la République que républicaine, c'est-à-dire qui alimente une réflexion collective sur le *commun*. »

Chacune de ces quatre sensibilités qui « se divisent et parfois se recoupent » se retrouve dans l'histoire mouvementée d'une République en France dont la singularité consiste dans son exclusivisme, la République se définissant alors comme « non-monarchie ». Face à l'évocation de ces « sensibilités » républicaines pluralisant la « tradition » républicaine, il est légitime de se demander si l'idée républicaine ne risque pas de s'affaiblir, voire de se diluer. Sans adopter nécessairement la perspective jacobine comme si elle incarnait à elle seule la tradition

républicaine « française », il est possible toutefois de s'interroger sur la pertinence de mettre sur un même plan ces différentes sensibilités en acceptant d'emblée leur dimension « républicaine ». La reconnaissance de la pluralité des traditions a pour risque d'intégrer à l'idée républicaine des positionnements qui tendent à l'affaiblir de l'intérieur en ouvrant trop largement en extension le concept de « république » qui finit par se définir seulement comme « non-monarchie ». Faut-il renoncer, du point de vue politique, à une définition « forte » de la république ? Ainsi lorsque Sarkozy, face aux critiques visant les dérives autoritaristes de son quinquennat, se défendait d'être un monarque parce qu'il avait été élu, faut-il y voir une « sensibilité » républicaine (« conservatrice » en l'occurrence) comme une autre ou, au contraire, une fragilisation de l'idée républicaine ? Les auteurs de l'*Histoire de la République en France* identifient dans l'histoire républicaine quatre périodes qui constituent les grandes parties de l'ouvrage.

LA RÉPUBLIQUE AVANT LA RÉPUBLIQUE

La première grande période éclaire l'histoire de la république avant la République et scrute « l'émergence de la singularité républicaine française » du XIII^e siècle au siècle des Lumières. L'intérêt de ces pages consiste à chercher les racines médiévales et modernes de la pensée républicaine d'avant 1792, tout en soulignant le caractère problématique de la tentative d'inscrire la République issue de la Révolution française dans la continuité d'une « culture républicaine » – lisible dans les cités italiennes de la Renaissance ou en Angleterre – en raison de son expression souvent non démocratique. C'est ainsi essentiellement chez Rousseau que s'opère la jonction spécifique à la pensée républicaine française entre république et souveraineté populaire. La mise en regard du projet rousseauiste et de la nouvelle Constitution américaine s'avère particulièrement instructive car cette Constitution suscite en France de nombreux débats justement parce qu'elle dissocie « république » et « démocratie » et qu'elle choisit la république fédérale pour faire barrage à la démocratie.

LA NAISSANCE DE LA RÉPUBLIQUE EN FRANCE (1789-1814)

La deuxième période est centrée sur la période révolutionnaire : « la naissance de la République en France (1789-1814) ». Les auteurs ont privilégié une perspective englobant la dynamique allant de 1789 à 1814 tout en conservant les trois pères classiques – 1789, 1793 et

1795. La richesse de l'analyse réside dans la complexification de la lecture de la naissance de la République. Dès 1789, et donc bien avant le décret du 22 septembre 1792, sont formulés les grands principes qui vont structurer la « tradition républicaine ». L'avènement de la République absolue (1792-1794) sous le gouvernement du Comité de salut public est marqué par un mouvement de « républicanisation » où la part belle est faite à l'instruction et dont la dimension religieuse est essentielle ; l'étude des différents projets de Constitution permet de bien comprendre l'émergence de l'idée de république sociale portée par les montagnards dont l'idéal républicain est celui d'une « démocratie de petits propriétaires libres et égaux ».

Contre l'idée d'une République française viscéralement colonialiste, il faut insister sur l'attitude de la République jacobine vis-à-vis des populations alors réduites en esclavage : loin de réserver l'égalité et la liberté aux propriétaires « blancs », à l'instar de la démocratie américaine que décrira Tocqueville quelques décennies plus tard, la Convention prend en février 1794 un décret qui abolit l'esclavage dans toutes les colonies. Qualifiant l'esclavage de « crime de lèse-humanité », ce décret déclare que « tous les hommes sans distinction de couleur » « sont citoyens français et jouiront de tous les droits assurés par la Constitution ». Aussi faut-il reconnaître que la sensibilité républicaine de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793 est absolument différente de celle des révolutionnaires américains. Il ne serait donc pas exagéré de dire que l'anticolonialisme et l'antiesclavagisme appartiennent à l'ADN de la République jacobine.

Le moment de la Terreur fait l'objet d'un traitement tout en nuances qui rappelle les interprétations opposées (de Marc Richir à Sophie Wahnich) en insistant sur le fait que tout dans l'analyse de la Terreur fait débat. L'intérêt des pages consacrées à la « République thermidorienne » réside dans l'examen des raisons pour lesquelles elle est encore une république mais une république « autre ». République de la réaction, elle « revendique une légitimité tirée *des élections* et non de l'opinion *populaire* exprimée par la rue ou les clubs de Paris ». Si Bonaparte sauve la république pour l'étouffer, les auteurs n'en soulignent pas moins que la période du consulat puis celle de l'empire voient « jaillir une administration nouvelle, moderne qui perdurera par-delà les changements de régime, au point de constituer aujourd'hui encore le socle administratif de la République ». ▶▶

► LA RÉPUBLIQUE ENTRE LA CHUTE DE L'EMPEREUR ET LA CONSÉCRATION DE LA RÉPUBLIQUE

La troisième période suit l'histoire en mouvement de la République entre la chute de l'empereur et la fin du Second Empire en 1870. La royauté restaurée ne détruit pas la république et l'on assiste alors, selon une belle formule des auteurs, à une « métempsychose républicaine » lors de laquelle l'idée républicaine s'incarnera dans des sociétés secrètes, dans des journaux ou s'exprimera lors de banquets dans les mois précédant le « printemps des peuples » de 1848. Durant cette période et tout particulièrement lors de la dernière révolution française, les différentes sensibilités républicaines – libérale, jacobine, conservatrice et plébéienne – vont à nouveau s'affronter : la question du droit au travail en est une belle illustration. L'échec de la Deuxième République et l'élection à la présidence de Louis-Napoléon Bonaparte qui instaure par un coup d'État un nouvel empire conduisent les républicains à repenser la république. C'est au cours de « la gestation d'une troisième République » que prend son envol une nouvelle génération de républicains qui, tel Léon Gambetta, s'interroge sur le rapport au peuple et insiste sur la nécessité de son éducation tout autant que sur sa nécessaire implication dans le projet de transformation sociale. En plein essor du capitalisme, la question sociale clive les différentes sensibilités républicaines lorsque sera créée l'Association internationale des travailleurs. Ainsi la « tendance ouvrière et républicaine » cherche à articuler révolution, république et mouvement ouvrier quand la « tendance ouvrière et marxiste » revendique l'autonomie du prolétariat contre un parti républicain considéré comme bourgeois. Dans quelle mesure peut-on être à la fois « républicain » et « communiste » ? La perspective républicaine n'exclut-elle pas *ipso facto* celle de la lutte des classes ? C'est par l'affirmative que les tenants de la république conservatrice ou de la république libérale répondent à cette dernière question. Toutefois, il n'est pas sûr que ces deux « sensibilités » soient fidèles à l'idée républicaine telle qu'elle se constitue dans les Lumières radicales et la Révolution française et qui présente des affinités indéniables avec le projet communiste. Cette période de l'histoire républicaine culmine justement avec le « programme de Belleville », programme « mythique » à la fois républicain et social, qui permet à Gambetta d'être élu député en 1869. Il est toutefois fascinant – et terrible en même temps – d'apprendre que la période 1814-1870 se solde... par une forte défaite des républicains lors d'un référendum qui plébiscite Napoléon III. L'empire semble plus fort que jamais... à quelques mois de Sedan.

La troisième période voit la « consécration de la République » de 1870 à 1919. Sa naissance est marquée par la « sanglante répression de la Commune » où la « République rouge sera décapitée ». Plusieurs pages éclairantes sont consacrées aux différentes tendances politiques qui animent l'esprit communard, de Félix Pyat à Louise Michel en passant par Charles Delescluze. L'échec de la Commune est ainsi expliqué par les dissensions qui la rongent de l'intérieur avant d'être brisée de l'extérieur par Adolphe Thiers pour qui la « République sera conservatrice ou ne sera pas ». Les auteurs expliquent l'affirmation de la république durant ces années par le fait qu'elle se présente progressivement comme « le régime qui divise le moins », opérant une certaine conciliation entre la tradition jacobine et la tradition libérale. Toutefois, le républicanisme s'impose dans sa sensibilité libérale.

« Cinq raisons font
de la république, pour les auteurs,
une idée pleine d'avenir :
"un nouveau besoin de société",
"un attrait pour la *vita activa*",
"la justice sociale", "le commun"
et "la mystique républicaine". »

La décennie 1875-1885 est celle de l'entreprise coloniale et les auteurs insistent sur le lien entre colonialisme et « affairisme ». Nous avons rappelé que le projet colonial esclavagiste était totalement incompatible avec l'esprit républicain jacobin qui avait qualifié l'esclavage de « crime de lèse-humanité ». Il faut montrer tout aussi clairement que le projet colonialiste n'est pas intrinsèquement lié à la Troisième République au moins pour deux raisons. La première est que ce projet rencontre une forte hostilité de la droite nationaliste à la gauche radicale « qui est philosophiquement contre la colonisation et qui sera plus encore hostile aux dérives de la gestion coloniale ». Si certains aujourd'hui se plaisent à expliquer que la droite nationaliste n'était pas favorable à la colonisation, il est intéressant de rappeler que cette droite la conteste parce qu'elle détourne la France de l'essentiel – la revanche contre l'Allemagne – d'où la pertinence de citer Déroulède, qui, comparant l'Alsace-Lorraine et les colonies, disant : « J'ai perdu deux sœurs et

vous m'offrez vingt domestiques. » Une deuxième raison conduit à récuser l'idée que le projet colonial est intrinsèquement lié au projet républicain : les auteurs rappellent non seulement l'existence de projets coloniaux républicains contradictoires mais aussi et surtout l'activisme du « lobby colonial » auprès des républicains. S'il est indiscutable que beaucoup de républicains considèrent à cette époque que la grandeur de la France passe « par la construction d'un empire impérial », c'est moins par sensibilité républicaine qu'en raison d'un mélange de corruption et d'affairisme et d'un manque total de lucidité sur la question raciale. N'oublions pas aussi, comme le rappellent les auteurs, que tous les républicains n'ont pas adhéré aux thèses de l'anthropologie raciale : Georges Clemenceau s'est ainsi élevé contre le fameux discours de Jules Ferry sur la colonisation en insistant sur l'inanité de la distinction entre races inférieures et supérieures.

La fin du siècle de l'histoire voit la question sociale revenir au premier plan. C'est aussi le moment où la crise sociale fait naître un nouveau sentiment, le « rejet de l'étranger », face à une population étrangère qui « a doublé de volume ». C'est l'époque du massacre des Italiens à Aigues-Mortes par des habitants qui seront acquittés par la justice (1893). C'est aussi la montée d'un nouvel antisémitisme – de type racial et non plus de type religieux ou économique – dont l'affaire Dreyfus sera le miroir grossissant. Alors que s'opère un « enracinement républicain » naissent les grands partis de la gauche et de la droite républicaines. Les lignes consacrées à la laïcité sont bienvenues car elles rappellent que le « bloc législatif constitué par les lois de 1882 à 1905, permit finalement à la France républicaine de dépasser les querelles religieuses pendant plus d'un siècle et de s'attacher aux autres défis économiques et sociaux ». Le républicanisme s'affirme alors comme une troisième voie entre le libéralisme et le socialisme en défendant l'égalité des chances et le rôle de l'État « contre la prédation privée ». La Première Guerre mondiale constitue un point de bascule qui conduit à la dernière époque de cette *Histoire de la République en France*.

HEURS ET MALHEURS RÉPUBLICAINS DE 1919 À LA V^e RÉPUBLIQUE

La dernière période ne manquera pas, par sa délimitation chronologique, de susciter un débat de fond : de 1919 à nos jours, l'histoire de la « République » constitue-t-elle un bloc ? Si tel est le cas, elle semble inclure comme une parenthèse la France de Vichy, là où il était *a priori* légitime de scinder l'histoire de la République en deux

périodes – un avant et un après – et de faire jouer à la Résistance, et donc au Conseil national de la Résistance (CNR), un rôle fondateur dans l'histoire de la République contemporaine. Pour les auteurs, « l'armistice et la révision des lois constitutionnelles » ne sont qu'« une mise en suspens » de la République dont la Constitution de la V^e République sera la « grande synthèse ». Nous laisserons les lecteurs découvrir les subtilités de la rédaction de ce texte et surtout le contexte délicat de sa rédaction, la crise algérienne.

« Un manuel indispensable pour tous ceux qui s'interrogent sur la République et cherchent dans ses traditions plurielles les ressources pour relever les défis du présent tant sur le plan politique que social ou institutionnel. »

Ce bref parcours ne prétend pas se substituer à la lecture de l'ouvrage mais juste à favoriser son appropriation. Cette histoire ne doit pas être lue seulement comme une *histoire* : ou plutôt, il ne saurait y avoir d'histoire de la République que républicaine, c'est-à-dire qui alimente une réflexion collective sur le *commun*. Les questions qui clôturent – et ouvrent – l'ouvrage témoignent de l'urgence d'un renouveau républicain : le républicanisme ne reste-t-il pas le meilleur cadre face au multiculturalisme qui fragmente la société en figeant les identités ? N'est-il pas la meilleure forme de résistance aux politiques libérales qui fracturent la société ? Cinq raisons font de la République, pour les auteurs, une idée pleine d'avenir : « un nouveau besoin de société », « un attrait pour la *vita activa* », « la justice sociale », « le commun » et « la mystique républicaine ».

Nul doute que cette excellente synthèse constituera un manuel indispensable pour tous ceux qui s'interrogent sur la République et cherchent dans ses traditions plurielles les ressources pour relever les défis du présent tant sur le plan politique que social ou institutionnel. ●

* Aurélien Aramini est membre du comité de rédaction de *Cause commune*.

DU CÔTÉ DES REVUES...



►► Numéro 144. Au cœur des affrontements complexes d'aujourd'hui le dossier de ce numéro interroge les effets concrets de l'engagement politique sur le travail des historiennes et historiens des révolutions.

https://journals.openedition.org/chrhc/?em_x=22&lang=en



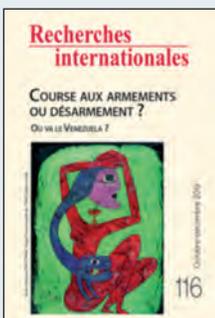
►► A travers des réflexions plurielles, ce numéro d'Europe invite à explorer les rapports entre chanson et poésie.

<https://www.europe-revue.net/>



►► Progressistes N° 26 Territoires et écologie est le thème de son dossier.

<https://revue-progressistes.org/category/dernier-numero/>



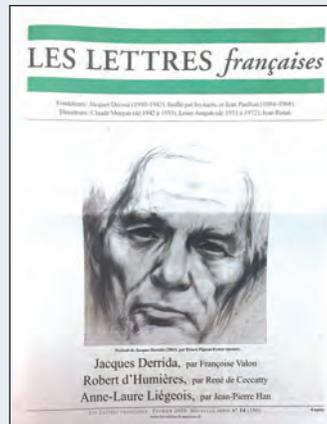
►► Les interrogations et les constats introduisant les contributions à ce numéro de *Recherches internationales* évoquent, dans leurs approches respectives, combien l'alternative désarmement ou course aux armements est, avec la question climatique, la question la plus pressante aujourd'hui se posant aux peuples du monde.

<https://www.recherches-internationales.fr/RI114.html>



►► Au menu d'Économie et politique, n° 782/783 : Ce numéro, consacré aux municipalités, présente analyses et propositions pour répondre aux nouveaux défis sociaux, écologiques et démocratiques.

<http://www.economie-politique.org/>

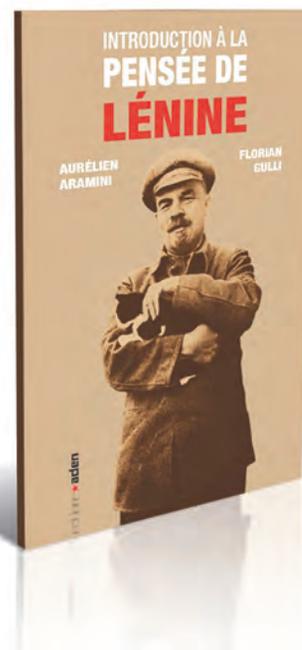


►► Au sommaire Jacques Derrida, par Françoise Valon ; Robert d'Humières, par René de Ceccatty ; Anne-Laure Liégeois, par Jean-Pierre Han et de nombreux autres articles dans les rubriques Lettres, Savoirs, Arts, Théâtre, Cinéma...

<http://www.les-lettres-francaises.fr/>

Retrouvez les pages de la rubrique « Dans le texte » de *Cause commune* (augmentées d'inédits) aux Éditions sociales et aux Éditions Aden.

Une collection de petits ouvrages à mettre entre toutes les mains !



À paraître courant 2020 !
Découvrir GRAMSCI
aux Éditions sociales

Construire des luttes communes dans une visée communiste ne peut se passer des élaborations théoriques que les penseuses du féminisme notamment ont transmises. *Cause commune* propose des éclairages contemporains sur ces textes en en présentant l'histoire et l'actualité."

Dans le tome II du Deuxième sexe, elle [Simone de Beauvoir] aborde directement le problème de la création, et plus précisément de la création littéraire. Pour elle, les femmes, bien qu'elles écrivent, produisant incontestablement des œuvres, n'ont pas encore atteint ce qui fait véritablement le propre de l'œuvre, à savoir l'appréhension et la constitution d'un monde, du monde. Elles écrivent dans la pure subjectivité et sous la pression de l'émotion. Pour bon nombre d'entre elles, la création est une sorte d'émanation de la vie. Et Simone de Beauvoir écrit cruellement : « Pour elles écrire et sourire c'est tout un », car elles n'ont pas assumé le hiatus, le changement de registre qu'exige l'accès au symbolique. [...] S'il n'y a pas encore, à son avis, d'œuvre de femme vraiment essentielle, aussi essentielle que les grandes œuvres d'hommes, c'est que « la femme ne se sent pas responsable de l'uni-

vers », que, tout simplement, elle ne l'est pas, de sorte que l'oppression n'handicape pas seulement sa vie mais sa création : elle est condamnée au particulier. « Quand enfin il sera ainsi possible à tout être humain de placer son orgueil par-delà la différence sexuelle, dans la difficile gloire de sa libre existence, alors seulement la femme pourra confondre son histoire, ses problèmes, ses doutes, ses espoirs, avec ceux de l'humanité, alors seulement elle pourra chercher dans sa vie et dans ses œuvres à dévoiler la réalité toute entière et non seulement sa personne. Tant qu'elle a encore à lutter pour devenir un être humain elle ne saurait être une créatrice. » Verdict impitoyable dont on peut se demander si Simone de Beauvoir ne se l'applique pas à elle-même [...]. Beauvoir ne prend pas en considération les conditions de réception des œuvres de femmes, conditions qui éclaireraient autrement cette

acosmie, par l'obstination de la culture dominante à ne lire les écrivains femmes que dans leur particularité et à les y retenir. [...] L'absence de monde, comme absence d'universalité, qui selon Beauvoir frappe les œuvres des femmes, reléguées dans les limites de leur oppression, porte à interroger la différence de traitement qui affecte dans la même époque et dans le même horizon philosophique, l'oppression de classe par rapport à l'oppression de sexe. [...] [N]e serait-ce pas que, ultimement, et de manière informulée, [...] l'historicité dans laquelle elle appréhende les rapports de sexe ne serait qu'une historicité limitée, permettant au mieux aux opprimé(e)s de rejoindre la position des oppresseurs et non, comme le prolétariat, de faire émerger un nouveau monde.

Françoise Collin, *Je partirais d'un mot, Fus-Art*, 1999, p. 30-33.

Création littéraire des femmes et luttes politiques

Comment les femmes peuvent sortir de la particularité de leurs combats ?

Françoise Collin est une penseuse aux frontières d'une approche à la fois philosophique et artistique et bien sûr politique de la question de l'émancipation des femmes. Les luttes féministes qu'elle rencontre dans les années 1970 bouleverseront sa vie à la fois sur le plan personnel mais aussi en sa qualité de penseuse dans sa manière d'appréhender le monde. Elle cherchera alors toujours au sein de ses différents engagements à tenir avec obstination le lien, pour elle essentiel, entre poésie et politique. Dans ce cadre, une partie de sa vie est traversée par des interrogations qui peuvent sembler toutes se réduire à la même : y a-t-il

un être des femmes. À sa manière et tout au long de sa vie elle déploiera à l'infini ce champ de questionnement en ouvrant à chaque fois des perspectives nouvelles pour approcher la dite question des femmes sans jamais fermer la porte à ce qui se trame dans les ateliers des artistes, dans les réunions des militantes et militants politiques, dans la solitude de ceux et celles qui ont à travailler la langue comme on travaille un matériau ou encore dans l'anonymat des vies non héroïques, de ces vies que l'histoire ne retiendra pas. Dans ce texte, Françoise Collin dialogue avec l'œuvre de Simone de Beauvoir.



Françoise Collin, philosophe.

SIMONE DE BEAUVOIR ET LE RAPPORT DES FEMMES À LA CRÉATION LITTÉRAIRE

Dans cet extrait, Simone de Beauvoir évoque le rapport à la création littéraire, mais cette question reste non détachable de la position qu'occupent les femmes sur le plan social et politique envisagé dans une perspective historique. Simone de Beauvoir publie son ouvrage en 1948-1949, dans une période où les femmes viennent à peine d'accéder au droit de vote. Elle cherche à dire par là que les femmes enfermées ou réduites à la seule vie naturelle, au sens de l'entretien et de la génération de la vie, sont empêchées d'exister sur le plan historico-social du moins pour la période durant laquelle Beauvoir écrit son œuvre. Leur accès à l'écriture, ici la littérature, ne leur permet pas de sortir de tout ce qui fait le quotidien de leur vie : la maison, la famille, les enfants, le rapport à ce corps qu'elles ne possèdent pas tout à fait et leur en-dehors du monde, ou ce que Françoise Collin, reprenant le terme à Hannah Arendt, nomme l'acosmie à savoir l'absence de monde.

De cette manière, parce que la vie des femmes est non réalisée, non accomplie sur le plan de l'histoire sociale et politique, elles sont encore occupées à seulement exister. Cela veut dire qu'elles sont entravées par leurs vies matérielles qui les empêchent de voir le monde au-delà de leur seul vécu, de ce qui constitue leur quotidien. Elles ont à porter la charge de leur seule personne ou

plutôt les charges de la reproduction de la vie au premier rang desquels se trouve la maternité. Comme elles ont d'abord à s'occuper d'elles-mêmes, elles se ne rendent pas compte en quelque sorte qu'en vérité elles ont rendez-vous avec l'histoire. Elles écrivent « dans la pure subjectivité » et ne s'occupent pas de « l'appréhension et la constitution d'un monde » car elles se tiennent en-dehors ou à côté du monde. Par exemple, sortir de sa subjectivité pourrait amener à voir qu'un homme ouvrier est pris dans des rapports de domination et d'injustice. Injustice qui implique la même souffrance que le sentiment d'exclusion qu'elles éprouvent. Dans ce cas, sortir de la pure subjectivité devrait conduire à se demander qu'est-ce qu'il faut inventer ou bousculer pour que plus jamais cet homme n'ait à vivre ce type de rapports. Or, lorsqu'on est enfermé dans sa pure subjectivité, la douleur en est telle qu'elle nous rend en quelque sorte aveugle au monde qui nous entoure car nous ne recevons ce monde qu'à travers le prisme de notre vécu, en l'occurrence nous n'interprétons ce monde qu'à travers la particularité qui nous touche le plus, à savoir « je suis une femme ». À cela s'ajoute que nous percevons cette particularité non pas comme une « particularité » mais au contraire comme le « tout » du monde qui n'est en réalité que « notre » monde, notre vécu. Tout ce qui nous vient du monde et toute notre action au sein de ce monde, nous ne les lisons qu'en tant que « je suis une femme ».

ENTRER DANS UN PROCESSUS D'APPROPRIATION DU MONDE

Or, aller par-delà l'orgueil de son sexe, c'est se percevoir au sein du monde à sa juste place, à savoir une parmi d'autres, tout comme le sexe masculin peut être porteur de problèmes spécifiques ne pouvant incarner à lui seul tout ce qu'il y a dans le monde ou même au sein de l'univers. Cet espace commun qui est la place publique, celle où s'élabore la délibération politique, elles en sont absentes ou exclues. Elles sont enfermées dans les activités qui consistent déjà à faire reconnaître leur droit et à légitimer leur prise de parole publique. Leur rapport à la création littéraire traduit ce moment historique dans lequel elles se trouvent. La charge de leur existence qui consiste à les sortir de l'espace privé, à se détacher de cet espace pour se faire une place au sein de l'espace public n'est pas sans entrave. Elle constitue un long chemin à parcourir durant lequel elles sont loin d'être assurées de leur légitimité. Ce faisant, prise par le chemin lui-même de la libération, de l'accès au statut de citoyenne à part entière, elles ne prennent pas encore ►►

►► la mesure de ce qui les attend. Car ce qui les attend n'est rien moins que le monde lui-même dans toute son ampleur. Encore enfermées dans ce que Beauvoir appelle la « pure subjectivité », elles sont encore condamnées à la « particularité », c'est-à-dire qu'elles ne peuvent encore penser le monde qu'à travers le vécu propre qui est le leur, leurs difficultés et non pas au-delà. Or, s'élever par par-delà « l'orgueil de la différence sexuelle », autrement dit, par-delà les problèmes qui touchent uniquement à leur vie en tant que catégorie de sexe, c'est entrer dans un processus d'appropriation du monde lui-même et même de l'univers. Accéder à la « difficile gloire de la libre existence » implique de se saisir de ce monde qui leur apparaît encore comme une sphère qui leur demeure étrangère et de se comprendre comme partie et partie prenante de ce monde lui-même. Autrement dit « comment va le monde ? » et « en quoi puis-je participer à son complet bouleversement ? » est aussi et désormais une question politique majeure qui concerne tout autant la responsabilité des femmes. Pour le dire avec emphase, dès lors que les femmes accèdent au statut de citoyenne, à la *polis*, à la liberté en tant qu'elle s'inscrit dans le cadre d'une cité, alors elles sont *de facto* convoquées devant l'histoire et c'est devant cette histoire mondiale qu'elles auront désormais à rendre des comptes, parce qu'elles sont maintenant également comptables de l'univers lui-même.

ENVISAGER LES FEMMES

DANS UNE PERSPECTIVE DIALECTIQUE

Pour Françoise Collin, l'œuvre de Simone de Beauvoir ne parvient pas à accorder aux femmes l'idée que leur position minoritaire sur le plan politique puisse avoir une portée, comme c'est le cas pour le « prolétariat », une portée révolutionnaire. En effet, envisagée dans une perspective dialectique, la marginalité du prolétariat implique qu'il est porteur de dimensions radicalement nouvelles, annonciatrices d'une nouvelle société qui ne demande qu'à être enfantée. Or, selon Françoise Collin, Simone de Beauvoir n'envisagerait pas les femmes dans le cadre de cette perspective dialectique. Cela implique alors que la seule voie qui reste aux femmes en tant qu'elles occupent une place de dominée, c'est de rejoindre une place de dominant, autrement dit d'effacer leur histoire pour devenir un homme. Ainsi, la position dominée des femmes n'ouvrirait pas sur une perspective révolutionnaire mais seulement sur une assimilation des femmes au monde des hommes.

Quelles voies politiques ces interrogations peuvent-elles nous ouvrir et quels enseignements nous les communistes, pouvons-nous en tirer ? Lorsque Simone de Beauvoir nous dit que les femmes sont encore enfermées

dans l'élément de la « particularité », ne pouvons-nous pas le comprendre après les écrits de Françoise Collin et après le mouvement *MeeToo* comme un fait que des millions de femmes à travers le monde vivent ce que les philosophes du contrat tels que Hobbes, Locke ou Rousseau nommaient l'« état de nature », dès lors qu'elles se trouvent dans l'espace domestique ? Outre les questions du travail ménager et celles de la reproduction de la vie, sur lesquelles nous reviendrons prochainement, les femmes au sein de leurs vies privées ne se voient pas assurées des garanties censées être offertes par l'État de droit. Si, comme tout citoyen, elles ont abandonné leur liberté première pour l'échanger contre une liberté garantie par l'État, cet État ne garantit pas leur liberté de personne humaine, dès lors qu'elles se trouvent dans l'espace domestique. Lorsque nous constatons effarés le nombre de femmes violentées physiquement, sexuellement dans leur maison, et lorsque nous voyons chaque jour le nombre de femmes mourant sous les coups de leur conjoint, comment attendre des femmes qu'elles s'occupent du monde quand l'assurance de leur vie et le respect dû à leur personne ne leur est pas garantie.

En outre, cette réalité matérielle qui constitue le quotidien de millions de femmes à travers le monde peut sans doute nous éclairer sur la manière dont elles politisent leur mouvement social et leurs revendications. Se fondant sur leur vécu et dénonçant pour l'essentiel les violences dont elles sont victimes, elles sont perçues comme étant incapables d'élargir leurs revendications à des questions plus larges que les seules questions concernant les femmes. Cette contradiction dans laquelle se trouvent les femmes implique qu'elles parviennent à lever de véritables mouvements sociaux à partir des problématiques qu'elles veulent inscrire dans le champ de l'actualité médiatique et politique mais sans jamais franchir véritablement le cap de la sphère politique en se constituant en partis politiques, ni non plus en rejoignant officiellement les organisations politiques telles que les partis. L'autonomie revendiquée de leur mouvement social est à la fois pour elles une forme de nécessité pour faire entendre ce qui relève de leur problème et en même temps un handicap les empêchant d'élargir leur base. Une lutte communiste en direction des femmes pourrait conduire à poser que, sous les violences faites aux femmes, c'est le respect de la personne humaine qui est en jeu. La moitié de l'humanité se voit privée des garanties de l'État de droit, dès lors qu'elle franchit la porte de l'espace domestique. Si toute lutte communiste ne peut s'envisager sans l'apport essentiel des femmes, elle doit pouvoir viser les moyens de leur garantir une sécurité *a minima* qui les sorte de l'inquiétude de cet état de nature que reste encore pour elles l'espace domestique.★



ORGANISEZ DES DÉBATS !

avec les membres de l'équipe de votre revue autour d'un des thèmes des dossiers ou des livres c'est possible !

Contactez-nous au 01 40 40 13 50



Claude Saligny

ou au 01 40 40 12 30



Monique Renault

Mail :

redaction@causecommune-larevue.fr



Cause **★** commune
est sur **Facebook**

..... L'ÉQUIPE DE LA REVUE



Guillaume Roubaud-Quashie
Directeur



Davy Castel
Rédacteur en chef



Jean Quétier
Rédacteur en chef



Gérard Streiff
Rédacteur en chef
(Controverses/Sondages)



Sébastien Thomassey
Mise en page



Frédéric Coyère
Mise en page
et graphisme



Noëlle Mansoux
Secrétariat
de rédaction



Chantal Guerre
Secrétariat
de rédaction



Camille Ducrot
(Critiques/Lire)



Marine Miquel
(Critiques/Lire)



Saliha Bousseadra
(Dans le texte)



Maëva Durand
(Féminisme)



Léo Purguette
(Grand entretien)



Jérémie Giono
(Militer)



Sophie Mazenot-Chappuy
(Parlement)



Laura Moscarelli
(Philosophiques)



Jean-Michel Galano
(Philosophiques)



Victor Blanc
(Poésies)



Corinne Luxembourg
(Production
de territoires)



Séverine Charret
(Production
de territoires)



Nicolas Lambert
(Production
de territoires)



Pierrick Monnet
(Réactions)



Gérard Legrip
(Regard)



Élodie Lebeau
(Regard)



Pierre Crépel
(Sciences)



Fanny Chartier
(Statistiques)



Michaël Orand
(Statistiques)



Benjamin Sozzi
Vidéo



Claudine Périllaud
Relecture



Vincent Bordas
Relecture



Constantin Lopez
Réseaux sociaux



Sabrina Royer
Réseaux sociaux



Julien Rossi
Débats



Igor Martinache



Aurélien Aramini



Florian Gulli
Université permanente

PROCHAIN NUMÉRO
mai/juin : **Le racisme**



Prix : 8€